

Cessez-le-feu en Angola

Un certain flou sur les travaux du sommet africain, réuni au Zaïre jeudi 22 juin pour régler la conflict angolais, peut inciter au scepticisme quant à la sincérité de la réconciliation entre adversaires. Néanmoins, avant les possibles complications politiques, un fait est acquis : la guerre civile entre les soldats de l'armée gouvernementale et les maquisards de l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) prend fin samedi matin.

Officiellement, l'accord est intervenu entre Africains, grâce aux patientes efforts du président Mobutu et de l'Organisation de l'unité africaine, sans interférences étrangères. Mais la ténacité du chef de l'Etat zaïrois, en bons termes avec les deux camps, n'aurait sans doute pas été à ce point récompensée sans les pressions des Etats-Unis sur un mouvement de rébellion qu'ils aident et sur un chef d'Etat dont le régime tempère les provocations marxistes. Face à la crise économique provoquée par le départ trop hâtif des Portugais, puis par la guerre civile, le président Dos Santos, déjà invité à la raison par Moscou, était de plus en plus enclin à composer avec Washington et avec les institutions monétaires internationales.

Le sommet de Gbadolite est un prolongement du traité signé en décembre par l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba pour rétablir la paix en Afrique du Sud-Ouest, après de laborieuses tractations à Brazzaville. Salué par M. Gorbatchev comme « une percée dans le déblocage des conflits régionaux », ce traité fait l'indépendance de la Namibie, sous contrôle sud-africain, au retrait des Cubains installés en Angola pour remplir le « devoir internationaliste » de M. Fidel Castro. L'accord aura été le point de départ de la marche de la dernière colonie d'Afrique vers une indépendance qui devrait intervenir en 1990. Mais il y manquait — pour la pacification de l'Angola — l'accord des maquisards de l'UNITA. Le président Dos Santos offre une sorte de « paix des braves » à un adversaire implanté dans un tiers du territoire. Le parti unique au pouvoir accepterait de discuter avec son ancien rival pendant la lutte contre les Portugais mais pas avec son chef.

Sans doute troublé par les déclarations savamment ambiguës des Américains sur le soutien qu'il pouvait encore espérer d'eux, pressé par des présidents africains — tels M.M. Houphouët-Boigny et Bongo — en qui il a confiance, M. Savimbi a accepté de serrer la main de M. Dos Santos, non sans avoir écarté auparavant toute idée d'« œil doré », aux Etats-Unis ou dans quelque pays ami. La suggestion de la majorité des médiateurs africains consiste apparemment à ce qu'il se cantonne dans son « quartier général » jusqu'à l'organisation d'élections dans deux ans. Reste à savoir quel rôle politique lui serait ensuite imparti.

Malgré les rivalités subsistant sur le plan intérieur, cet accord entre Angolais dégage l'horizon en Afrique australe. Le danger de reprise des hostilités entre Luanda et Pretoria semble écarté. C'est dans un contexte régional singulièrement plus favorable que M. Frederik De Klerk, successeur probable du président Botha, peut entretenir en ce moment certains dirigeants européens de ses projets de réformes.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 0624 D - 4,50 F



3790147004500 06240

Le conseil européen de Madrid va tenter de fléchir M^{me} Thatcher sur l'union monétaire

Le projet d'union monétaire sera le principal sujet du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté, qui aura lieu à Madrid, les lundi 26 et mardi 27 juin. M.M. Mitterrand et Kohl ont défini, jeudi à Paris, la position qu'ils défendront en commun, mais

l'inconnue majeure reste le comportement qu'adoptera M^{me} Thatcher.

Le ministre britannique des affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, rappelle, dans l'entretien qu'il nous a accordé, les objections de Londres au projet tel qu'il figure dans le rapport du comité Delors.

La grande prudence de Sir Geoffrey...

LONDRES
de notre correspondant

Avant le conseil européen de Madrid, le secrétaire au Foreign Office a accepté de répondre aux questions du Monde, de Die Welt, de la Repubblica et d'El País. Sir Geoffrey Howe avait, en guise de préambule, fait l'éloge de la présidence espagnole de la communauté, qui s'achève le 30 juin.

« Êtes-vous prêts à accepter la première étape définie par le rapport Delors en vue de l'union éco-

nomique et monétaire européenne, qui prévoit une plus grande convergence des politiques suivies par les différents Etats membres ?

« Nous sommes certainement prêts à accepter les dispositions prévues par la première étape, mais aucune date n'est fixée pour la fin de celle-ci et il y a d'autres mesures auxquelles nous tenons, telles qu'un recours accru à l'ECU pour l'émission d'obligations d'Etat et comme monnaie de réserve. Je veux souligner que cela peut et doit être accompli sans que

l'on s'engage à passer à la deuxième et à la troisième étape [cette dernière prévoit la création d'une banque centrale et d'une monnaie communes, NDLR]. L'élément important de la première étape est, à nos yeux, qu'elle n'implique aucun changement institutionnel et qu'elle n'est pas limitée dans le temps.

DOMINIQUE DHOMBRES.

(Lire la suite et l'article de PHILIPPE LEMAITRE page 4.)

Un Eurêka de l'armement

Dans le premier entretien qu'il accorde depuis sa nomination, en janvier dernier, au poste de délégué général pour l'armement, M. Yves Sillard explique au Monde dans quelles conditions la France proposera, les 27 et 28 juin, à Lisbonne, la constitution d'un Eurêka de la recherche militaire à ses alliés européens.

D'une manière plus générale, M. Sillard précise les implications industrielles de la nouvelle programmation militaire 1990-1993 et il fait état de ses réserves face à la création éventuelle de méga-consortiums de l'armement en Europe. Il se déclare, enfin, non partisan d'une fusion entre Dassault et Aérospatiale, comme l'hypothèse en a été émise au récent Salon de l'aéronautique du Bourget.

(Lire les propos de M. Sillard recueillis par Jacques Isnard page 13.)

Le financement des partis politiques et les affaires de fausses factures

L'argent de la démocratie

Quatre nouvelles inculpations ont porté, jeudi 22 juin, à trente-deux le nombre de prévenus dans l'affaire des fausses factures de la SAE (Société auxiliaire d'entreprise), dont douze « politiques » — cinq liés au PS et sept à l'UDF ou au RPR. Trois des nouveaux inculpés sont des responsables des sociétés Urbatech et Gracco, chargées du financement du PS, dont le principal d'entre eux, M. Gérard Monate. Le quatrième est lié à M. Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale. Plaçant au premier plan des sociétés responsables d'au minimum un tiers des finances du PS, ces inculpations posent avec acuité la question de l'argent de la démocratie.

(Lire nos informations pages 8 et 9.)

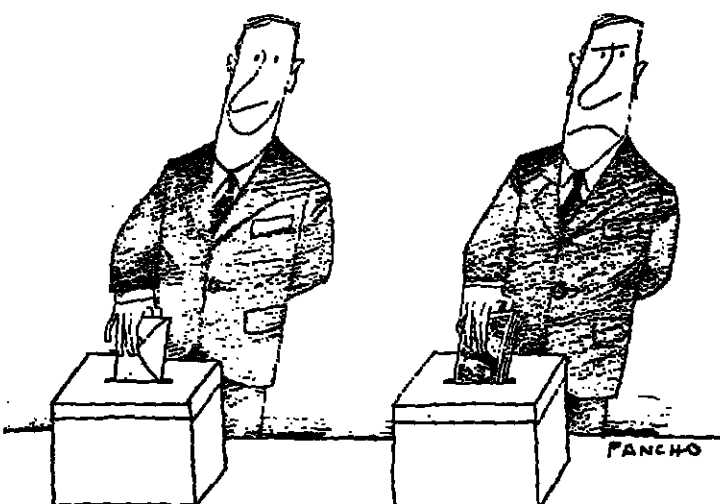
par Jean-Marie Colombani

Il n'y a pas de grand homme pour son valet de chambre. Ni pour son banquier. Alors que les élections européennes viennent de montrer que les cinq partis représentés à l'Assemblée nationale ne parviennent à mobiliser que le tiers des électeurs inscrits, se livre au Palais-Bourbon une âpre bataille, qui peut menacer l'existence même du gouvernement et

qui a pour enjeu les caisses électo-

rales. Au moment où l'on commémore la naissance de la représentation populaire, l'antiparlementarisme ne pouvait rêver meilleur prétexte pour en dénoncer les vices.

Avec un argument dévastateur, celui de l'auto-amnistie, du privilège que s'accorde une classe politique qui est réputée en avoir



d'autres. Car c'est bien toute la classe politique qui est concernée, même si certains, à droite et à gauche, flairent la « bonne affaire », pensent passer au travers, jugeant leur propre système plus opaque, et donc à l'abri des poursuites.

Or si l'on veut bien s'abstraire de considérations immédiates, qui conduisent les uns (M. Giscard d'Estaing) à feindre le mépris ou (le PCF) à brandir la menace de

la censure, les autres (chez les socialistes) à précipiter le mouvement au risque évident d'affaiblir le gouvernement, force est de s'interroger sur cette fatalité objective du scandale qui est la nôtre.

En l'absence de règles, chacun sait bien que la loi de la jungle l'emporte. Chacun sait aussi que le mal vient du refus français de payer le prix de la démocratie.

(Lire la suite page 9.)

Le rapport annuel de la Commission nationale de l'informatique et des libertés

La Communauté des fichiers

La Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), présidée par M. Jacques Fauvet, a remis son rapport annuel au président de la République.

M. Fauvet, dans l'avant-propos de ce document, met l'accent sur la difficulté d'harmoniser la législation et la politique de contrôle des fichiers informatiques à l'échelle européenne.

par Jacques Fauvet

Ce n'est pas une mode que de parler à tout propos de l'Europe : c'est un constat. C'est aussi une inquiétude. L'informatique et les libertés, ce couple inséparable n'y échappe pas. Le constat, c'est que, depuis quinze ans et plus, la protection des droits et des libertés à l'égard des traitements informatiques est une nécessité reconnue par tous les pays européens ; c'est aussi la diversité des solutions que chacun des pays a apportées à un problème qui se situe au carrefour du respect de

la vie privée et de la sauvegarde de l'intérêt public.

Les douze pays de la Communauté n'ont pas tous des législations protectrices des données nominatives, les derniers en date à s'en être donné sont les Pays-Bas et l'Irlande en 1988. A l'inverse, des pays n'appartenant pas à la CEE ont adopté des lois qui s'inspirent des mêmes principes ; dès 1978 l'Autriche, dix ans après la Finlande.

Pour ajouter à la complexité, le seul texte européen de portée générale actuellement en vigueur est la Convention du Conseil de l'Europe du 28 janvier 1981,

entrée en application le 1^{er} octobre 1985, depuis que cinq ratifications sont intervenues : il y en a huit aujourd'hui. Mais la Finlande, qui en a adopté les principes, n'appartient pas au Conseil de l'Europe, et l'Espagne qui en est membre et a ratifié la Convention n'a pas de loi nationale !

Enfin, des pays qui n'appartiennent ni à la CEE ni au Conseil de l'Europe ni au Vieux Continent ont des lois proches des législations européennes et sont, comme d'autres, très attentifs aux lignes directrices de l'OCDE, en particulier le Canada, accompagné du Québec et de l'Ontario.

A cette mosaïque occidentale s'ajoute la diversité des législations nationales. Pour ne citer que deux exemples majeurs, certains pays excluent le secteur privé du champ d'application de leur loi, d'autres les fichiers de police. Enfin la nature et les pouvoirs des organismes chargés d'appliquer la loi sont très différents d'un pays à l'autre. Seuls demeurent identiques et intangibles les principes.

(Lire la suite page 2.)

Le Monde

SANS VISA

Vancouver l'oubliée du Nouveau Monde

■ Gastronomie
■ Escapes ■ Jeux
Pages 15 à 18

YUKO TSUSHIMA



L'enfant de fortune
Territoire de la lumière
Au bord du fleuve de feu
Les marchands silencieux

Rencontre avec YUKO TSUSHIMA

Lundi 26 juin

à 15 heures, à la librairie-Galerie Des femmes
74, rue de Seine, 75006 Paris

des femmes

Antoinette Fouque

1989

Débats

CONCURRENCE, ENCOMBREMENT, SÉCURITÉ... EUROPE

Les défis du transport aérien

par MICHEL DELEBARRE (*)

La croissance extrêmement rapide du transport aérien, constatée depuis trois ans et qui ne paraît pas devoir se ralentir de sitôt, provoque à l'évidence dans l'opinion publique un mélange de satisfaction et d'inquiétude. La satisfaction, c'est celle que procure, dans un pays de forte tradition aéronautique comme le nôtre, le développement de nos activités industrielles dans ce domaine et celui de nos compagnies aériennes, avec tout ce que cela implique de favorable pour l'emploi et pour notre commerce extérieur.

Mais ce constat optimiste est visiblement tempéré par les inquiétudes que peuvent susciter, en revanche, l'encombrement de l'espace aérien, de par la gêne qu'il peut entraîner par les usagers, et d'éventuelles implications de l'accroissement du trafic sur la sécurité du transport aérien. Il ne me paraît pas inutile, à la veille des grands départs en vacances, de faire le point afin de permettre à chacun de bien comprendre quelle est exactement la situation et quels sont les défis à relever.

L'encombrement du ciel est en fait une expression peu appropriée. Si encombrement il y a, c'est au sol qu'il se produit et non pas dans un espace aérien dont les limites sont très loin d'être atteintes. C'est à l'approche des aéroports et surtout sur les pistes que se produisent les saturations qui affectent de plus en plus le transport aérien suivant le phénomène classique du goulet d'étranglement. Des aéroports comme celui de Francfort ou ceux de Londres ont déjà atteint la limite extrême de leurs possibilités physiques. Paris reste encore favorisée grâce aux terrains disponibles à Roissy, mais ce répit ne sera que de courte durée.

On rencontre là les limites d'un certain nombre d'idées en vogue. Il est ainsi de la déréglementation du transport aérien, qui favoriserait la concurrence au bénéfice des usagers sous la forme de la désignation de plusieurs compagnies aériennes sur une même liaison.

La concurrence est nécessaire, dès lors qu'elle permet de faire baisser les tarifs et d'améliorer la qualité des services offerts aux usagers. Encore faut-il ne pas confondre la stimulation de cette concurrence avec son exacerbation anarchique, qui conduirait à contrebalancer les avantages qu'elle procure aux passagers par des inconvénients plus élevés. C'est ce que provoquerait le développement de la "multidésignation", incompatible avec une volonté de désengorgement des aéroports. La multiplication des compagnies desservant une même ligne conduit chacune d'entre elles à vouloir disposer d'une gamme complète de vols, et donc à employer des avions de taille moyenne ou basse (cent places) dont les créneaux horaires seront concentrés sur les heures les plus favorables. On ne fait ainsi que rendre les retards systématiques au détriment des droits des usagers.

Une autre idée en vogue, venant également des États-Unis, est l'organisation en réseau autour d'aéroports d'éclatement (hubs), plaques tournantes vers lesquelles convergent les vols long et moyen-courriers de façon à permettre avec le minimum de moyens d'assurer le maximum de dessertes à travers une correspondance dans l'aéroport principal. Sur le plan économique, une telle organisation peut paraître favorable. Mais outre qu'elle se traduit par un confort et une efficacité souvent moindres pour le passager, elle a pour principal résultat d'accroître le nombre d'atterris-

sages et de décollages dans une zone concentrée. Ainsi, le système américain est devenu aujourd'hui extrêmement vulnérable car toute perturbation importante sur un "hub" se propage dans tout le système : des congestions sur Chicago ont récemment provoqué une désorganisation de l'essentiel des vols du Nord-Est américain. En Europe, où la saturation est proche, faut-il favoriser une plus grande concentration sur les quelques très grands aéroports ? Ma réponse, chacun le devine, est négative.

Il convient d'autant moins de céder à l'emballement pour les thèses ultra-libérales qu'elles reposent sur deux idées fausses. La première est que la croissance serait la conséquence de la déréglementation, alors qu'en réalité, plus prosaïquement, c'est la baisse des coûts engendrée par la chute du prix du pétrole qui a provoqué l'expansion du transport aérien. La seconde est que la déréglementation systématique renforce nécessairement la concurrence, alors qu'à terme, elle aboutit au contraire, comme aux États-Unis, à une formidable concentration des entreprises et à des situations d'oligopole. En France et en Europe, le "laissez-faire, laissez-passer" n'est pas de mise, surtout quand on sait que l'actuelle et phénoménale croissance du transport aérien - 50 % en trois ans - a lieu sur un fond de pénurie d'avions, de matériel et surtout d'effectifs hérité de la période antérieure, marquée par la stagnation du trafic aérien après le deuxième choc pétrolier. Nous subissons aujourd'hui les effets des prévisions malthusiennes faites alors, en termes de moyens humains tout particulièrement qu'il s'agisse de pilotes, d'ingénieurs ou de techniciens.

Le droit des usagers

Prenons l'exemple du contrôle de la navigation aérienne. Le système de ce contrôle, en France, est au meilleur niveau. Notre technologie est développée par Thomson, qui est aujourd'hui le premier exportateur mondial. Cette technologie est au service des hommes qui l'emploient, c'est-à-dire d'abord des contrôleurs de la navigation aérienne, désignés souvent sous le vocable plus imagé d'"aiguilleurs du ciel". Ce métier sur lequel repose la sécurité anticollision de tous les vols nécessite une durée totale de formation supérieure à quatre ans, entre le recrutement et la pleine capacité opérationnelle dans un grand centre de navigation aérienne.

Or, alors que depuis 1986 le trafic croît de 10 % par an, les recrutements, interrompus pendant deux ans, ne sont redevenus significatifs qu'à partir de 1988. Ce n'est donc qu'à partir de 1992 que seront ressentis leurs premiers effets. Il n'y a pas de miracle, et nous n'éviterons pas certaines difficultés, même si le dialogue sérieux et approfondi conduit l'an passé avec les organisations syndicales de la navigation aérienne permet d'aborder aujourd'hui les périodes de pointe dans les meilleures conditions possibles et dans un climat de responsabilité acceptée de tous les acteurs du système.

Dans un tel contexte, il apparaît comme inévitable que surviennent des retards, des ajustements, qui sont très mal vécus par les usagers, auxquels sont imposés des délais, des attentes, des reports. Il est plus que temps de rappeler, comme je l'ai fait auprès de tous les responsables, qu'ils ont droit à une information claire et rapide.

La meilleure réponse aux menaces d'encombrement des grands aéroports européens est à trouver en partant de ce qui fait la spécificité de l'aérien, à savoir l'extraordinaire souplesse de l'avion comme moyen de transport. Une ligne aérienne peut être

mise en place quelques semaines après la décision et, si elle se révèle non rentable, elle peut être fermée et l'avion réemployé sur une autre destination.

L'avenir du transport aérien en Europe réside en fait d'abord dans le développement des liaisons directes à partir de métropoles régionales. D'ores et déjà, des aéroports non parisiens sont reliés à de très nombreuses villes européennes, et souvent à destinations beaucoup plus lointaines, puisque les compagnies internationales françaises ont exprimé le vœu de desservir l'Atlantique nord à partir de certaines villes de province. Je ne pouvais qu'approuver ces initiatives, qui assurent à l'usager un meilleur service et qui participent à l'effort de réduction de l'encombrement des aéroports de la capitale.

De même, ce sont donc huit capitales régionales qui auront une liaison directe avec New-York.

Des règles nécessaires

A terme, dans cinq ans, ou dans dix ans si la croissance adopte un pas plus mesuré, l'asphyxie aura gagné la plupart des grands aéroports européens. D'autres solutions devront être trouvées pour décharger ces aéroports de leur excès de trafic. Les TGV suppléeront à une partie du trafic intra-européen, mais cela ne sera pas suffisant. Il faudra créer de nouveaux aéroports ou développer fortement des aéroports régionaux existants et reliés de façon efficace aux grandes capitales européennes, et ceci nécessitera la convergence des volontés locales, régionales, nationales et européennes.

Mais on ne peut pas évoquer le transport aérien et ses problèmes de croissance sans parler de la sécurité. L'avion est un mode de transport qui ne tolère pas la défaillance.

Il est bien évident que la croissance du trafic aérien ne doit pas être une occasion de céder au terrain sur le plan de la sécurité. C'est la raison pour laquelle, s'il faut être ouvert à une certaine libéralisation du transport aérien, il ne faut pas, comme certains le sous-entendent parfois, confondre cette ouverture avec un assouplissement des contraintes de sécurité. Plus forte est la croissance, plus rigoureuse encore doit être la vigilance et l'exigence en matière de sécurité, qu'il s'agisse du contrôle technique des appareils, du contrôle en vol ou des garanties à exiger de la part des compagnies qui affectent des appareils et des équipages d'autres entreprises de transport aérien.

(*) Ministre de l'Équipement, du Logement, des Transports et de la Mer.

L'exemple de la sécurité le montre bien : le débat sur l'avenir du transport aérien ne saurait être réglé par des pétitions de principe, de nature théologique, sur les bienfaits de la concurrence ou ceux de la réglementation. Des règles du jeu sont nécessaires : aucun État ne peut, sans faillir à ses missions fondamentales, laisser se développer des causes d'insécurité mettant en jeu la vie de centaines d'usagers, ou renoncer à ses préoccupations d'aménagement et de desserte du territoire national.

Mais elles ne doivent pas freiner la possibilité de l'accès au transport aérien par le plus grand nombre. Un équilibre est à trouver pour que ces exigences deviennent concordantes et non pas contradictoires. C'est pour le rechercher que le gouvernement a, simultanément, permis la libéralisation du transport à la demande (les charters) en France et multiplie les liaisons France-Amérique du Nord, tout en renforçant l'exigence de sécurité et en refusant le développement d'une concurrence franco-française que certains appellent de leurs vœux, plus parfois par monomanie libérale que pour des motifs rationnels.

Au-delà de notre horizon national, c'est bien entendu en se plaçant à l'échelle de l'Europe qu'il faudra apporter des réponses aux questions posées par l'évolution des transports aériens. Déjà, une coopération s'est engagée dans le domaine essentiel du contrôle de la navigation aérienne. C'est une avancée importante.

Le passager ignore souvent qu'un décollage n'est autorisé que lorsque l'atterrissage est lui-même accepté par le pays de destination. Un engorgement en Grèce du système de navigation aérienne ou des aéroports entraîne très vite des phénomènes de congestion dans les aéroports du nord de l'Europe. Il faut donc doter notre continent de la capacité à prévoir et à maîtriser les flux de pointe en intégrant l'évolution nécessaire des capacités de contrôle d'accueil des pays destinataires, en particulier ceux du sud du continent européen et ceux du Maghreb.

Les vingt-deux pays qui composent la Communauté européenne de l'aviation civile ont pris conscience de l'urgence d'un effort commun. La coordination des centres de contrôle va ainsi être renforcée au fil des mois et des années.

L'Europe de la construction aéronautique existe déjà, comme en témoigne le succès remarquable d'Airbus. L'Europe de la coopération en matière de navigation aérienne est de plus en plus une nécessité. Il reste à construire l'Europe du transport aérien : la France y prendra toute sa part.

INFORMATIQUE ET LIBERTÉS

La Communauté des fichiers

(Suite de la première page.)

Cette grande diversité s'explique aisément. Le premier facteur résulte naturellement des traditions juridiques et culturelles, le second de l'évolution des techniques informatiques. Les pays qui ont adopté une loi il y a dix ans ne pouvaient en tenir compte. Pionnière en la matière, la Suède a d'ailleurs déjà révisé sa loi de 1973 et le Canada révisé la sienne tous les trois ans.

Ces évolutions rendent plus nécessaires que jamais la coopération internationale et l'échange des informations entre les commissions, contacts d'autant plus indispensables que, sous l'empire des nécessités, ici économiques, là politiques ou policières, les gouvernements sont conduits à accentuer leurs initiatives.

Un autre événement, de nature juridique lui aussi, peut ajouter à la diversité ou à l'évolution des législations : la tendance à la déréglementation des télécommunications. Envisagée dans plusieurs pays, la privatisation même partielle des postes les fera échapper au service public et donc à la réglementation propre à ce secteur. Là encore, la loi française, qui ne pouvait prévoir ce changement de statut en 1978, offrirait, le cas échéant, une solution : les personnes morales de droit privé gérant un service public doivent suivre la même procédure que le secteur public proprement dit. Elles ne peuvent mettre en œuvre un traitement automatisé sans l'avis favorable de la CNIL (article 15). Encore faudrait-il que la poste demeure un service public.

Questions nouvelles

Enfin, un dernier facteur, technologique : celui-ci, va se conjuguer de plus en plus avec les précédents et modifiera les conditions de la protection des données. Déjà, les systèmes experts posent des questions nouvelles, qui ont trouvé cependant une réponse dans la loi française du 6 janvier 1974 (articles 2 et 3). Le développement des réseaux et celui des nouveaux services changent plus sensiblement la dimension des problèmes posés et par là-même la nature de la protection, en même temps qu'elle en renforce la nécessité. Les possibilités d'intrusion dans la vie privée risquent en effet de se multiplier.

C'est ainsi que la délégation de la CNIL à la Conférence annuelle des commissaires à la protection des données, qui s'est tenue du 28 au 30 septembre à Oslo, n'a pas été une surprise d'apprendre de la délégation allemande qu'il existait un traité dit de Schengen sur la disparition des contrôles aux frontières de cinq pays de la Communauté. Cet accord a été discrètement conclu dans le village luxembourgeois de Schengen, le 14 juin 1985 entre la France, la République fédérale d'Allema-

gne, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Entré en vigueur le 2 mars 1986, il prévoit, notamment, la mise en place d'un système d'échange de données informatisées entre les cinq pays (SIS). Et c'est à ce sujet que la CNIL a été - enfin - informée et officiellement saisie.

Le SIS se heurte évidemment à la diversité des législations en vigueur. Seules la France et la RFA disposent de lois applicables aux fichiers de police. La loi hollandaise les exclut, et la Belgique n'a pas de loi. Pour ajouter à la difficulté, l'Espagne, qui, elle, n'a pas de loi, souhaite participer à l'accord de Schengen. Et l'on dit que l'Italie y songe également.

Cet accord illustre parfaitement, dans un domaine il est vrai particulièrement sensible, mais dans le cadre plus restreint de cinq pays, les difficultés auxquelles se heurtent la suppression des frontières et le contrôle des fichiers.

Face à cette extrême complexité, plusieurs questions viennent à l'esprit. Et d'abord une question préalable : la Communauté économique européenne est-elle compétente dans le domaine des données nominatives des systèmes informatisés ? Si l'on répond par l'affirmative, faut-il :

- ou instituer une réglementation et une commission européennes valables pour les douze États membres ?

- ou tenter d'harmoniser les législations nationales ?

- ou faut-il à la fois une commission européenne et des commissions nationales et répartir les compétences entre l'une et les autres ?

Ces questions appellent un large débat. Il y a plusieurs domaines dans l'édifice de la protection des données informatisées, qui a été patiemment et progressivement bâti en Europe et dans le monde depuis 1973 ; il ne faudrait pas qu'il soit détruit au profit d'une construction hâtive de la communauté informatique. Il y a plusieurs niveaux de protection de la vie privée, selon les époques et les pays ; il ne faudrait pas que le décaminateur commun européen soit établi au plus bas de ces niveaux. Il y a plusieurs Européens en gestation ; il ne faudrait pas que l'Europe des marchands l'emporte sur l'Europe des droits de l'homme.

Il ne faut pas, dès aujourd'hui, que les "acteurs" qui recueillent des informations sur les personnes, pour les servir, les utilisent à d'autres finalités. L'État n'est pas le moins habile à jouer de cette ambiguïté ; il collecte des données personnelles à des fins de bonne gestion, et il les commercialise à des fins mercantiles. De sujet de droit, l'homme n'est plus alors qu'un objet, un objet d'observation ou de commerce. Par la grâce de l'informatique, il devient une marchandise.

JACQUES FAUVET.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1981), André Laurens (1982-1985)

Dans de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile

"Les Rédacteurs du Monde", Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wonts

Rédacteur en chef : Daniel Vernet

Correspondant en chef : Claude Salas

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDAPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS

Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71

Tél. MONDPUB 296 136 F

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27

Tél. MONDAPAR 650572 F

Télécopieur : (1) 45-23-08-81

ABONNEMENTS BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-98-72

Tarif

FRANCE

MOYEN

SUITE

AUTRES PAYS

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

1 365 F

399 F

504 F

700 F

720 F

762 F

972 F

1 400 F

1 630 F

1 809 F

1 404 F

2 040 F

1 300 F

1 300 F

1 800 F

2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENOVEZ CE BULLETIN

accompagné de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

PORTAGE : pour tous renseignements

tél. : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse

préalablement : nos abonnés sont invités à

formuler leur demande deux semaines

avant leur départ. Joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐

6 mois ☐

9 mois ☐

1 an ☐

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Localité :

Pays :

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire

tous les noms propres en capitales

d'imprimerie.

Accord de cessez-le-feu entre Luanda et l'UNITA

Le 13 décembre 1988, l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba ont signé le protocole de paix de Brazzaville, qui fixait au 1^{er} avril 1989 le début du processus d'indépendance de la Namibie et du retrait cubain d'Angola, qui doit s'achever en 1991.

L'Angola est la proie des combats depuis près de trente ans. Trois principaux mouvements de libération, dont le MPLA et l'UNITA, ont mené le combat contre les Portugais à partir de 1961.

DEPARTEMENT DE LA COMMUNICATION, MAIRIE DE CANNES.

ملک نامہ الاصل

Diplomatie

Avant le conseil européen de Madrid

Mettre M^{me} Thatcher au pied du mur, mais avec ménagement...

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

La coopération économique et monétaire ainsi que la protection des droits sociaux dans le marché unique de 1993 seront les deux principaux thèmes du Conseil européen de Madrid. La majorité des Douze souhaite progresser résolument vers l'Union économique et monétaire (UEM). M^{me} Margaret Thatcher, qui voit là un danger de perte de souveraineté pour les gouvernements et parlements nationaux, s'est montrée jusqu'ici très réticente.

« Nous ne souhaitons ni ouvrir une crise ni isoler la Grande-Bretagne », répète-t-on à Paris et à Bruxelles. Il reste que l'offensive pour écarter l'obstacle britannique a été bien préparée. La visite du chancelier Kohl, jeudi 22 juin, à Paris a été la dernière étape de cette phase de concertation. Elle a confirmé un « accord absolu » entre Paris et Bonn. Les Français, les Allemands, les Espagnols, les Italiens, prenant pleinement à leur compte l'approche du rapport du comité Delors, entendent obtenir à Madrid un jugement politique clair sur l'ensemble du processus devant conduire en trois étapes à l'Union monétaire. « Le temps d'affirmer qu'on est favorable à l'union monétaire sans indiquer comment y parvenir est révolu », explique-t-on du côté français.

Comment les quatre coalisés cités plus haut espèrent-ils voir l'engagement matérialisé ? Une certaine souplesse de leur part n'est pas exclue. Dans l'hypothèse où M^{me} Thatcher ferait preuve de compréhension ou, mieux, amorcerait un changement de position, ils n'édulcoreraient pas une décision formelle et pourraient accepter de reporter une date ultérieure la convocation de la conférence intergouvernementale réclamée par le rapport du comité Delors. Celle-ci serait chargée de réviser le traité de Rome afin de rendre possibles les transferts de

compétences et de pouvoirs qu'implique l'union monétaire. Un tel exercice doit être préparé, et le conseil européen de Madrid, dans l'hypothèse où il évoluerait de façon positive, pourrait lancer les travaux nécessaires. Bref, M^{me} Thatcher sera mise au pied du mur, mais avec un maximum de ménagements pour lui rendre la tâche plus facile si elle voulait changer de cap.

Au reste, les quatre, et en particulier les Français, souhaitent que les chefs de gouvernement aient une explication qui aille au fond des choses, que le rendez-vous madrilène ne se limite pas à une bataille de chefs et par là même à un débat hyper-simplifié. Estime-t-on que l'objectif de stabilité monétaire est prioritaire quels que soient les sacrifices qu'il implique ? Croit-on qu'un tel objectif puisse être atteint sans un saut qualitatif, notamment institutionnel ? Ne pense-t-on pas que la libération complète des mouvements de capitaux impose de resserrer les disciplines auxquelles s'astreignent les Douze ? Telles sont les questions qu'à Paris on aimerait voir traiter. M. François Mitterrand pourrait profiter de l'occasion pour indiquer que la France est prête à assumer les contraintes institutionnelles et politiques de l'union.

Les Français et ceux qui partagent leur point de vue sont hostiles aux demi-mesures. Les quatre coalisés semblent donc déterminés à refuser la démarche dite pragmatique suggérée par M. Nigel Lawson, le chancelier de l'Échiquier, lors de la réunion des ministres des finances du 12 mai à S'Agaro. Elle consistait à se prononcer pour la mise en œuvre d'une première étape sans prendre d'engagement sur la seconde ni sur la troisième et en attendant tout à fait le projet de conférence interministérielle. « Ce serait enterrer le processus Delors, un moyen efficace de saborder l'affaire », commente un diplomate parisien. A S'Agaro, on avait observé un certain flottement. Ainsi, les pays du Benelux, après avoir pourtant accueilli favorablement le rapport du comité Delors, s'étaient montrés prêts, sans doute par souci de compromis, à se rallier à la formule de M. Lawson. Même M. Theo Waigel, le nouveau ministre allemand des finances, avait tenu des propos ambigus. La suite a permis de vérifier que ses hésitations n'étaient partagées ni par le chancelier Kohl ni par M. Hans-Dietrich Genscher, le ministre des affaires étrangères.

L'incompréhension britannique

Que fera M^{me} Thatcher à Madrid ? Le désaveu subi lors des élections européennes, les critiques des milieux d'affaires ainsi que de certains responsables du Parti conservateur, la conduisent-elle à revoir sa position ? L'incertitude est totale. Elle peut s'isoler, s'associer ou bien encore manœuvrer afin de diviser ses interlocuteurs et gagner du temps. Parmi les diversions, d'aucuns évoquent l'annonce d'une prochaine adhésion de la livre sterling au mécanisme de change du Système monétaire européen (SME). « Si un tel pas était fait, on ne pourrait l'ignorer », commente un haut fonctionnaire français. Le premier ministre britannique n'en serait pas dispensé pour autant de faire savoir, à Madrid ou bien en décembre à Paris, si finalement elle est prête à se rallier au processus décrit dans le rapport Delors.

Que se passera-t-il si elle persiste dans une attitude négative ? Il reviendra à M. Felipe Gonzalez, le

chef du gouvernement espagnol, qui préside les travaux, de prendre les initiatives nécessaires. L'impression dominante est cependant que plusieurs parmi les Douze ne se laisseraient pas arrêter par un refus. Parce qu'ils sont acquis au projet d'union monétaire. Mais aussi parce que la détermination et la cohésion de ses interlocuteurs pourraient être, l'expérience l'a prouvé, le meilleur moyen d'inciter M^{me} Thatcher à davantage de souplesse.

L'Europe sociale

Le débat sur la politique sociale sépare, lui aussi, le Royaume-Uni des autres États membres, mais il se présente d'une manière différente. La Commission a rendu public, voilà quelques semaines, un avant-projet de charte des droits sociaux fondamentaux. Elle y sollicitait, en outre, un mandat des Douze afin de présenter, d'ici à l'été 1992, un programme qui permettrait de concrétiser les objectifs et les principes énumérés dans la charte. M. Felipe Gonzalez, qui doit faire face à un mouvement de mécontentement des syndicats, souhaite que le Conseil européen délibère de façon approfondie des efforts à accomplir pour mieux protéger les intérêts des salariés au niveau européen.

Cependant, le débat sur la charte sera probablement condamné à rester très général car, faute d'avoir pu encore mener les consultations avec les organisations professionnelles, il n'y a pas, sur la table du Conseil, de propositions de la Commission en bonne et due forme. M^{me} Thatcher a indiqué à M. Gonzalez, lorsqu'il s'est rendu récemment à Londres, que le projet de la Commission dans sa forme actuelle ne lui convenait absolument pas. L'idée que la libération des échanges puisse être assortie de contraintes nouvelles pour les entreprises la hérisse. L'état insuffisant d'avancement de ce dossier pourrait permettre, si le chef du gouvernement espagnol s'y prête, de différer l'affrontement.

Les chefs d'État et de gouvernement auront aussi un échange de vues sur les problèmes de l'environnement et, en particulier, sur la toute récente proposition de la Commission de créer une agence ouverte aux autres pays européens, qui serait chargée de rassembler et de standardiser les informations, de détecter les nouvelles menaces et de surveiller l'efficacité des décisions prises pour lutter contre la pollution. La présidence espagnole voudrait, enfin, que les Douze délibèrent des mesures à envisager pour réduire la dette des pays « intermédiaires » du tiers-monde. Il s'agit de ceux qui ont atteint un certain niveau de développement mais dont la croissance est néanmoins hypothéquée par le poids des remboursements qui leur sont imposés.

PHILIPPE LEMAITRE.

M. Henri Rethoré ambassadeur au Zaïre

M. Henri Rethoré a été nommé ambassadeur de France au Zaïre en remplacement de M. Claude Epervier, a annoncé mercredi 21 juin le ministre des affaires étrangères.

[Né en 1928, diplômé de l'École nationale de la France d'outre-mer. M. Rethoré a été en poste à Alger (1964-1968), puis sous-directeur de la coopération technique à l'administration centrale (1971-1977), premier conseiller à Abidjan (1977-1979) et conseiller général à Québec (1979-1983). Il était ambassadeur à Conakry depuis mai 1984.]

La grande prudence de Sir Geoffrey...

(Suite de la première page.)

« On estime, sur le continent, que, pour accomplir la première étape, vous devez annoncer à quel moment vous comptez adhérer au système monétaire européen (SME). Allez-vous, à Madrid, indiquer une date pour cette démarche ? »

« Je ne peux rien ajouter là-dessus à ce qu'ont dit le chancelier de l'Échiquier et le premier ministre, à savoir que nous adhérons au SME quand le moment sera venu. Parmi les facteurs qui influent sur notre décision, il y a le niveau de l'inflation dans notre pays, et la levée chez nos partenaires des derniers obstacles dressés contre la libre circulation des capitaux. »

« Quelles leçons tirez-vous des très mauvais résultats des conservateurs aux élections européennes ? Est-ce que l'antériorité de M^{me} Thatcher n'en sera pas diminuée ? »

« Cela ne joue pas. Presque chaque parti au pouvoir a perdu du terrain, à l'exception peut-être des socialistes espagnols. C'est le cas aux Pays-Bas, en France, en RFA et en Italie. Personne ne devrait donc en tirer de conclusions sur l'autorité d'un autre gouvernement. »

« La Grande-Bretagne n'est-elle pas isolée dans son opposition à la charte des droits sociaux qui sera examinée à Madrid ? »

« Il y a en effet des cas, dans le passé, où nous avons été isolés. Mais j'estime que, sur le dossier social, il y a un degré élevé de consensus à l'intérieur de la Communauté. La malaise est perceptible chez tous, à l'idée d'abandonner aux autorités communautaires la haute main sur la législation sociale. Il y a de nombreuses raisons qui plaident pour que la Communauté ne puisse pas imposer ses vues dans ce domaine. On ne comprend sans doute pas suffisamment à quel point nous tenons à une dimension sociale dans notre action politique. Pour nous, cela a passé d'abord par la réduction du chômage. Nous avons créé davantage d'emplois, de 1983 à 1987, que tous les autres pays de la Communauté réunis. Mais nous ne pensons pas que d'imposer des mesures aux autres constitue une bonne méthode. »

« La Grande-Bretagne n'est-elle pas également isolée dans le domaine monétaire ? »

« A S'Agaro [en Espagne, le 20 mai dernier, NDLR], les ministres des finances des Douze ont établi une claire distinction entre la première étape d'un côté, la seconde et la troisième de l'autre, lesquelles exigent une réflexion supplémentaire. Il n'y a pas de divergence entre nous et les autres à ce sujet. »

« Ne craignez-vous pas, si la Grande-Bretagne continue de traîner les pieds, que le reste de l'Europe s'avance sans elle ? »

« Non. Dans tous les sommets européens, chacun s'attache à maintenir la participation de tous les États membres. Nous pensons que nous avons nous-mêmes contribué à faire avancer les choses depuis dix ans, en particulier en ce qui concerne la politique agricole commune et la mise au point du marché

définitive sur la deuxième et la troisième étape. Je pense que les discussions, à Madrid, sur le rapport Delors ressembleront à la seconde lecture d'un projet de loi. »

« Où en est-on en ce qui concerne l'harmonisation de la TVA dans la Communauté ? »

« Je crois que le débat s'est élargi à l'ensemble de la fiscalité. Les ministres des finances sont sur le point d'aboutir à un accord dans ce domaine. On accepte ainsi maintenant qu'il puisse être légitime d'avoir, sur certains produits, une TVA nulle [c'est le cas, en Grande-Bretagne, pour plusieurs aliments de base, ainsi que pour les vêtements d'enfants, NDLR], alors qu'on le contestait jadis. Le droit à la diversité, pour les taux de la TVA, est désormais reconnu. Les experts croient qu'on peut accomplir également de solides progrès sur le dossier de la fiscalité directe. Notre objectif est d'éliminer, autant qu'il est possible, les frontières fiscales. Il faut avancer pas à pas. »

« Est-ce la vieille opposition entre l'approche pragmatique des Britanniques, et celle, plus rationnelle ou plus intellectuelle, des continentaux en général, et des Français en particulier ? »

« Faire des plans pour l'éternité est-il tellement plus rationnel ? Je crois qu'il vaut mieux faire des plans pour le futur proche. Le programme électoral du Parti conservateur [pour le scrutin européen qui a eu lieu le 15 juin, NDLR] comportait suffisamment de propositions pour nous occuper pendant les cinq ans qui viennent. C'est un ensemble de mesures éminemment pratiques. Les pays qui ont une tradition de gouvernements de coalition ont davantage tendance à faire des propositions à caractère très général. Notre système incite au contraire au pragmatisme et à la recherche de l'efficacité. »

« Le conseil européen de Madrid prendra-t-il position sur la situation en Chine ? »

« Je suis sûr qu'il en sera question. Nous sommes tous choqués par ce qui s'est passé, et nous l'avons dit. Mais nous cherchons aussi tout ce qui peut permettre le retour à l'espoir en Chine. Le président Bush a déclaré qu'il y avait entre les États-Unis et la Chine des relations qu'il fallait maintenir. L'Europe pense sans doute de même, tout en souhaitant exprimer clairement son dégoût devant la répression en cours. »

« La Communauté va-t-elle imposer des sanctions contre la Chine ? »

« Nous ne disposons pas de beaucoup de moyens. »

Propos recueillis par DOMINIQUE D'HOMBRES.



unique. C'est une erreur de nous décrire comme le partenaire qui traîne les pieds. Nous avons parfois été à l'avant-garde.

« A moins que ne se crée une Europe à deux vitesses ? »

« Non. Chacun souhaite maintenir la Communauté comme une seule équipe. »

« Il faudra peut-être, à Madrid, prendre des décisions à la majorité et non à l'unanimité... »

« Non. Quand, dans le passé, un pays s'est opposé aux autres, tous se sont efforcés de trouver une solution ensemble. Cela a été le cas lors du sommet de Fontainebleau [où fut accepté, en 1984, un nouveau mode de calcul de la contribution britannique, NDLR]. Pour la réforme des finances de la Communauté, l'accord qui n'avait pu être obtenu à Copenhague l'a été à Bruxelles. Cela fait partie du va-et-vient [en français] qui caractérise la vie de la Communauté. »

« Quel genre d'accord estimez-vous possible à Madrid ? »

« Dans tous les domaines, le travail continue. Le rapport Delors fixe un calendrier pour une vie humaine entière. C'est un peu artificiel de tout vouloir ainsi rassembler en une seule fois. On ne peut pas faire des plans pour l'éternité à chaque conseil européen. A S'Agaro, on n'est parvenu à aucune conclusion

A l'UNESCO Marche arrière vers le « nouvel ordre mondial de l'information »

Le conseil exécutif de l'UNESCO, dont la réunion s'est achevée jeudi 22 juin, a adopté par consensus une résolution sur la communication qui modifie considérablement sur ce chapitre le programme à moyen terme présenté par M. Federico Mayor, le directeur général de l'Organisation et tend à resusciter la vieille idée du « nouvel ordre mondial de l'information et de la communication » (NOMIC). C'est un retour « aux débats stériles du passé », a estimé M. Richard Miller, observateur pour les États-Unis qui ont quitté l'UNESCO en 1985.

A la suite de l'offensive menée par les pays du tiers-monde, de nombreuses formulations ont été modifiées dans le document présenté par le directeur général. Le conseil a ainsi systématiquement remplacé l'idée d'une diffusion « libre » de l'information par celle d'une diffusion « équilibrée » ; il a substitué aux mots de « maintien de la liberté d'expression et de la liberté d'information » ceux de « développement de l'information » ; il a aussi rejeté la proposition de M. Mayor de collaborer avec les organismes professionnels et de créer des structures pour une surveillance sérieuse de la liberté des médias. Le conseil reprend enfin l'idée chère aux pays socialistes de « l'aide que peuvent apporter les médias » pour sensibiliser l'opinion à des problèmes tels que la paix.

Le programme sur le NOMIC, adopté en 1980, avait été écarté par M. Federico Mayor dès son arrivée à la direction générale.

Amériques

CUBA

Les officiers arrêtés « couvraient » le trafic colombien de cocaïne

La Havane. — Le quotidien du Parti communiste cubain au pouvoir, *Granma*, a donné, jeudi 22 juin, des précisions sur les accusations formulées la semaine précédente (*Le Monde* du 18-19 juin) à l'encontre de sept officiers, dont deux généraux, impliqués dans un trafic de drogue : Arnaldo Ochoa, Patricio de La Guardia et les cinq autres militaires de haut rang aujourd'hui détenus étaient en contact, assure *Granma*, avec des trafiquants colombiens du faux « car-tel de Medellín ». Ils auraient réuni au cours des trois dernières années quinze opérations de transfert de cocaïne, portant sur des chargements d'un total de 6 tonnes, pour lesquels ils auraient touché 3,4 millions de dollars.

Granma indique encore que le capitaine Jorge Martínez Valdez, proche collaborateur du général Ochoa, lui aussi arrêté le 12 juin, a raconté Pablo Escobar, « parrain » présumé du cartel de Medellín en mai 1988. L'objectif de cet entretien était d'organiser une « Cuban connection » entre la Colombie et les États-Unis. Les éléments opérationnels du trafic, explique *Granma*, ont été les frères La Guardia, l'un général et l'autre colonel. Leurs activités au ministère de l'Intérieur, où ils étaient officiellement chargés de lutter contre l'émigration économique américaine, leur permettaient, en effet, de disposer de moyens navals et aériens.

Le général Ochoa est le militaire le plus prestigieux du pays : ancien commandant de troupes cubaines durant les combats de l'Ogaden en Éthiopie en 1977-1978, ancien responsable au Nicaragua de la coopération militaire avec la révolution sandiniste, ancien commandant en chef des troupes cubaines en Angola en 1987-1988, et l'un des six « héros de la République cubaine », il était également l'un des plus proches collaborateurs, et ami de Raúl Castro, frère de Fidel et numéro deux de la révolution. Sa fille Yaima a épousé devant des proches sa conviction qu'il serait castré. L'enquête qui a abouti à son arrestation avait été demandée en avril par M. Fidel Castro, indique *Granma*.

PREPAS MEDECINE PHARMACIE

Depuis 1967, la première préparation de Paris. Prépas annuelles pour bacheliers scientifiques. Recyclage pour titulaires.

80 % de reçus

CEPER, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly-sur-Seine - 47-46-09-19

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS PARIBAS ASSET MANAGEMENT

UNE NOUVELLE GÉNÉRATION DE SICAV INDICIELLES ET QUANTITATIVES

PARAMÉRIQUE SICAV première SICAV quantitative sur la Bourse de New York en tête de sa catégorie depuis 2 ans.

FRANCE INDEX première SICAV indicielle sur la Bourse de Paris.

JAPON FRANCE INDEX première SICAV indicielle sur la Bourse de Tokyo.

SICAV PARIBAS

PARIBAS ASSET MANAGEMENT - 42 95 15 32
pionnier des technologies financières de gestion.

Proche-Orient

An congrès de l'Internationale socialiste

L'OLP affirme souhaiter une « solution namibienne »

M. Yasser Arafat a fait état, vendredi 23 juin, de l'existence d'un « accord » avec les États-Unis intervenu fin 1988 sous l'égide des Saoudiens, avant l'ouverture, en décembre, d'un dialogue entre l'OLP et Washington. Ce dialogue, a-t-il déclaré à FAIRP, n'a pas encore permis d'aborder ce que nous avions convenu avec l'administration américaine. « Jusqu'à présent, il y a toujours deux documents de travail et nous ne les avons pas encore discutés », a-t-il ajouté.

STOCKHOLM
de notre correspondant

Invité pour la première fois à titre d'observateur à un congrès de l'Internationale socialiste, l'OLP, sans avoir été autorisé à prendre la parole à la tribune, a néanmoins occupé le tout premier plan de la scène dès le début de la réunion. Conférencier de l'IS, le Parti travailliste israélien, dans la délégation était officiellement conduite par M. Shimon Pérès, a en effet refusé de s'asseoir dans la même salle que les Palestiniens. M. Pérès, qui était par ailleurs l'hôte du gouvernement, se félicitait en sa qualité de ministre des finances, n'a pas fait d'apparition à la Maison du peuple de Stockholm où se sont réunies, du 20 au 22 juin, les délégations de quelque cent pays.

« En boycottant le congrès à cause de notre présence, le Parti travailliste israélien a symboliquement illustré son opposition au dialogue et à la paix », devrait déclarer jeudi, dernier jour du congrès, lors d'une conférence de presse, le chef

Concernant le projet israélien d'élections dans les territoires occupés, M. Arafat a estimé qu'il s'agissait de « la pire traduction » d'une idée américaine. Par ailleurs, le secrétaire d'État américain, M. James Baker, a indiqué jeudi que les États-Unis avaient répondu une offre soviétique de concertation entre membres permanents du Conseil de sécurité sur l'organisation d'élections en Cisjordanie et à Gaza.

de la délégation palestinienne, M. Yasser Arafat Rabbo, membre du comité exécutif de l'OLP et principal négociateur palestinien dans les pourparlers entre l'OLP et les États-Unis.

Une longue liste de « non »

Interrogé sur le projet d'élections dans les territoires occupés — ce « plan Shamir » qu'il qualifie de « manœuvre pour gagner du temps et pour maintenir le statu quo » — M. Arafat Rabbo a été clair : « La communauté internationale a accepté la solution namibienne mais elle ne l'a fait que parce qu'elle nous a vu nous, cette voie est un bon exemple, même dans ses détails. » Des élections supervisées, donc, par les Nations unies, les États-Unis et l'URSS, ainsi que d'autres pays, et homologuées par le Conseil de sécurité.

On n'en est pas encore là et ceux qui espèrent peut-être que Stockholm serait de nouveau le théâtre d'un succès de la diplomatie israélienne, devront patienter. M. Pérès

n'a en effet transmis aucun message à l'OLP par l'intermédiaire du gouvernement israélien. « D'après ce que nous disent nos différents canaux sur la position israélienne, ce n'est pas une longue liste de « non » à nos différentes propositions. Israël n'a pas dit un seul « oui » jusqu'à présent », a constaté M. Arafat Rabbo.

On en est donc aux initiatives diplomatiques visant à rapprocher les parties intéressées ? « Ce n'est pas statique, mais c'est trop lent », nous a confié un membre de la délégation de l'OLP, ajoutant : « Les Soviétiques sont, hélas, plus actifs que les Américains. L'attitude de M. Bush est celle de quelqu'un qui a quatre ans devant lui mais, pour nous, le temps presse. » Pourtant M. Ingvar Carlsson, le premier ministre suédois, parlant de « travail constructif en cours » et de « long chemin à parcourir », a indiqué qu'il y avait « des raisons de se montrer prudemment optimiste ». M. Arafat Rabbo a assuré, de son côté, que « des progrès seraient faits dans les quelques mois à venir ».

FRANÇOISE NIETO.

(Lire nos autres informations page 9.)

A l'issue de la visite de M. Rafsadjani à Moscou

L'URSS se dit prête à « développer la capacité de défense » de l'Iran

L'URSS est « prête à coopérer avec l'Iran pour développer sa capacité de défense », selon une « déclaration de principe sur les relations bilatérales » signée, jeudi 22 juin à Moscou, par le président soviétique, M. Mikhaïl Gorbatchev, et le président du Parlement iranien, M. Ali Akbar Hachemi Rafsadjani. « Les deux parties vont développer leur coopération économique, commerciale et industrielle, mais aussi chercher de nouveaux domaines d'application de cette coopération, notamment l'énergie nucléaire à des fins pacifiques », poursuit cette déclaration commune, signée à l'occasion de la visite de M. Rafsadjani, la première en URSS d'un dirigeant iranien de ce rang depuis la révolution islamique, il y a dix ans.

Lors d'une conférence de presse, mercredi, le chef de l'état-major soviétique, le général Mikhaïl Moïseïev, avait laissé entendre que l'Union soviétique allait vendre des armes à l'Iran, en disant qu'une telle décision dépendait de la direction politique du pays, sans plus de commentaires. De son côté, un vice-ministre iranien des affaires étrangères avait déclaré, début mai, que son pays allait « très bientôt » effectuer des achats d'armes à l'URSS.

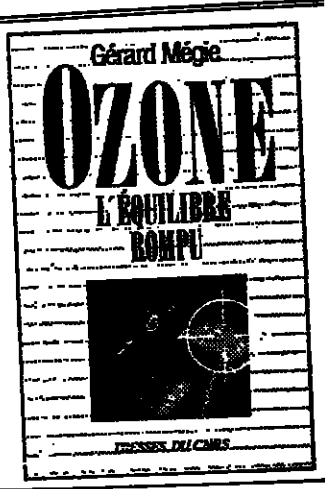
Pour leur part, les États-Unis ont mis en garde Moscou contre d'éventuelles ventes d'armes soviétiques à l'Iran. « Nous avons fait part — et je l'ai fait lors de ma visite à Moscou en mai — de notre préoccupation devant la possibilité de ventes d'armes » à l'Iran, a déclaré le secrétaire d'État américain, M. James Baker, devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants.

teront du matériel soviétique que Téhéran possède déjà.

Par ailleurs, lors d'une conférence de presse qu'il a tenue jeudi à Moscou, M. Rafsadjani a réaffirmé qu'il n'était pas question de revenir sur la sentence de mort contre Salman Rushdie. « Il n'y a personne en Iran qui veuille ou qui puisse annuler cette sentence », a-t-il dit, en soulignant qu'il s'agissait d'une « prescription religieuse et non pas de l'avis personnel de l'imam » Khomeiny. — (AFP.)

« Une prescription religieuse »

Les États-Unis ont encore fait savoir, la semaine dernière, lors d'entretiens à Washington avec une délégation soviétique, que « toutes les parties devraient faire preuve de la plus grande retenue » dans leurs relations avec l'Iran, dans l'incertitude qui règne à la suite de la mort de Khomeiny, indique-t-on au département d'État. De même, on estime que les fournitures d'armes soviétiques ne devraient toutefois pas représenter un « accroissement significatif » de l'arsenal iranien et qu'elles contribueraient probablement à remplacer l'équipement perdu dans la guerre du Golfe ou complé-



ISRAËL

Nouvelle dévaluation du shekel

JERUSALEM
de notre correspondant

Pour tenter d'arrêter un mouvement de récession qui s'annonce plus durable que prévu, le gouvernement a annoncé jeudi 22 juin une nouvelle dévaluation du shekel — 4,9 % par rapport au panier de devises servant à déterminer la valeur de la monnaie israélienne.

Ce réajustement intervient après la dévaluation de janvier dernier — 13,5 % — décidée au lendemain de la formation du gouvernement d'union nationale Likoud-travaillistes (le Monde du 3 janvier 1989). Comme cela s'était alors produit, la dévaluation de jeudi a été précédée d'une rumeur spéculative sur le dollar : depuis le début du mois, quelque 120 millions de dollars ont été achetés par des opérateurs qui anticipaient le réajustement monétaire.

Pour autant, le gouverneur de la Banque centrale, M. Michael Ben-Zur, et le ministre des finances, M. Shimon Pérès, ont assuré que la dévaluation — bien accueillie par le patronat — n'avait pas été décidée pour casser ce mouvement spéculatif. Elle doit d'abord aider à relancer l'activité en stimulant les exportations alors que la plupart des indicateurs incitent au pessimisme : investissement anémique, demande intérieure en baisse, cherté de l'énergie, chômage en hausse (8,2 %, le plus fort taux enregistré depuis vingt ans) et une inflation qui pour les cinq premiers mois de l'année, frise déjà les 11 %.

Désengagement de l'État

Les experts craignent un mouvement de récession de l'ampleur de celui que connaît Israël au milieu des années 60. Il correspondrait à un long processus de réajustement entamé avec le plan d'austérité du printemps 1985. Après des années de surchauffe souvent artificiellement entretenue par le gouvernement pour maintenir coûte que coûte l'emploi — priorité absolue dans un pays d'immigration comme Israël — l'heure est à l'assainissement. L'État se désengage de nombreux secteurs. Il ne vient plus automatiquement à la rescousse d'entreprises publiques, semi-publiques ou privées en conglomérat industriel de la Histadrout (la centrale syndicale) qui ont cessé depuis longtemps d'être compétitives.

Cette politique d'austérité budgétaire, d'ouverture plus franche à la compétition étrangère et de restructuration industrielle vient d'être saluée par le Fonds monétaire international. Dans les villes de développement, ces cités qui au nord et au sud du pays accueillent les grandes usines d'immigration des années 50 et 60, elle se traduit par une augmentation quotidienne du nombre de chômeurs.

ALAIN FRACHON.

Ils sont déterminés, exigeants, pas tendres avec leurs banques. Ils ne supportent plus qu'on leur propose le même produit qu'aux autres. Seuls des services taillés à leur mesure les intéressent. Ils sont responsables d'entreprises, directeurs financiers, trésoriers.

Toujours en quête de l'oiseau rare, ils recherchent le banquier prêt à partager la gestion de leurs risques, rompu au montage immédiat de toute forme de crédits ou de garanties, en France et dans le monde, capable d'optimiser, au bon moment, le placement de leurs excédents de trésorerie. Friands d'économies, ils aiment la simplicité dans le traitement et le mode de facturation de leurs opérations.

Comme nous, ils sont rapides, toujours en éveil. Le monde est leur territoire. Ils nous ressemblent. Ils sont nos clients.

Eux savent pourquoi.

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur

PROFESSION : BANQUIERS D'ENTREPRISES

مكتبة ابن رشد

Europe

URSS : bras droit de M. Gorbatchev

M. Iakovlev fait un éloge appuyé du marché

MOSCOU
de notre correspondant

Relégués, de fait, au second plan par la mise en place des réformes politiques, les réformes économiques ont désormais la priorité à Moscou. Après que M. Gorbatchev ait souligné, au cours des premiers débats du Congrès des députés, la nécessité d'accélérer ce qu'on appelle la « diversification des formes de propriété », son bras droit au bureau politique, M. Iakovlev, vient en effet de promouvoir le développement du « marché socialiste » au rang d'objectif premier de l'Union soviétique.

La réunion du Congrès ayant créé un « facteur d'irréversibilité de la perestroïka » et permis à la démocratie de « gagner », a-t-il déclaré, jeudi 22 juin, devant les ouvriers d'une grande usine automobile de Moscou, l'effort principal doit maintenant se porter sur l'économie dont la crise ne peut se résoudre dans le cadre des structures anciennes. « Beaucoup dépend là, a-t-il poursuivi, de la question du marché socialiste [car] le marché est une technique économique dont la fonction est d'assurer l'échange et la distribution. »

Pure technique, le marché n'est donc plus en rien lié à un système social qu'à un autre, et sa désidéologisation permet, en conséquence, à M. Iakovlev d'en faire une apologie digne des économistes occidentaux les plus libéraux. Car, non seulement, dit-il, ce sont les tentatives de s'en passer qui ont créé « la situation actuelle », mais sa fonction n'est pas uniquement économique [puisque] le marché est le fondement économique de la démocratie.

En quoi ? Tout simplement parce qu'aujourd'hui « la démocratisation de la société et du pouvoir devant beaucoup celle de la propriété (...) », que cette contradiction freine les choses et que « tant que durera cette situation, la perestroïka ne pourra avoir son plein effet sur la vie des gens ».

Mais, économique et politique à la fois, la fonction du marché est aussi de « gérer », car il faut confier « aux processus d'autorégulation ce qui ne peut et ne doit pas se régler à partir du centre ». « Créer un marché, explique alors M. Iakovlev, cela signifie lui remettre une part du pouvoir — cette part du pouvoir qui se nourrit des pénuries et vit, grâce à elles, en parasite ». Jamais, depuis

les débuts de la perestroïka, il n'avait été dit aussi crûment par un dirigeant soviétique que le développement d'un marché impliquait obligatoirement, pour le parti et l'Etat, un dessaisissement de pouvoir, et M. Iakovlev enfonça là le clou en expliquant longuement que jusqu'à présent les réformes des ministères et des administrations centrales se font sans lien avec la définition de mécanismes spécifiques de marché et que c'est la raison pour laquelle on aboutit à rien en ce domaine.

Fonction « idéologique »

Cela faisait déjà beaucoup pour un seul discours (auquel la Pravda accordait, vendredi matin, une demi-page), mais M. Iakovlev est allé plus loin encore en pointant le doigt sur une quatrième fonction du marché : la « fonction idéologique ». « En se tournant vers le marché, l'individu et les collectifs (c'est-à-dire ici les entreprises) réalisent leur liberté de choix, a-t-il dit en soulignant que, tant que la satisfaction des besoins dépendrait partiellement et en tout des instances supérieures, on ne sortirait pas « du cercle des combines et de l'indifférence démoralisatrice ».

En clair : tant que les Soviétiques resteront des objets de la vie économique au lieu d'en être les acteurs, tant que tout le pouvoir économique sera entre les mains de quelques hommes, la corruption, le marché noir, l'économie parallèle et le jargon-foutisme continueront de régner.

L'année dernière déjà, M. Iakovlev avait joué le rôle de poison-pilote dans le lancement des réformes politiques. Le mot d'ordre était alors la création d'un « Etat de droit ». Il est aujourd'hui de créer une « économie de droit » — c'est-à-dire ne relevant pas de l'arbitraire de quelques hommes mais des règles universelles et éprouvées de l'offre et de la demande et de l'établissement, après débats parlementaires, d'une réglementation applicable à tous.

Reste à passer des mots aux faits, ce qui sera certainement beaucoup plus ardu et long en ce domaine que cela ne l'a été pour ce qui est de la politique. Si les changements institutionnels peuvent se décrire et se gérer finalement que quelques millions, si puissants soient-ils, de membres de l'appareil, le changement économique est, lui, non seulement plus complexe à instaurer mais bouleverse également la vie — et pas

forcément pour le mieux, — la vie quotidienne de la quasi-totalité de la population.

Beaucoup plus qu'avec les réformes politiques, on entre ici dans la zone des tempêtes. Bientôt sonnera l'heure de l'affirmation de choix sociaux (qui et quels secteurs veut-on faire profiter des réformes ?) et donc des affrontements sociaux — de ce que le lointain onctueux de ce régime appelait la « lutte des classes ».

En attendant, les commissions du Soviet suprême examinent à la loupe la composition du nouveau gouvernement que le premier ministre désigné M. Rykov, doit présenter la semaine prochaine aux députés. L'un des plus célèbres économistes soviétiques, M. Abalkin, a été accepté pour le poste de vice-premier ministre. Cinq autres candidats, à son portefeuille ont, en revanche, été écartés par les commissions : M. Zakharov pour la culture, Poladzade pour la construction hydraulique, Gramov pour les sports, Gribov pour la présidence de la Banque centrale, et Kamchalov pour celle du comité d'Etat pour le cinéma.

BERNARD GUETTA.

De nouveaux responsables nommés dans les Républiques d'Asie centrale et caucasiennes

Le président de la commission juridique du comité central du PC soviétique, M. Victor Tchebrikov, s'est rendu jeudi 22 juin à Alma-Ata pour examiner les mesures à prendre dans la République du Kazakhstan, secouée à son tour ces jours derniers par des troubles interethniques. Il avait déjà accompagné le premier ministre soviétique, M. Rykov, la semaine dernière en Ouzbékistan. La situation restait précaire jeudi, selon l'agence Tass, dans la ville de Novy-Ouzen et dans plusieurs localités avoisinantes, où la minorité caucasienne a été victime ces derniers jours de pogroms.

L'arrivée de M. Tchebrikov coïncide avec la nomination à la tête du Parti communiste kazakh de M. Noursoultan Nazarbaïev, quarante-neuf ans, qui exerçait depuis 1984 les fonctions de chef de gouvernement de cette République d'Asie centrale. Co-auteur d'un plan de décentralisation économique régional, il fait partie de ces jeunes

dirigeants encouragés par le gorbatchévisme à prendre des responsabilités. Il a également l'avantage d'être lui-même kazakh. Sa nomination peut être considérée comme un geste en direction de la communauté kazakh, qui représente 36 % de la population (contre 44 % pour les Russes). Le limogement en 1986 de l'ancien premier secrétaire kazakh, M. Dinmoukhammed Koussaïev, accusé de corruption, avait suscité à l'époque de violentes émeutes nationales.

Son successeur, le Russe Guennadi Kolbine, n'avait pas démenti. Son départ fait suite à sa récente nomination comme chef de la commission de contrôle populaire du Parlement soviétique. Il laisse aussi présager le remplacement à la tête du PC ouzbek de M. Rafik Nishanov, nommé président de la Chambre des nationalités du Parlement.

Des changements de personnels politiques ont également lieu

dans les Républiques caucasiennes. Le président de la République soviétique d'Azerbaïdjan, M. Souleïman Tatliev, soixante-quatre ans, a été relevé de ses fonctions. En novembre dernier, lors d'une session du Soviet suprême azerbaïdjanais, il avait accusé les Arméniens d'être responsables du déclenchement des programmes anti-arméniens de 1988. Il a été remplacé par M. Elmira Kafarova, jusque-là vice-premier ministre.

Enfin, en Géorgie, le numéro deux du Parti communiste, le Russe Boris Nikol'sky, a été démis de ses fonctions samedi dernier lors d'une session du comité central, indiquée le Financial Times. Il était accusé par certains dirigeants communistes géorgiens d'avoir été l'homme-clé dans la sanglante répression de la manifestation nationaliste du 9 avril à Tbilissi. Le chef du parti avait déjà été démissionnaire et avait été remplacé par M. Gumbardize.

GRÈCE : confusion politique

M. Papandréou a été hospitalisé pour des troubles respiratoires

M. Andreas Papandréou, dont le gouvernement socialiste est chargé d'expédier les affaires courantes depuis les élections législatives de dimanche dernier, a été hospitalisé jeudi soir 22 juin à Athènes « pour des troubles du système respiratoire ». Le leader du PASOK, qui est âgé de soixante-dix ans, avait subi au mois de septembre 1988 à Londres une délicieuse opération du cœur nécessitée par un rétrécissement de l'aorte. Selon les médecins, cette hospitalisation n'empêche pas M. Papandréou d'accomplir normalement sa charge.

M. Constantin Mitsotakis, président de la Nouvelle Démocratie (conservateur) arrivée en tête des législatives du 18 juin avec 145 sièges sur 300 au Parlement, a annoncé vendredi matin qu'il avait renoncé à former un gouvernement provisoire. Il a informé le président de la République, M. Christos Sartzetakis, qu'il n'avait pu trouver une majorité absolue à la chambre pour soutenir le gouvernement qu'il avait été chargé de former.

Selon la Constitution, M. Sartzetakis doit maintenant faire appel au leader de la formation arrivée en deuxième position à l'élection, M. Andreas Papandréou. Celui-ci disposera de trois jours pour tenter à son tour de former un gouvernement.

Gouvernement d'union ?

Avant d'annoncer sa décision, M. Mitsotakis avait eu des conversations avec le dirigeant du Rassemblement des forces de gauche et du progrès (PC et divers gauches), M. Harilaos Florakis, pour essayer de trouver une formule permettant de former un gouvernement majoritaire. Les seules tâches de celui-ci seraient de procéder à l'« épuration » des personnes qui, dans la classe politique, sont compromises dans les divers scandales politico-financiers de ces derniers mois et d'organiser de nouvelles élections législatives, de préférence à l'automne.

M. Mitsotakis a accusé le gouvernement socialiste sortant, qui

assure l'intérim, de continuer à « déteriorer tragiquement » la situation du pays par une série d'abus de pouvoir. Il a notamment dénoncé la poursuite des embauches de complaisance dans le secteur public et de nouveaux scandales impliquant une Banque grecque et ses filiales américaines. Selon la presse grecque, qui cite des sources du FBI, une enquête réalisée dans les succursales de la banque foncière hellénique a fait apparaître des transferts de fonds illégaux entre les Etats-Unis et la Grèce pour un montant de sept cent millions de dollars.

Pour sortir de l'imbroglio actuel résultant de l'absence d'une majorité parlementaire absolue pour l'un ou l'autre camp, M. Florakis, président du Rassemblement (troisième force politique du pays), a estimé que « pour le bien du pays », il serait « préférable » de réunir dans les meilleurs délais les chefs des trois partis pour tenter de former un gouvernement « le plus largement acceptable ». Les leaders de la Nouvelle Démocratie, du PASOK et du Rassemblement ne participeraient probablement pas à ce « gouvernement d'union ».

Les résultats définitifs des élections législatives du 18 juin

- Nouvelle Démocratie (conservateur) : 44,25 % des voix (+ 3,4), 145 sièges (+ 19).
- PASOK (Mouvement socialiste panhellénique) : 39,15 % des voix (- 6,7), 125 sièges (- 36).
- Rassemblement de la gauche et du progrès : 13,12 % des voix et 28 sièges. Cette coalition n'existait pas en 1985, mais les deux partis communistes avaient obtenu 11,3 % des voix et 13 sièges.
- DIANA (Renouveau démocratique, droite) : 1,01 % des voix, 1 siège.
- Minorité musulmane de Thrace : 0,50 % des voix, 1 siège.

RDA

Le PC est-allemand critique la Hongrie

La Tchécoslovaquie et l'Allemagne de l'Est continuent leur campagne devant les rétrogrades de la politique gorbatchévienne en Europe de l'Est. Dans un rapport au comité central du Parti communiste est-allemand, le secrétaire du comité central chargé de la propagande, M. Joachim Hermann, a dénoncé, jeudi 22 juin, « les forces qui, sous l'étiquette de renouveau du socialisme, sont à l'œuvre avec l'objectif de détruire le socialisme ». « Dans ce contexte, a-t-il dit, les développements en Hongrie nous remplissent d'une grande inquiétude. »

La semaine dernière déjà, devant le plénum du comité central du parti tchécoslovaque, le secrétaire général lui-même, M. Milos Jakša, avait fait état, lui aussi, de sa « préoccupation » devant l'évolution « en Pologne et en Hongrie, où des changements sérieux affectent la position du parti dans la société, où les

forces d'opposition sont légalisées et lancent une offensive grâce à l'application du pluralisme politique ».

A la suite de la première visite en Albanie du ministre est-allemand des affaires étrangères, M. Oskar Fischer, la RDA et l'Albanie se sont également découvertes des affinités nouvelles dans la situation présente. Si l'on en croit les propos du numéro un albanais, M. Ramiz Alia, rapporté en bonne place par l'organe du PC est-allemand Neues Deutschland, la visite a permis de constater une identité des points de vue sur « les principaux sujets de notre temps ».

M. Hermann, qui s'était rendu célébrer il y a deux ans par des critiques à peine voilées la perestroïka, a réaffirmé dans son rapport le soutien du parti est-allemand au régime

chinois. « Chaque pays socialiste doit construire le socialisme en fonction de ses conditions et chaque parti porte seul la responsabilité envers son propre peuple », a-t-il dit dans ce contexte. Il a également rejeté en bloc les accusations d'atteintes aux droits de l'homme portées contre la RDA et réaffirmé qu'il n'était pas question pour le moment de supprimer le Mur entre les deux Allemagnes. Ce serait, a-t-il dit, exposer la RDA au « pillage économique, à l'entrée d'éléments criminels conduisant la guerre psychologique et au trafic de drogue ».

Le prochain congrès du parti communiste est-allemand aura lieu en mai prochain. D'ici là aucun changement n'est attendu en RDA où la direction tente de conduire une politique de prudentes réformes économiques en s'opposant à tout changement politique. (AFP, Reuters).

Staline et l'attaque allemande de juin 1941

« La désinformation au niveau des ambassadeurs »

On sait de longue date que Joseph Staline avait choisi d'ignorer les multiples avertissements qui lui parvenaient annonçant que Hitler, en dépit du pacte germano-soviétique de 1939, s'appuyait à lancer ses armées contre l'URSS. Ainsi selon qu'un message très précis de l'espion soviétique Richard Sorge, basé à Tokyo, n'avait pas retenu son attention.

Moins connu est un épisode relaté dans la Pravda du jeudi 22 juin — jour anniversaire de l'attaque allemande de 1941 — par l'historien Georgi Kouminev. S'appuyant sur le témoignage de l'ancien président soviétique Anastase Mikoyan, il relate comment l'ambassadeur allemand en URSS, le comte Friedrich von Schulenburg, qui était hostile au projet de Hitler, décida d'un avertissement à la Kremlin. Il le fit, peu avant la date fatidique, à l'occasion d'un dîner à l'ambassade d'Allemagne à Moscou, auquel assistait l'ambassadeur d'URSS à Berlin, Vladimir Dekanozov.

« Monsieur l'ambassadeur, lui dit-il, il est possible que cela ne se soit encore jamais produit dans l'histoire de la diplomatie, mais je vais vous révéler notre secret d'Etat numéro un. Dites à M. Mikoyan [le ministre des affaires étrangères], et j'espère qu'il en informera M. Staline, que Hitler a pris la décision de lancer l'attaque contre l'Union soviétique le 22 juin. »

Cette révélation fut effectivement transmise à Staline, qui, lors d'une réunion le même jour du bureau politique, se borna à ce commentaire : « Nous devons maintenant considérer que la désinformation a atteint le niveau des ambassadeurs. » Schulenburg, participant actif au complot contre Hitler du 20 juillet 1944, devait être exécuté après son échec.

A TRAVERS LE MONDE

Etats-Unis

M. Bush adjure les Américains d'œuvrer pour la solidarité

« Trop d'Américains endurent encore le cauchemar du besoin ou de l'isolement. Cela doit cesser », a déclaré jeudi 22 juin le président George Bush devant une association d'hommes d'affaires impliqués dans des programmes communautaires. Il leur a aussi annoncé la création d'une fondation, l'Initiative Point de lumière, destinée à promouvoir l'énergie, pour laquelle il demandera au Congrès 25 millions de dollars ; il encourage également les Etats de l'Union et le secteur privé à y collaborer. M. Bush avait, durant sa campagne promise d'œuvrer à l'avènement d'une Amérique « plus douce, plus bienveillante ». Fidèle en cela à l'idéologie républicaine, le président a aussi rappelé que les « programmes sociaux » publics, à eux seuls, ne résolvent pas les problèmes de pauvreté : à ses yeux la solution est le volontariat de chaque citoyen, jeune notamment, appelé à faire du service des autres le point central de sa vie et de son travail. M. Bush a également visité jeudi, en compagnie de son épouse Barbara, un centre pour sans-abri à Manhattan, discutant avec une dizaine de jeunes déshérités. — (AFP.)

Papouasie- Nouvelle-Guinée

Etat d'urgence à Bougainville

Port-Moresby. — Les autorités ont annoncé que l'état d'urgence serait proclamé à partir du lundi 26 juin sur l'île de Bougainville, à 800 kilomètres au nord de Port-Moresby, en proie à une rébellion de propriétaires terriens. Les dispositions en seront précisées dans un discours à la nation que doit prononcer vendredi soir le premier ministre, M. Rabbin Namliu, a-t-on annoncé officiellement jeudi. « L'objectif est de faire sortir les rebelles de leurs caches dans la jungle. Un bain de sang est peut-être inévitable, mais le gouvernement n'a pas d'autre choix que d'intervenir », a déclaré un haut responsable.

Pérou

Soixante morts dans un accident d'avion

Un avion de l'armée de l'air péruvienne s'est écrasé mercredi 21 juin contre la cordillère des Andes près de Tarma, à 350 kilomètres à l'est de Lima. Il n'y a eu aucun survivant parmi les soixante occupants de l'appareil. Celui-ci, qui assurait une liaison entre Pucallpa dans la partie amazonienne du pays et la capitale, venait de décoller de l'aéroport de San-Ramon. Il transportait des passagers civils et des boîtes tropicales. La surcharge pourrait être à l'origine de l'accident. — (AFP, AP, Reuters.)

TURQUIE

Dix militaires tués par des rebelles kurdes. Neuf soldats et un sous-officier turcs ont trouvé la mort, dans la nuit du mercredi 21 au jeudi 22 juin lors d'un accrochage avec des rebelles kurdes dans la province de Sirt (sud-est de la Turquie). — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PARAMERIQUE

PREMIERE SICAV QUANTITATIVE SUR LA BOURSE DE NEW YORK

Parce qu'elle utilise les méthodes les plus puissantes d'analyse et de sélection des valeurs — les anglo-saxons les appellent quantitatives — PARAMERIQUE* est, depuis deux ans, en tête des SICAV investies en valeurs américaines. A Wall Street, marché le plus efficace du monde, le traitement immédiat et rigoureux du flux d'informations sur les sociétés cotées est seul à même de permettre une gestion efficace.

* Les actions de PARAMERIQUE sont admises en couverture des réserves des institutionnels.

SICAV PARIBAS

PARIBAS ASSET MANAGEMENT — 42 98 15 32
pionnier des technologies financières de gestion.

Asie

CHINE : Appel à la « lutte des classes », arrestation d'« espions taïwanais »

Pékin s'enfoncé délibérément dans l'isolement

PEKIN
de notre correspondant

La Quotidien du peuple a ressuscité formellement la « lutte des classes » et la police a arrêté une dizaine d'individus qu'elle accuse d'être des espions à la solde de Taiwan. Devant le concert de protestations internationales contre la répression du mouvement contestataire et l'incertitude de la société face aux exhortations du pouvoir à se rassembler autour de lui, les tenants de la tendance dure à Pékin emploient une artillerie de propagande de plus en plus lourde qui pèse mal de l'avenir.

L'organe du Parti communiste chinois a accusé, vendredi 23 juin, « certaines personnes » non nommées d'avoir « négligé le fait que la lutte des classes existe encore aujourd'hui sous certaines formes et peut, sous certaines conditions, s'exacerber ». Un bon exemple de ces « conditions », est, a-t-il souligné dans un éditorial, le soulèvement d'avril-mai dernier. L'éditorial appelle les Chinois à se mobiliser autour d'une ligne idéologique fixée par M. Deng Xiaoping en 1979 avec les « quatre principes fondamentaux » et qui aurait été depuis dévoyée par M. Zhao Ziyang, dont le nom n'est pas cité.

Cette réinjection de la « lutte des classes » — dont M. Deng a dit et répété au fil des ans qu'elle n'est plus le facteur dominant conditionnant le développement de la Chine — est le résultat d'un changement de direction intervenu au cours des derniers jours à la tête de l'organe du Parti communiste : son nouveau rédacteur en chef était jusqu'à récemment le chef des services de propagande de l'armée, M. Shao Huazhe, et un responsable administratif civil peu connu, M. Gao Di, a remplacé le directeur M. Qian Liren, dont on est toujours sans nou-

velle. Les employés du Quotidien du peuple font maintenant savoir que M. Qian a eu « des problèmes de santé ». On l'a dit assassiné.

La télévision chinoise a annoncé jeudi l'arrestation d'une dizaine de personnes originaires du continent qu'elle a présentées comme « des espions de Taiwan ». — à Pékin, Shanghai, Canton, au Ningxia (nord) et à Shenyang (nord-est) — recrutés par les services nationalistes pour attiser l'agitation, établir des réseaux et recueillir des renseignements. L'un des accusés d'avoir rédigé un projet de constitution d'un parti d'opposition en vue de former « un nouveau gouvernement ». Les arrestations ont été opérées entre le 19 mai et le 14 juin. Certains des intéressés « seront traités avec clémence » pour s'être livrés d'eux-mêmes aux autorités, à en croire l'annonce faite par le ministère de la Sécurité d'Etat (contre-espionnage chinois). Tous sont collectivement accusés d'avoir cherché à transformer l'agitation populaire en un soulèvement anticomuniste. La télévision a montré des images fournies par la police permettant d'identifier les inculpés dans les manifestations ou dans des bureaux où ils étaient censés recruter des agents pour le compte des services de Taiwan, ainsi que du classique matériel d'espion : sacs à dos, carnets de codes secrets, etc.

Venant après l'arrestation de dix des onze ouvriers condamnés à mort pour leur participation aux émeutes du début du mois, l'annonce de ces différents « coups de filet » contre des agents nationalistes ou présumés tels va renforcer l'isolement dans lequel Pékin semble s'enfermer délibérément, par son effet sur la diaspora chinoise : plusieurs des inculpés sont des gens accusés d'avoir rejoint les services secrets de Taiwan à l'occasion de séjours à l'étranger. Depuis la politique du

sourire à l'égard de l'île nationaliste ces dernières années, on voyait de moins en moins souvent le régime de Pékin faire état d'arrestation de personnes accusées de travailler pour le compte de Taiwan.

L'inquiétude de la diaspora

Pour tenter de limiter les dégâts de ce brusque coup de grison dans la politique de Pékin envers la diaspora, le pouvoir a envoyé un vieux dirigeant longtemps chargé du dossier Hongkong, M. Ji Pengfei, devant les caméras de la télévision nationale, jeudi, afin de fournir une assurance catégorique : « du nom du gouvernement chinois, je déclare solennellement que les politiques du gouvernement chinois envers Hongkong et Macao, formulées selon le principe « un pays, deux systèmes », ne changeront pas ».

M. Ji a reconnu qu'il était naturel que certains, dans les deux colonies en instance de rétrocession, nourrissent quelque « incompréhension » envers la manière dont a été réprimé le soulèvement du printemps. Mais il a également répété une accusation déjà formulée par divers fonctionnaires de rang subalterne à l'encontre de certains résidents de Hongkong, qui, au cours des semaines d'agitation, « se sont livrés à des actes interdits par la Constitution et

les lois [de la Chine populaire], et ont, dans les faits, ajouté de l'huile sur le feu des troubles pendant qu'ils se trouvaient sur le continent ».

Les propos, se voulant à demi rassurants, de ce vieillard de quatre-vingts ans qu'on a vu très affaibli physiquement dans son bureau, auront sans doute un effet, également proche de celui de l'huile sur le feu. L'opinion publique dans la colonie britannique est déjà passablement échauffée des accusations précédemment lancées contre ces compatriotes coupables d'« agitation » antisocialiste.

De même, l'éditorial du Quotidien du peuple et la composition de sa nouvelle direction risquent d'accroître fortement l'inquiétude de la diaspora chinoise face à la tendance qu'on voit se dessiner d'une mainmise sur l'appareil par un clan à caractère très familial : les fonctions précédentes du nouveau rédacteur en chef font qu'il a travaillé depuis 1985 sous les ordres du général Yang Baoping, frère cadet du chef de l'Etat M. Yang Shangkun, l'homme qui a piloté le putsch contre la direction légale du Parti communiste. Privée de légitimité institutionnelle, la République populaire de Chine ressemble de plus en plus à une énorme entreprise familiale.

FRANCIS DERON

Le dissident Yian Jiaqi à Hongkong. — Le dissident chinois Yian Jiaqi, ancien directeur de l'Institut des sciences politiques de l'Académie des sciences sociales de Pékin, a réussi à s'enfuir à Hongkong d'où il projette de partir prochainement vers l'Europe, a-t-on appris, jeudi 22 juin, de source informée dans la colonie britannique. M. Yian et son épouse, Gao Gao, sont arrivés lundi à Hongkong, munis des « documents de voyages nécessaires » selon cette source. Le couple prévoit

de partir pour l'Europe, « probablement pour la France, jeudi ou vendredi », a précisé cette source. Un porte-parole du gouvernement de Hongkong s'est refusé à commenter l'information. M. Yian, l'auteur d'un manifeste publié, le 17 mai dernier, qui condamnait la « dictature » de M. Deng Xiaoping, et qui avait signé un groupe d'intellectuels. Il est également l'auteur d'un livre intitulé l'Histoire des dix ans de la révolution culturelle chinoise. — (AFP.)

Les réactions en France et dans le monde

M. Rocard :

« On ne se conduit pas comme cela »

« Plusieurs organisations appellent à une manifestation samedi 24 juin, à 16 heures, place de la Bastille à Paris, pour l'arrêt des exécutions et la mise en œuvre des sanctions contre le gouvernement chinois jusqu'à ce que cessent les mises à mort pour crime de liberté ». Parmi ces organisations : la coordination des Chinois en France pour la démocratie en Chine, le comité Tianshan-Liberté, l'organisation SOS-Racisme, l'UNEDID, la Fédération indépendante et démocratique lycéenne (proche de SOS-Racisme) et la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA).

D'autre part, M. Yves Joffe, président de la Ligue des droits de l'homme, devait conduire, vendredi 23 juin en fin de matinée, une délégation à l'ambassade de Chine pour « demander la grâce des condamnés à mort en Chine ».

« La Chine veut s'isoler, c'est un drame effrayant, et je crois que toute la communauté internationale doit exercer la pression maximale pour sauver des vies humaines », a déclaré, jeudi 22 juin sur Antenne 2, M. Michel Rocard. « Il faut faire comprendre à la Chine, a ajouté le premier ministre, que, si on ne s'adresse pas à un milliard d'habitants, on ne se conduit pas comme cela ».

M^{me} Danielle Mitterrand, épouse du président de la République, a indiqué, jeudi soir sur TF 1, dont elle était l'invitée, que l'association humanitaire France-Liberté qu'elle dirige avait constitué un « fonds financier d'aide aux étudiants ». Elle a lancé un appel aux familles françaises susceptibles d'héberger des étudiants chinois. France-Liberté organise le 28 juin à Paris un concert de solidarité à leur profit.

Selon le syndicat Force ouvrière, il y a « urgence » face à « l'accélération des exécutions sommaires ». Le bureau confédéral de

FO a fait savoir, jeudi 22 juin, que, selon « des informations qui nous parviennent, notamment de sources syndicales, les exécutions sommaires et les arrestations se multiplient. Pour la seule ville de Pékin, plus de quatre cents personnes ont déjà été exécutées ».

Le conseil régional de Lorraine, réuni jeudi 22 juin en session plénière à Metz, a décidé de suspendre les relations avec la province chinoise de Hubei, qu'il entretenait depuis près de trois ans, « en raison du caractère antidémocratique du régime de Pékin ».

A Paris, le Sénat a suspendu quelques instants sa séance du matin du jeudi 22 juin pour manifester sa solidarité avec les victimes de la répression en Chine.

« Ne torturez plus », a demandé jeudi dans un télégramme adressé aux autorités chinoises le Secours populaire français. « Libérez les détenus d'opinion, laissez passer la solidarité universelle ».

M. Jean Kasper, secrétaire général de la CFDT, a fermement condamné le gouvernement et le PC chinois, qui viennent de franchir une étape de plus dans l'horreur. Le secrétaire général de la CFDT souligne que le prochain sommet européen de Madrid « aille dans le sens d'une condamnation ferme du gouvernement chinois et décide de mesures et sanctions concrètes permettant d'annuler les condamnations à mort et de mettre fin aux arrestations arbitraires ».

M. Gilbert Echeleux, directeur du cirque Pinder-Jean-Richard, a annoncé jeudi qu'il renoncera à présenter un spectacle prévu l'hiver prochain à Paris en collaboration avec le cirque de Pékin. « En raison de la barbarie du gouvernement chinois », estimant que le cirque Pinder « ne peut présenter un spectacle pour les enfants français dont les protagonistes assassinent leur propre jeunesse ».

Un instituteur de Rochefort (Bas-Rhône), M. Charles Dorn, a demandé à ses élèves d'exprimer par des dessins les sentiments que leur inspirait la tragédie chinoise avant d'envoyer à l'ambassade de Chine à Paris une centaine de dessins, qui « demandent la clémence des dirigeants chinois », dans des lettres qui portent la mention : « Bombe pacifique ». Contient des dessins d'enfants. « Surtout », M. Dorn voudrait toutefois voir les instituteurs de toutes les écoles de France, et même à l'étranger, réaliser la même opération.

Condamnation des exécutions, mais pas de rupture

Alors qu'un porte-parole chinois démentait à Pékin, jeudi 22 juin, les sanctions américaines, M. Dan Quayle a estimé que les Etats-Unis et la Chine partagent toujours « les mêmes intérêts fondamentaux ». Les deux pays ont beaucoup à perdre d'une dégradation de leurs relations, a ajouté le vice-président américain, en appelant une nouvelle fois le gouvernement chinois à « cesser immédiatement les exécutions et à mettre fin à la vague de violence et de représailles contre ceux qui ont appelé à la démocratisation ».

De son côté, le secrétaire d'Etat américain, M. James Baker, a déclaré jeudi que les dirigeants chinois ne pourraient « pas lever leur conscience » après la répression sanglante, tout en demandant au Congrès de préserver les relations avec la Chine. Pour sa part, le chef de la majorité démocrate au Sénat, M. George Mitchell (Maine), démentait la poursuite des exécutions en Chine, a demandé au président George Bush « de condamner personnellement et dans les termes les plus durs ces actes, de se faire la voix des sentiments de l'immense majorité du peuple américain ». Enfin, toujours à Washington, la Chambre des représentants a voté à l'unanimité, jeudi, une résolution condamnant la « répression meurtrière du mouvement pour la démocratie ».

A Londres, M^{me} Margaret Thatcher a écarté jeudi des sanctions économiques contre la Chine, affirmant que de telles mesures créeraient « une grande panique » à Hongkong. Le premier ministre a toutefois indiqué à la Chambre des communes que le gouvernement britannique étudierait toujours des « mesures supplémentaires » contre la Chine, s'ajoutant au gel des ventes d'armes et des visites de personnalités. M. Joe Clark, secrétaire d'Etat canadien aux affaires extérieures, a estimé pour sa part qu'entre le Canada et la Chine il ne peut y avoir d'« affaires comme si de rien n'était », tout en estimant qu'il ne fallait pas isoler « ce grand pays, ce grand peuple ». Ottawa, qui a déjà rappelé en consultation son ambassadeur à Pékin, doit annoncer la semaine prochaine une série de mesures sanctionnant la répression en Chine.

An Japon, le premier ministre, M. Souda Uno, a exprimé son regret et sa déception après les dix premières exécutions de manifes-

tants chinois. « Une nouvelle fois, nous espérons que la Chine entendra l'opinion internationale », a-t-il ajouté. Mais le ministre des affaires étrangères, M. Mitsuoka, et le président de la puissante Fédération japonaise des organisations économiques, M. Etsuro Saito, ont marqué leur opposition à toute réduction des liens avec la Chine.

Radio-Vatican, de son côté, a déploré jeudi « l'effrayante chaîne d'exécutions » en Chine mise en œuvre « avec une détermination implacable et sans tenir compte des appels à la clémence venant du monde entier ». La Belgique a protesté en convoquant l'ambassadeur chinois à Bruxelles et en annulant un prêt de 7,5 millions de dollars. Le gouvernement belge souhaite également que la CEE « condamne d'une manière appropriée » la répression du printemps de Pékin à l'occasion du sommet de Madrid, les 26 et 27 juin. Cette question figure d'ailleurs à l'agenda du conseil européen.

De nombreuses autres condamnations des exécutions ont été prononcées. M. Lord Wales, a lancé un appel à une « lutte » pour obtenir la libération des prisonniers et l'arrêt des exécutions. Le ministre brésilien des affaires étrangères a lancé un appel à la clémence. Le ministre canadien des affaires étrangères s'est pour sa part déclaré « préoccupé », jeudi à Caracas, tout en affirmant ne pas disposer de « suffisamment d'éléments pour émettre des jugements ». En revanche, le PC allemand a renouvelé son soutien aux autorités chinoises après la « tentative de renversement contre-révolutionnaire du pouvoir populaire ». Une trentaine de personnes qui voulaient manifester devant la chancellerie chinoise ont été interpellées jeudi soir à Berlin-Est.

Enfin, le vice-ministre taïwanais des affaires étrangères a estimé jeudi que son pays devrait être le grand bénéficiaire de la répression en Chine. « La situation sur le continent nous fournit l'occasion de développer nos relations commerciales et autres, surtout en Europe et en Asie du Sud-Est », a-t-il écrit. Taiwan a refoulé plus d'un millier de Chinois arrivés dans l'île cette année à bord d'embarcations pour y chercher refuge, a annoncé, de son côté un porte-parole militaire, en précisant toutefois qu'aucun étudiant demandeur d'asile politique ne figurait parmi eux. — (AFP, AP, Reuters.)

L'INCONNU LE PLUS CÉLÈBRE DE LA FRANCE DE VICHY.



Hervé Coutau-Begarie
Claude Huan

876 p.
190 F.

On attendait avec impatience la grande biographie que méritait cette destinée hors catégorie. La voici. Fondée sur de nombreuses pièces d'archives inédites, elle fera date.

Eric Roussel, Le Figaro

FAYARD

مكتبة الامم المتحدة

Politique

Le débat sur le financement

Quatre nouvelles inculpations dans l'affaire de la SORMAE

En dépit des perspectives d'amnistie, un déroulement normal de la logique judiciaire

Chargé d'instruire l'affaire de fausses factures impliquant la Société auxiliaire d'entreprises (SAE) et des responsables politiques, de droite comme de gauche, M. Pierre Culié, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, juridiction désignée par la Cour de cassation, a notifié, jeudi 22 juin, quatre nouvelles inculpations. Trois des inculpés sont liés au Parti socialiste : MM. Gérard Monate, ancien syndicaliste policier et principal dirigeant de la société Urba-Technic et Gracco, Bruno Desjoubert, architecte, directeur de la délégation marseillaise d'Urbatechnic, et Joseph Delcroix,

ancien directeur administratif et aujourd'hui chargé de mission à Urbatechnic. Le quatrième inculpé de cette journée est un proche de M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale : M. Georges Farnacci, agent de publicité, président du groupe Sun-Communication.

Tous quatre sont inculpés de corruption, faux en écritures de commerce et usage de faux, complicité et recel d'abus de biens sociaux. Ces inculpations, qui portent à trente-deux le nombre total d'inculpés dans ce dossier, font suite aux perqui-

sions réalisées à la mi-avril aux sièges marseillais d'Urbatechnic et de Sun-Communication. Après avoir adopté une position attentiste, M. Culié a donc décidé de ne pas tenir compte des projets d'amnistie émanés par le gouvernement et de s'en tenir à la logique judiciaire de son dossier.

L'inculpation de M. Monate place désormais au premier plan de cette affaire le Parti socialiste, le système centralisé d'Urbatechnic et de Gracco qu'il coordonnait nationalement représentant au minimum un tiers des ressources financières du PS. M. Monate, qui a pour avocat

M^r Yves Baudet, du barreau de Paris, a commenté au micro de Radio-Monte-Carlo son inculpation : « C'est l'enquête qui déterminera tout. La défense ne s'est pas encore prononcée. Il faut d'abord que le juge établisse la véracité des faits, si l'inculpation est juste ou pas (...). On ne recherche aucune publicité de notre côté (...). L'amnistie ne m'intéresse pas. Ce qui me préoccupe, c'est le projet de loi de financement. Il est complexe. Il est difficile. Il est à peine publié. Mes équipes travaillent dessus. Je n'ai pas d'opinion personnelle. »

Au cœur de la trésorerie du PS

Décidément, le calendrier joue des mauvais tours au Parti socialiste. Il y avait d'abord eu, le 5 juin, cette tentative maladroite, à tout le moins précipitée, d'amnistier les infractions liées au financement des partis politiques, au détour d'un projet de loi portant amnistie des indépendants guadeloupéens. Quand on sait que, les 17 et 20 avril, avaient eu lieu deux perquisitions au siège marseillais d'Urbatechnic, mettant à jour des documents fort compromettants pour le PS tout entier, comment ne pas y voir une relation de cause à effet ?

Or voici que l'on sait, maintenant, qu'une semaine avant le conseil des ministres qui, le 20 juin, adopta les projets de loi sur le financement des partis et des campagnes électorales, comportant une amnistie fort large, M. Monate recevait la convocation de M. Culié, datée du 12 juin, dont l'objet ne pouvait être qu'une inculpation. Comment, là aussi, et malgré les dénégations gouvernementales qui expliquent cela, bref que, derrière le souci de certains socialistes

de « faire passer » l'amnistie au plus tard début juillet, il y avait, tout simplement, l'inquiétude suscitée par le sort de l'un d'eux ?

Car M. Monate, pour le PS, n'est pas n'importe qui. Sans lui, les finances du parti iraient fort mal. On lui doit, depuis qu'il en a pris la responsabilité au sortir du cabinet de Gaston Defferre, en 1984, la rationalisation du système Urba-Gracco. Très centralisé, ce système consiste à jouer les intermédiaires entre des élus et des entreprises, les premiers offrant des marchés aux seconds. Sans se cacher de leurs affinités politiques, les responsables du GIE composé par Urbatechnic et Gracco prélevaient un passage une commission pour leur rôle d'intermédiaire, de l'ordre de 0,5 %. Ainsi, en 1988, le GIE a encaissé quelque 70 millions de francs. Une trentaine environ soixante-dix personnes et regroupent dix-huit délégations régionales. Le reste, soit 40 millions, est parti dans les caisses du PS, qui estime avoir besoin de 120 millions par an pour fonctionner alors que la

loi adoptée en 1988 ne lui permet de bénéficier que de 41 millions versés par l'Etat.

On comprend l'inquiétude des responsables socialistes qui assurent ne pas pouvoir bénéficier d'autant de dons privés, notamment patronaux, que leur adversaires de droite. Elle est d'autant plus grande que, si l'on en croit les chefs d'inculpation retenus par M. Culié, les découvertes marseillaises dévoilent un fonctionnement moins transparent que ne le proclament les responsables du GIE. C'est, en effet, pour 2,5 millions de « fausses factures » avec une filiale de la SAE, Borio-SAE, que M. Monate et les deux autres animateurs d'Urbatechnic ont été inculpés. Tout comme le président de Sun-Communication, lié à M. Gaudin, auquel la justice reproche 730 000 F de fausses factures avec la SORMAE.

Au cœur des inculpations de M. Monate et ses deux collaborateurs se trouve un projet marseillais, le « marché du tunnel Prado-Carenage ». Le 2 février dernier, le conseil municipal de Marseille confiait ce chantier à l'entreprise Borio-SAE. Mais, quelques semaines auparavant, le 18 janvier, se trouvait réunie, au siège national du PS, rue de Solferino, à Paris, des représentants d'Urbatechnic, des cadres de Borio-SAE ainsi que le « patron » du PS marseillais, M. Michel Pezet. Selon les documents saisis par les policiers et révélés par le *Canard enchaîné*, la commission versée au GIE fut alors fixée à 5,7 millions.

Selon les calculs faits par les enquêteurs, l'autre filiale de la SAE installée à Marseille, la SORMAE, a comptabilisé, de 1985 à 1988, en « charges fictives », un total de 599 771 F. Sy ajoutant en comptabilité des « factures établies par des bureaux d'études, agences de publicité et de communication, sociétés d'études et de marketing qui représentent des prestations fictives ». Ces factures, ajoutent les policiers, « correspondent à une « taxation » de l'ordre de 1 % à 3 % du montant de chaque opération, objet d'intervention ». De 1985 à 1988, ces autres charges fictives s'élevaient à 4 739 000 F.

Ces chiffres, à eux seuls, montrent l'ampleur du scandale qu'effacerait une éventuelle amnistie.

GEORGES MARION
et EDWY PLENEL

Les municipales à Paris

Le tribunal administratif confirme la réélection de M. Bariani

La réélection comme maire du vingtième arrondissement de M. Didier Bariani a été validée jeudi 22 juin par le tribunal administratif de Paris. Le résultat des élections municipales de mars dernier faisait l'objet d'un recours de M. Michel Charzat, député socialiste de Paris, et adversaire malheureux de M. Bariani lors de ces élections municipales (*le Monde* du 17 juin). Dans son jugement, le tribunal administratif s'est conformé aux conclusions du commissaire du gouvernement, M. Bernard Cognoux, et a rejeté les principaux griefs soulevés par M. Charzat.

Mme Annick Loviton, adjoint au maire du vingtième arrondissement, voit par ce jugement son élection annulée (elle est remplacée par le premier non-élu de la liste du maire). Elle était inéligible au moment du premier tour, faute de régularisation de sa situation administrative par rapport à la mairie de Paris. D'autre part, vingt-trois suffrages supplémentaires sont attribués au résultat de M. Charzat au second tour.

Pour le reste, le tribunal administratif a rejeté tous les griefs inter-

prétés par M. Charzat comme les indices patents d'une manœuvre : inscriptions « sollicitées » par des collaborateurs de M. Bariani sur les listes électorales, politique sélective d'attribution de logements, etc.

Le tribunal administratif a jugé que les preuves étaient inexistantes quant aux inscriptions sollicitées : « qu'inciter les électeurs à s'inscrire dans une circonscription déterminée pour y favoriser un candidat ne constitue pas en soi une irrégularité ». Aux termes du jugement, aucune « présomption de manœuvre » n'a pu être établie.

Enfin le tribunal administratif a refusé de tenir compte de la lettre que lui avait adressée M. Dominique Agile, fonctionnaire et ancien directeur de cabinet de M. Bariani, qui décrivait avec force détails ce qui aurait constitué une ample opération d'inscriptions d'électeurs extérieurs au vingtième arrondissement.

M. Charzat a fait part aussitôt après ce jugement de son intention de faire appel auprès du Conseil d'Etat.

M. K.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

JAPON FRANCE INDEX

PREMIERE SICAV INDICIELLE SUR LA BOURSE DE TOKYO

Sur la Bourse de Tokyo, l'une des plus complexes du monde, la technologie avancée et la rigueur scientifique de JAPON FRANCE INDEX* sont seules à même d'assurer un reflet fidèle de l'évolution de l'indice NIKKEI 225. En effet, les techniques nouvelles permettent d'obtenir sur les grands marchés boursiers des performances reflétant régulièrement les indices de référence. Comme le démontre l'expérience anglo-saxonne, une gestion indiciaire se révèle être, sur longue période, une des méthodes de gestion les plus efficaces.

*Les actions de JAPON FRANCE INDEX sont admises en couverture des réserves des institutionnels.

SICAV PARIBAS

PARIBAS ASSET MANAGEMENT - 42 98 15 32
pionnier des technologies financières de gestion.

Les engagements avouables et inavouables du « gros »

L'inculpation de Gérard Monate sera durablement ressentie par ses amis. C'est que le « gros », ainsi qu'il s'appelle, est un homme de belle apparence, est un homme apprécié. Chaleureux et humain, ferme sur ses convictions socialistes, toujours accessible, il aura fallu l'enquête sur les fausses factures et la mise en cause de sa société pour que, préférant ne pas être en situation de faiblesse, il commencent à éviter ses amis.

Né en 1924, à Paris, dans une famille ouvrière de Belleville, Gérard Monate a à peine quinze ans lorsqu'il entre, en 1939, à l'école des mousses puis à l'école de radio de la marine. C'est là que la guerre l'atteint. Démobilisé après un bref engagement devant Lorient, il rejoint les Forces françaises libres en Afrique du Nord, participe à la campagne d'Italie, débarque en Provence avec les troupes alliées. En 1945, à vingt et un ans, sans autre bagage qu'une carte d'ancien combattant, il devient gardien de la paix. Sous l'uniforme du « fic », il vient de trouver sa voie.

C'est que Monate a une « grande gueule ». Affecté à Paris, il devient rapidement délégué du syndicat, à une époque où, emportée dans les affaires nées de la guerre froide, la police et ses organisations syndicales sont l'enjeu de sévères conflits politiques. Monate, qui a rejoint le SFIO, connaît la scission syndicale d'août 1948, le syndicalisme policier autonome, les conflits avec les communistes, les complots divers qui tentent d'entraîner les policiers dans les aven-

tures factieuses, les retombées de la guerre d'Algérie qui, entre 1958 et 1962, amènent une partie de la police parisienne que dirige le préfet Maurice Papon dans une guerre sanglante, presque privée, contre les militants de l'indépendance algérienne. Il arrivait parfois à Gérard Monate de raconter, accablé, comment, en ces sombres années, le syndicat que dirigeaient pourtant des militants socialistes et communistes avait dû impuissant à s'opposer aux exactions commises dans les commissariats. Y compris par les « copains », déboussolés et manipulés par leur hiérarchie.

Monate n'oubliera sans doute jamais ces années terribles. En 1968, alors que la police est lancée à l'assaut des barricades, il est de ceux qui empêchent la répétition des débordements de la période algérienne, faisant diffuser dans les unités une lettre du préfet de police Maurice Grimaud, qu'il voit tous les jours, rappelant que « frapper un manifestant tombé à terre, c'est se frapper soi-même au visage ». C'est un jour qui était tout le fonction policier ». Ça grogne mais ça passe.

Trois ans plus tard, alors que la réputation des policiers est largement entachée par les missions que leur impose le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, il réussit le tour de force de faire descendre la police dans la rue pour une distribution de tracts. Monate a compris qu'il n'existait qu'une seule issue : réduire à tout prix la fracture entre la police et les citoyens, sortir les policiers de leur ghetto et empêcher ainsi leur

manipulation politique. Le message sera compris. La FASP, qui se crée peu après, sous son impulsion, vit toujours aujourd'hui sur cette base idéologique fondamentaliste.

Gérard Monate avait pris sa retraite en 1976. Le Parti socialiste, pour lequel il continuait à suivre les affaires de police au sein d'une commission spécialisée, l'avait alors versé à Urba. En 1981, en compagnie du préfet Grimaud, son complice de 1968 nommé directeur de cabinet, il avait fait partie de l'équipe de Gaston Defferre, ministre de l'Intérieur, chargé plus spécialement de « mettre en musique » les réformes. On sentait néanmoins que la police, qui avait rapidement évolué en quelques années, n'était plus « son truc ». En 1984, il revenait à plein temps au sein du groupe Urba-Gracco, dont il devait rapidement prendre la tête.

Lors de l'affaire Luchaire comme lors d'une affaire de fausses factures survenues à Lyon peu après, un ancien collaborateur de Gracco avait déjà été mis en cause. Aujourd'hui, certains de ses amis estiment que Gérard Monate a, en fait, été pris dans un mouvement qui l'a dépassé, uniquement tenu, sans souci d'enrichissement personnel, à faire de « l'argent pour le parti, pour pouvoir mieux combattre ceux d'en face qui, eux, ne se gênent pas ». Sans doute est-il trop dur, d'ailleurs, de condamner, après l'avoir vu, à ses amis au pouvoir, il pouvait aller un peu au-delà de ce que la loi tolère.

G. M. et E. P.

Les trente-deux inculpés

Trente-deux personnes sont désormais inculpées dans le dossier d'ampleur national instruit par M. Pierre Culié, président de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris. Ces trente-deux inculpés se classent en quatre catégories : douze responsables ou cadres de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE), numéro 1 français du bâtiment, ou de l'une de ses filiales ; huit entrepreneurs divers ; sept « politiques » de droite, dont six élus ou anciens élus (trois UDF, trois RPR) ; cinq « politiciens » de gauche, membres ou proches du Parti socialiste. En voici la liste :

● Cadres de la SAE ou de ses filiales : MM. Paul Peltier, directeur général de la SORMAE (Société auxiliaire d'entreprises Rhône-Alpes-Méditerranée), Claude Popia, gérant, et Robert Mistre, directeur régional, inculpés le 17 février ; Jean-Claude Jammes, président du directeur de la SAE, et Pierre Benata, son directeur général, inculpés le 2 mars ; Marcel Giraud, directeur général adjoint de la SAE, inculpé le 13 mars ; Gérard Peybernes, directeur des relations extérieures à la SAE, Michel Delcroix, directeur financier de la SORMAE, Daniel Phantal, directeur régional de la SORMAE-Marseille, Philippe Bérard, son secrétaire général, et Philippe Baudé, son directeur du développement immobilier, inculpés le 20 avril ; Jean-Pierre Adam, de la filiale Borio-SAE, inculpé le 30 mai.

● Entrepreneurs divers : MM. Yves Duverger, entrepreneur à Avignon (Vaucluse), inculpé le 17 février ; Dominique Gagal, directeur général adjoint de la Société d'économie mixte d'équipement de la ville d'Aix-en-Provence (SEMEVA), Patrick Prudhomme et Pierre Michaux, responsables de la Société Cite-Azur aménagement, réalisation, développement (CAARD), inculpés les 22 et 23 mars ; Jacques Lhardt, président de la SA Sud-Hôtel, inculpé le 28 mars ; Armand Da Silva, entrepreneur en bâtiment et vice-président de la chambre de commerce du Var, Xavier Camprubi,

directeur commercial dans le bâtiment et Gaston Desanti, artisan menuisier à la retraite, inculpés le 30 mai.

● Hommes politiques de droite : MM. Jules Susini, ancien adjoint (RPR) au maire d'Aix-en-Provence, Jean-Pierre de Peretti della Rocca, ancien maire (UDF) d'Aix-en-Provence, Jean-Louis Geiger, membre (UDF) du conseil régional de Provence-Côte d'Azur, Jean-Pierre Roux, ancien maire (RPR) d'Avignon, inculpés les 22 et 23 mars ; Roland Nungesser, maire (RPR) de Nogent-sur-Marne (Val-de-Marne), inculpé le 28 mars ; Charles Scaglia, maire (UDF-PR) de La Seyne-sur-Mer (Var), inculpé le 30 mars ; Georges Farnacci, agent de publicité, président du groupe Sun-Communication, proche de M. Jean-

Claude Gaudin, président (UDF) du conseil régional Provence-Côte d'Azur, inculpé le 22 juin.

● Hommes politiques de gauche : MM. José Matté, ex-directeur du cabinet de M. Michel Pezet, député (PS) des Bouches-du-Rhône et conseiller municipal de Marseille, Jean-Pierre Cordonnier, ancien premier adjoint (PS) à l'urbanisme, inculpés les 22 et 23 mars ; Gérard Monate, président-directeur général du GSR, Groupement d'intérêt économique (GIE) qui regroupe Urba-Gracco et Gracco, deux sociétés chargées du financement du PS, Joseph Delcroix, ancien directeur administratif d'Urbatechnic, aujourd'hui chargé de mission, et Bruno Desjoubert, directeur de la délégation marseillaise d'Urbatechnic, inculpés le 22 juin.

Etudes en SUISSE BACCALAUREAT (séries A, B, C, D)

Statut officiel de Lycée français à l'étranger. Autres cours sur demande.

Ecole
Lémania
Lausanne

Admission dès 10 ans.
Aussi avec internat des 15 ans.
Ambiance calme et studieuse.
Excellents résultats.
Accès aux bourses officielles.
Une grande école fondée en 1908.

à Châtenay, 100* Lausanne (Suisse)
Tél. 021 20 16 01. Téléc. 450 600 et en
Téléfax 021 21 67 00

Politique

des partis

L'argent de la démocratie

(Suite de la première page.)

On est choqué par les maigres, bien sûr, mais on refuse de croire, pour les partis, qu'il faut le rappeler, sont un élément constitutif de la démocratie.

La réalité est qu'aucun parti, aucun élu ne vit et ne pourrait vivre et agir sans avoir recours à des financements allant bien au-delà de leurs ressources propres. Et c'est tant mieux, du moins pour les élus, sinon l'Assemblée nationale ne serait que l'exacte réplique des « deux cents familles », comme on disait autrefois. Tous, sans exception, des plus grands aux plus petits, ont donc mis en place des systèmes de financements dits occultes, certainement illégaux, et en fait fort connus de l'établissement, comme dit désormais Jean-Marie Le Pen. Dans un tel contexte pervers, qui instaure une politique noire, comme il y a un marché noir, il ne faut pas confondre le gros des élus et ceux qui détournent l'argent politique à des fins personnelles. Les premiers sont autant d'otages qu'acteurs de ce système.

Cette réalité explique, soit dit en passant, l'apreté avec laquelle majorité et opposition se disputent certains postes, plus précisément la rapidité avec laquelle le pouvoir cherche à mettre en place des amis dans les postes de commandes de certaines grandes entreprises. Ne parlons pas de matricules, puisque, là aussi, chacun sait que tout élu qui s'y installe est comptable, devant son propre parti, d'un certain rendement financier.

Ce dispositif a fonctionné sans encombre majeur, hormis quelques « purges » ici et là, jusqu'à ce qu'un certain nombre de politiciens et de juges décident de faire leur travail, de se mettre en travers, et d'ouvrir ainsi la boîte de Pandore.

Cette situation montre, en fait, que le seuil du tolérable a été franchi, sous l'effet de deux coups d'accélérateur. Le premier a été le cycle politique lui-même — alternance puis cohabitation — qui a eu pour effet de rendre égal pour tous (gauche et droite) l'accès à l'argent frauduleux. Le second a été cette impressionnante et étonnante (pour les finances des partis) série d'élections, entre les mois d'avril 1988 et juin 1989 qui a bien évidemment gonflé les dépenses.

Dans ces conditions, l'idée de « remettre les compteurs à zéro » et de repartir sur des bases claires et correctives (pour la première fois dans la vie de la République) est cohérente. Il est moins hypocrite de passer l'éponge au grand jour, qu'il n'est de prendre, comme on dit, « la figure », et d'établir des règles draconiennes pour l'avenir que de laisser perdurer un système à la viatique-jet-toi-pousse, où triomphe le « pas vu, pas pris », rythmé par des « affaires » opportunistes promues au moment des campagnes électorales et promptement étouffées après qu'elles ont fait leur usage.

Toutefois, une amnistie ex-ante, enrayant la marche de la justice avant qu'elle ait tiré tous les fils de ce dossier, est sinon incivile, du moins peu pédagogique. S'il faut amnistier pourquoi ne pas le faire dans la clarté après que toutes les perversions du système aient été dévoilées ?

Sortir du souterrain, du clandestin, et s'attaquer à la dépense est donc une démarche utile. Mais ce faisant, le gouvernement s'abstient d'aller au bout de l'analyse. A l'inflation des dépenses politiques correspond la déflation des idées, et des militants. Au fond, moins il y a d'enjeux politiques, plus il y a d'espaces marchands qui finissent par en tenir lieu. Moins on a d'idées à vendre, plus on vend de l'image.

La société politique est devenue une société marchande, commerciale et publicitaire au-delà de ce qui est raisonnable.

Les partis doivent avoir de l'argent pour vivre, les candidats pour faire campagne. Mais le niveau actuel est celui de la débauche, et la politique ne saurait se réduire à une course à l'argent. Celle-ci a été, en outre, alimentée par la faiblesse militante : les cotisations s'effondrent, l'irrigation du terrain social que les militants assuraient est remplacée par des campagnes de promotion, le simple collage d'affiches est même assuré, pour certains partis, par des sociétés privées.

Bref, « remettre les compteurs à zéro », c'est aussi de façon urgente, réhabiliter la politique en la rénovant, cette rénovation étant entendue au sens large, et tous azimuts.

JEAN-MARIE COLOMBANI

Les réactions

• M. Paul Laurent, membre du bureau politique du PCF, a indiqué, jeudi 22 juin, au cours de son point de presse, que le Parti communiste « ne rejette aucune prise de position parlementaire », face à l'amnistie des délits liés au financement des partis politiques. Les députés du PCF ne voteront pas, a toutefois ajouté M. Laurent, une motion de censure qui « exprimerait des positions de droite ». La veille, M. André Lajoinie, président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, avait déclaré, dans les couloirs du Palais-Bourbon, que « si une motion de censure était déposée sur les projets de loi sur la finance des partis politiques, le PCF n'exclut pas de la voter ». « Nous sommes contre l'amnistie des voleurs », a déclaré l'ancien candidat à l'élection présidentielle. Il a précisé : « Le PCF n'a rien à se reprocher. Nous sommes décidés à aller jusqu'au bout, y compris jusqu'au vote public, pour que chacun prenne ses responsabilités ».

• M. Jean Popescu, ministre chargé des relations avec le Parlement, s'est étonné, jeudi sur TF1, de voir « certaines personnalités de l'opposition voter de lin candidate », affirmant que « dès lors qu'il y a accord — et il semble qu'il y ait accord — pour voter cette loi de moralisation, il faut remettre les pendules à zéro ».

• M. Jean-Claude Gaudin, président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, a indiqué, mercredi, que les députés UDF n'étaient « pas hostiles au principe de cette amnistie (...) à condition que cela se fasse à l'autonomie ». « Le gouvernement doit prendre son temps », a estimé M. Gaudin, qui a prévenu qu'il n'était « pas question d'accepter un amendement concernant une amnistie quelconque » qui serait rattaché au projet de loi sur l'amnistie des indépendants antérieurs.

• M. Pierre Méhaignerie, président du CDS, a estimé qu'il était « trop facile d'effacer des années sans être assuré que cela ne se reproduira plus ». Il ne votera pas, pour sa part, ce genre de loi sans « avoir la certitude que les bureaux d'études fermeront leurs portes ». M. Méhaignerie a proposé à l'opposition de constituer des groupes de travail pour réfléchir au financement des partis.

• M. Bernard Stasi, vice-président du CDS, a reconnu, mercredi, à l'Assemblée nationale, que l'amnistie « fait un peu maugre » mais qu'il est « un homme de modération ». M. Edouard Balladur, député (RPR) de Paris, s'est déclaré « perplexe » à propos de ce projet d'amnistie tout en estimant que le problème du financement des partis et des campagnes constituait « un effort permanent qui mérite d'être repris régulièrement ».

• La fédération parisienne des Vents a demandé aux députés de « refuser personnellement et publiquement » l'amnistie des infractions liées au financement des partis politiques. Les Vents estiment que « la législation est par avance jetée » sur ces projets de loi du seul fait de « l'amnistie qui les accompagne ». « Comment la classe politique peut-elle, demande la fédération écologiste, s'octroyer ce privilège d'ignorer ou de violer les lois qu'elle a elle-même votées ? »

Le PCF ne nie pas son recul électoral mais affirme que son influence s'accroît

Réunion du comité central

Heureusement, il reste le Parti communiste ! Dernier représentant du surréalisme en politique, le PCF doit assumer une ultime réflexion chez ses anciens partisans socialistes qui se résument en trois mots : « Continuez comme ça ! ». La stratégie développée par M. Georges Marchais et ses conseillers, les résultats électoraux catastrophiques qu'elle produit et l'analyse « marxiste » qu'ils en tirent, tout cela ne peut qu'inciter les sociaux-démocrates à souhaiter longue vie à l'équipe dirigeante du PCF.

Une nouvelle preuve en a été donnée à l'occasion de la réunion, à huis clos, du comité central, jeudi 22 juin à Paris, dont les membres ont eu à entendre un rapport — aux termes prévisibles — de M. Paul Laurent, membre du secrétariat du comité central, sur le bilan des élections européennes, et un contre-rapport — curieux — dérivé pendant plus d'une heure, en clôture, par le secrétaire général.

Curieux contre-rapport, long et minutieusement préparé, qui semble avoir répondu à une autre discussion que celle qui s'est déroulée place du Colonel-Fabien. Si douze intervenants ont pris la parole, dont MM. Charles Fiterman et Philippe Herzog, le comité central n'a pas été secoué par cette fameuse « offensive de droite » que les amis de M. Marchais semblaient redouter. Certes, l'ancien ministre des transports a évoqué « la question centrale des perspectives politiques » en regrettant « les suspensions multiples » comme pour mieux souligner l'absence des premières et la persistance des

secondes. Certes, la tête de liste communiste aux européennes a expliqué que « le refus de l'Europe chasse pour l'abstention » comme pour bien faire admettre qu'il ne porte pas la responsabilité de l'échec de sa liste censée défendre une « autre Europe ». Mais ni M. Anicet Le Port, seul à douter du redressement électoral après les municipales devant le comité central, ni M. Lucien Sève, auteur dans le passé d'interventions critiques, n'ont pris la parole.

M. Marchais a mis l'accent sur l'importance de l'abstention qui traduit, selon M. Laurent, « un refus motivé par la défiance à l'égard de ce qui se prépare en Europe et d'autre part, une dépolitisation dangereuse ». Cela autorise M. Marchais à conclure que ce scrutin « ne reflète pas l'influence réelle de notre parti ». Les électeurs communistes, selon M. Laurent, ayant fait preuve d'une abstention « lucide », M. Marchais assure que le résultat « ne constitue donc pas une photographie exacte du rapport des forces politiques ». En tout état de cause, le score européen ne saurait être pris, pour la direction, comme référence au détriment des précédentes consultations électorales.

« Autant il serait absurde de nier notre recul, concède cependant M. Laurent, autant il serait faux de l'isoler du mouvement politique de remonte de l'influence communiste qui a marqué et continue de marquer toutes les autres consultations électorales récentes (...) Il n'y a, par conséquent, pas de raison

de privilégier tel scrutin plutôt qu'un autre. » Le malheur pour la direction du PCF est, comme le soulignent du reste les opposants « restructurés », en comparant les élections comparables, de 1979 à 1989, qu'il n'y a aucun redressement électoral, mais bien un contraire un approfondissement du déclin, terme que rejette M. Laurent.

A cause de la Chine

La direction du PCF se félicite de la bonne tenue de la liste européenne « dans les municipalités où le maire est communiste » et M. Laurent va même jusqu'à citer quelques villes, comme Wittenheim, où elle obtient « des résultats supérieurs et parfois de beaucoup » à ceux de 1984. (1). Il n'empêche que « notre résultat est marqué de plein fouet par l'abstention populaire », dit-il, en soulignant que « les événements de Chine et leur exploitation forcée contre « le communisme » en général ont pu également rendre plus difficile la mobilisation de l'électorat communiste en dépit de la condamnation immédiate de la répression ».

L'analyse électorale ayant été expédiée en dix-sept pages, les vingt pages suivantes du rapport sont consacrées aux activités à venir du parti dont l'essentiel est constitué par le soutien au rassemblement pacifiste de l'appel des Cent, organisation proche du PCF, dimanche 25 juin sur la pelouse de Reuilly au bois de Vincennes, la rentrée scolaire qui « va constituer, durant

l'été, un temps fort de notre politique de rassemblement », et la Fête de l'Humanité » (8 au 10 septembre) dont la cité internationale sera inaugurée par M. Marchais, alors que M. Antoine Casanova, membre du bureau politique, chargé de la culture et de l'action du parti parmi les intellectuels, prononcera le traditionnel discours de la rentrée politique communiste.

D'ici là, tous les militants, et les dirigeants qui sont visés, pourront méditer un passage de l'intervention de M. Marchais devant le comité central. « Si, par aventure, l'Élysée, ses conseillers et des membres de notre parti qui demeureront en relation avec eux et conserveront l'espoir de transformer le Parti communiste en appendice du Parti socialiste, a dit le secrétaire général, si donc on pensait de ce côté-ci que les conditions sont réunies pour relancer une offensive en ce sens, non seulement cette entreprise serait à coup sûr vouée à l'échec, mais elle n'empêcherait en rien les communistes de discuter entre eux, seriemment, comme toujours, et de continuer à mettre en œuvre avec audace leur politique. Si certains attendent de nous, crispation et repliement, ils seront déçus. » Le rapport introductif de M. Laurent a été adopté à l'unanimité.

OLIVIER BIFFAUD

(1) Dans cette commune du Haut-Rhin, le PCF obtient 123 voix (3,91 %) sur 3144 suffrages exprimés et 8892 électeurs inscrits.

Les résultats définitifs des élections européennes

La commission nationale de recensement général des votes a arrêté, jeudi 22 juin, les résultats nationaux et départementaux des élections européennes qui se sont déroulées le 18 juin.

Elle a décompté de ces résultats ceux des 2^e, 7^e, 9^e, 11^e, 12^e et 15^e bureaux du Val-d'Oise ainsi que ceux du centre de vote d'Annaba (Algérie), parce que les électeurs ne

disposaient pas des bulletins de vote de toutes les listes.

De même, la commission a-t-elle écarté les résultats de l'unique bureau de vote de Montenois (Doubs), en raison des multiples irrégularités commises sur la liste d'émargement, et ceux de la ville de Farbus (Pas-de-Calais), en raison de l'écrit très important et inexplicable entre le nombre total de bulletins trouvés dans les urnes et le nombre de votants.

Inscrits : 38 297 496	Votants : 18 690 692 (48,80 %)	Abstentions : 19 606 804 (51,19 %)	Suffrages exprimés : 18 151 416		SIÈGES
UDF-RPR (M. Girard d'Estaing)	5 242 038	(28,87 %)	26		
PS (M. Fabius)	4 286 354	(23,61 %)	22		
FN (M. Le Pen)	2 129 668	(11,73 %)	10		
Vers (M. Waechter)	1 922 945	(10,59 %)	9		
Centre (M ^{me} Veil)	1 529 346	(8,42 %)	7		
LO (M ^{me} Veil)	1 401 171	(7,71 %)	7		
PC (M. Herzog)	749 741	(4,13 %)			
Chasse (M. Goussat)	258 663	(1,42 %)			
Pro. Anim. (M ^{me} Agnès)	188 573	(1,03 %)			
ALLIANCE (M. Joyeux)	136 230	(0,75 %)			
MPPT (M. Ganquelin)	109 523	(0,60 %)			
Ren. (M. Labrousse)	74 327	(0,40 %)			
Gén. Europ. (M. Touati)	58 995	(0,32 %)			
RFL (M. Cheminade)	32 295	(0,17 %)			
IDR (M. Biancheri)	31 547	(0,17 %)			

Le 18^e congrès de l'Internationale socialiste

M. Rocard appelle ses amis à exister au-delà des principes

L'Internationale socialiste a réuni son dix-huitième congrès du 20 au 22 juin, à Stockholm. M. Willy Brandt a été réélu pour la troisième fois président de cette organisation.

STOCKHOLM
de notre correspondant

En plaçant son dix-huitième congrès sous le slogan « Vers un siècle nouveau », l'Internationale socialiste a célébré un double anniversaire afin de mieux aborder son avenir : 1789 — la Révolution française — et 1889 — la création de la deuxième Internationale.

La plus grande organisation politique du monde, qui rassemble à Stockholm, un millier de participants venus de quelque cent pays (dont plus de quatre-vingts sont maintenant membres à part entière), est arrivée, quarante-huit ans après sa renaissance, à un tournant. A la Maison du peuple, on a senti le besoin d'une redéfinition et la nécessité d'une revitalisation.

Ainsi ce congrès aura-t-il ouvert un peu plus grande la porte de l'organisation aux pays en développement, en accueillant, par exemple, comme membres de plein droit, les partis frères du Brésil (PDT), de Curacao (MAN), de Turquie (SHP), d'Égypte (PND) et de Tunisie (RCD) et comme nouveaux membres consultatifs, cinq autres pays non occidentaux.

La présence de représentants soviétiques

Encore faut-il que soient gommées des différences de « classe » dans le socialisme démocratique, selon que l'on appartient au noyau de la vieille Europe — l'occidentale — ou à la frange (la moitié des membres de l'IS viennent du tiers-monde) des autres. Témoin, l'intervention indignée du représentant de la République dominicaine qui dénonçait en quelque sorte cette hégémonie européenne.

C'est en tout cas celle-ci qui a fait — et les conséquences en ont été spectaculaires — que l'IS avait invité pour la première fois l'OLP, à titre d'observateur, à participer à ses travaux.

Autre innovation d'élargissement à ce dix-huitième congrès : la présence, également à titre d'observateurs, d'un représentant de l'Ostpolitik de M. Brandt qu'à la glasnost et à la perestroïka, de représentants soviétiques et de pays de l'Est, des Baltes

aussi, qui se sont félicités de ce progrès.

L'Internationale socialiste peut-être par ailleurs faire preuve de cette efficacité dont on lui reproche souvent de manquer ? Oui, a affirmé M. Michel Rocard, pour qui « c'est bien une bataille pour l'organisation de la planète qu'il s'agit d'engager : pour la défense de son environnement, pour redonner ses chances au développement, pour assurer la paix et ainsi désarmer ».

Le moteur ? « L'action collective et solidaire. Le véhicule ? « Si ce n'est pas nous, l'Internationale socialiste, qui prenons des initiatives, personne ne le fera. » A condition évidemment que l'IS, qui a « longtemps dû se situer au niveau des principes », sache aujourd'hui « franchir une nouvelle étape, déterminer avec force ce que nous sommes et définir les quelques points essentiels qui nous permettent de proposer au monde les règles dont il a tant besoin ».

Dans son discours, qui tranchait quelque peu sur une grande majorité d'interventions de loin moins préoccupées de définir le socialisme démocratique, M. Rocard a proposé aux partis membres de l'IS la mise en œuvre, comme moyen de « démultiplier l'impact de chacune de leurs initiatives », d'une réflexion permanente qui leur permettrait « de faire d'autant plus de choses ensemble qu'ils auront le réflexe de se coordonner ».

L'IS a consciencieusement passé en revue tous les grands problèmes qui agitent et menacent l'humanité. Le catalogue est long, les résolutions parfois l'étaient moins, notamment celle, très brève, concernant la condamnation de la sanglante répression en Chine, moins succincte cependant que le texte « déplorant la crise sérieuse que vit actuellement le Liban ». (M. Walid Joumblatt, le leader du Parti socialiste progressiste druze, a été élu vice-président de l'IS, parmi vingt-cinq autres, en majorité occidentaux, jusqu'au prochain conseil.)

L'IS se propose de prendre des initiatives pour obtenir notamment la tenue d'un sommet Nord-Sud devant relancer le dialogue sur les questions de la dette, du commerce, de l'environnement, la mise en place d'une nouvelle stratégie de l'ONU en matière de développement et une initiative pour renforcer le dialogue Sud-Sud et la coopération régionale.

FRANÇOISE NIETO.

(Lire page 5
L'Internationale socialiste et l'OLP.)

LYON-ATHÈNES 850 F*
PARIS-LANZAROTE 1750 F*

* Prix A/R à partir de...

Avec Air Charter, filiale d'Air France et d'Air Inter.

Jumbo CHARTER

SEULS LES OISEAUX PAIENT MOINS CHER.

MINITEL 3615 + JUMBO. PARIS 6^e : 46 34 19 79 / PARIS 14^e : 45 42 03 87
LYON AFT : 78 37 15 89 / LYON SAUVEUR : 78 37 47 87 ET TOUTES AGENCES DE VOYAGES.

مكتبة ابن رشد

Politique

Les débats au sein de l'opposition

Le rêve d'autonomie des centristes se dissipe

Les dirigeants du CDS sont sortis des dernières élections européennes comme assommés. Comme si, en un seul dimanche, ils étaient passés d'un doux rêve centriste aux dures réalités de la droite. Adieu autonomie, mères du MRP, grand parti ! Rebonjour Giscard et vous tous compagnons de l'opposition fidèles. « Non, je ne regrette rien », persiste à dire M. Pierre Méhaignerie.

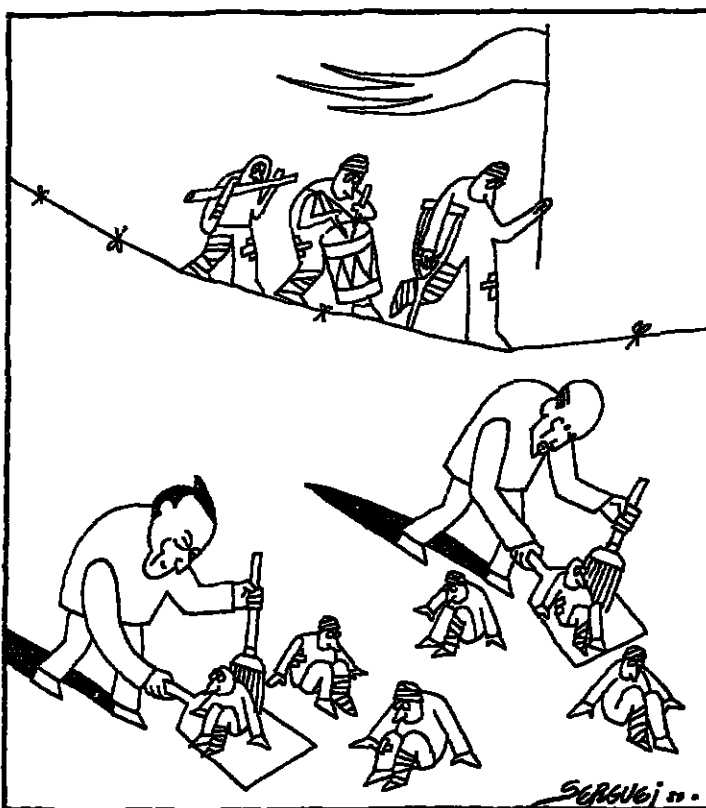
Que peut-il dire d'autre ? C'était à l'entendre une question de morale : « Nous avons eu, plaide-t-il, le courage d'affronter l'ambiguïté et l'hypocrisie d'alliances temporaires dont on voit aujourd'hui les limites ». C'était aussi à ses yeux une question d'honneur : « Cet engagement du centre est un crédit pour l'avenir. Depuis vingt ans, nous n'avions pas eu le courage de nous recomposer. C'est toujours, à terme, payant ».

L'espérance, dit un joli proverbe italien, est un baume qu'on applique sur les plaies du découragement. Il faut craindre que, chez ces centristes certaines plaies prennent du temps à se refermer. « Tel qu'on le connaît aujourd'hui, le CDS ne vivra plus longtemps », admettait même un de ses responsables.

Que de découragement, en effet ! Jusqu'au bout, les responsables centristes ont parié sur un score de 10 à 15 % à Paris, à deux chiffres. Qui oserait prétendre que leur liste ne faisait pas une bonne campagne, et puis, n'étaient-ils pas depuis Jean Monnet, Robert Schuman, les champions toutes catégories de l'Europe ? Résultat : 8,42 %, la moitié du score de M. Barre au premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Sept députés seulement expédiés à Strasbourg et l'impossibilité de cerner l'irréductible typiquement CDS dans ce petit plat rebossé par la personnalité propre de M. Veil et les épices rénovatrices.

« Victime de ses notables »

Qu'importe, les dirigeants centristes sont bien contraints aujourd'hui de se rendre à la raison. Ces élections européennes furent, comme il fallait le redouter, avant tout des élections franco-françaises. Le principe du « vote utile » leur a été sans doute fatal. M. Veil ne s'en est pas assez souvenu, et M. Méhaignerie n'a pas su ou pu corriger le tir. « Le coup de génie de Giscard, admet M. Bernard Stasi dans un entretien aigre doux au *Quotidien de Paris* du vendredi 23 juin, c'est



d'avoir fait croire qu'on était au deuxième tour d'une élection majoritaire et que le choix était entre Fabius et lui ».

Deuxième constat : ces mêmes dirigeants centristes n'ont pas su imposer une discipline de parti à leurs notables, députés, sénateurs, présidents de conseil général, qui constituent depuis longtemps la principale armature de leur mouvement. Certains ont préféré se lever les mains de ces élections. D'autres, sensibles eux aussi au vote utile, voire aux représailles des autres formations de l'opposition, ont joué Giscard. Pen, en vérité, ont osé afficher clairement la couleur du centre. En réunion de groupe, mardi dernier, M. Raymond Barre a conforté cette analyse en expliquant aux députés centristes qu'une fois de plus « le centre avait été victime de ses notables ».

Cela a donné lieu, mercredi soir, à quelques petits règlements de comptes avec les sénateurs, qui, au cours de cette campagne européenne, se sont montrés particulièrement absents : « Si vous vous étiez bougés, les a admonestés M. Fran-

çois Bayrou, on n'en serait sans doute pas là ». Cela repose en tout cas un sérieux problème de fonctionnement interne entre un appareil de parti complètement déconnecté, au niveau des méthodes mais, plus grave, au niveau des options politiques, de son réseau d'élus.

Pas de présidentielle

La meilleure façon de rétablir les branchements est sans doute pour les dirigeants centristes de faire maintenant une croix sur leur stratégie d'autonomie telle qu'elle a été lancée depuis un an. Devant le choc de ces élections européennes, face au poids de ces notables centristes qui ont toujours marché sur la pointe des pieds sur les sentiers de la rénovation, M. Méhaignerie et ses amis paraissent maintenant disposés à opérer un retrait, si possible en bon ordre, et si possible en se donnant un certain temps pour que la manœuvre ne soit point perçue comme une acrobatique pirouette.

Car ils ont compris également, compte tenu du poids des Verts et de l'émergence du Front national, qu'un retour au scrutin proportionnel qui pouvait leur fournir l'oxygène n'était pas pour demain. Enfin, plus les mois passeront, plus le CDS accusera le manque cruel de n'avoir toujours pas de véritable présidentielle dans ses rangs. « C'est évident, admet M. Stasi, Jacques Duhamel n'a jamais été remplacé. C'est notre faiblesse ».

Les mois qui viennent ne vont donc pas être commodes pour M. Pierre Méhaignerie, qui risque d'être condamné à nouveau à jouer les seconds rôles. Il semble aujourd'hui tâtonner, prêt à toutes les expérimentations. Créer un grand parti régional sur ses terres de l'Ouest ? Pourquoi pas ? Restaurer l'UDF ? Il ne dit pas non.

Sa porte est ouverte à tous, « ne voulant écarter personne » ni préciser-t-il derechef, « se mettre derrière personne ». Fusiocisme, comme le propose M. Giscard d'Estaing, le RPR et l'UDF ? Il est ravi que M. Chirac ait répondu « non » avant lui, « ce qui fait, glisse-t-il sans ironie, que ce débat est secondaire ».

Même s'il ne veut pas l'avouer, la pression de la majorité des parlementaires centristes, MM. Bernard Bosson et Dominique Baudis en tête, est si forte aujourd'hui, l'échec de la liste Veil si incontestable, que les dirigeants du CDS paraissent se résoudre à la création d'une grande confédération de l'opposition reconnaissant l'existence d'un courant du centre.

Le groupe UDC est dans l'immédiat encore maintenu, mais accepte la constitution d'un intergroupe parlementaire de l'opposition et surtout préconise, comme le fait M. Méhaignerie, le vote par tête au lieu de la méthode par tête au sein de la confédération. Une majorité de parlementaires centristes préconise aussi de resserrer les liens avec M. Giscard d'Estaing parce que, entend-on dire dans ces rangs, il est « plus fiable et aussi... plus jeune » que M. Léotard, que personne au CDS ne prend plus au sérieux.

En résumé, comme le disait d'une façon étonnante un cadre centriste, l'objectif est de revenir dans les rangs de l'opposition « la queue basse mais la tête haute ». Face à une telle stratégie de repli et de « redroïtisation », beaucoup de responsables centristes craignent qu'en voulant satisfaire les élus on ne désespère encore un peu plus les électeurs, ceux qui préféreront toujours « Rocard à Giscard ». Et cela, les centristes savent que l'Élysée le sait... DANIEL CARTON.

Le RPR refait son unité sur le dos de M. Giscard d'Estaing

Le RPR peut remonter M. Giscard d'Estaing. Non pas d'être arrivé en tête à l'élection européenne, puisque le succès de la liste d'union a été surtout présenté, au cours du conseil national du RPR le 20 juin, comme la défaite des socialistes, mis au crédit de M. Juppé et même de M. Chirac, et que le nom de la liste n'a été prononcé par personne tout au long de la journée. Les rumeurs de la RPR doivent plutôt aller à la proposition de « réunion » en un seul mouvement de toutes les formations de l'opposition présentée par l'ancien chef de l'Etat.

Cette annonce a été jugée par tous les membres du conseil national précipitée et maladroite. Elle révèle, selon eux, que M. Giscard d'Estaing voulait jouer l'opposition publique contre les partis politiques, interprétant ainsi le vœu d'union comme un désir de fusion.

La réaction a été immédiate et unanime : après que M. Chirac ait donné le ton, tous les orateurs, même les plus rénovateurs, retrouvant le réflexe du « compagnonnage », ont fait bloc pour refuser la disparition de leur parti dans un ensemble, pour prôner en revanche un rapprochement de « l'identité », de « l'originalité » et de « la force » du RPR et pour souhaiter une union mixte structurée avec l'UDF et les centristes.

Tous ont également souligné l'existence des trois sensibilités, pour montrer la diversité de l'opposition. M. Chirac appelait même à rejoindre un RPR diversifié tous ceux qui, hors des partis, sont opposés à la politique socialiste. Et M. Philippe Séguin, comme M. Edouard Balladur, a souligné en reprenant même la bipolarisation de l'opposition (entre « conservateurs » et « libéraux ») qui aboutirait à une « recomposition de tous les dangers », pour préférer une « opposition unie et organisée » entre les trois formations actuelles.

La cause est donc entendue du côté du parti de M. Chirac. Le RPR peut aussi remonter le maire d'Épinal, qui, au conseil central de juillet 1988, avait, le premier, souhaité la rénovation du RPR et était apparu depuis comme l'inspirateur de ce courant. Il a décliné des applaudissements - qui s'adressaient autant à lui-même qu'à M. Chirac - en disant : « Dès lors que

l'homme en qui nous nous reconnaissons et qui incarne nos espoirs se donne pour objectif de fédérer nos diversités, il aura d'autant plus de chances de fédérer demain celles de l'opposition et, un jour, celles du pays ».

M. Séguin a donc spectaculairement apporté à M. Chirac le soutien des rénovateurs du RPR, invitant ses proches à « apporter leur concours à une démarche qui est, précisément celle qu'ils ont souhaitée ». Le maire d'Épinal, qui a toujours demandé une réforme interne du RPR, voit réalisée celle-ci dans la modification des statuts, la reconnaissance des courants et du vote par tête, l'organisation de l'union et la création de primaires à la française, due à l'initiative de M. Pasqua. Si M. Michel Noir n'a pas pris part aux débats, M. Carignon, en revanche, est intervenu tandis que les autres rénovateurs étaient présents.

Pour M. Séguin, la rénovation a été aujourd'hui intégrée au RPR tout entier, ce qui a permis d'adopter, pour la première fois à bulletin secret et à la quasi-unanimité, une motion de synthèse tenant compte des nombreux amendements déposés par diverses tendances. Parmi celles-ci, « Présence et action du gaullisme », les amis de M. Pasqua, sur les privatisations à la française ; celle représentée par M. Borromi et Mazzaud ; elle ne se distinguant que par des nuances. Même la reconnaissance des courants, qui pourront être représentés au conseil national et au bureau politique, a été admise sans réticence. Les transformations amorcées par M. Juppé il y a un an sont ainsi confirmées et complétées.

Toutes ces décisions révèlent qu'en quelques mois le RPR a évolué, qu'il prend en compte les changements de l'élection et les attentes diverses et parfois contradictoires de ses militants. M. Chirac, au terme de cette journée, voit son autorité confortée alors qu'elle avait été parfois mise en cause et ébranlée. Il réussit une fois de plus à réaliser le rapprochement de toutes les diversités. Mais il devra aussi désormais compter avec l'existence de courants qui vont chercher à s'affirmer, et également peut-être avec des ambitions concentrées autour de lui. ANDRÉ PASSERON.

Vu de Lourdes

Les missionnaires de la rénovation en campagne contre les Shadocks

LOURDES de notre envoyé spécial

Si l'on osait une comparaison sacrilège - sans préjuger du rassemblement prévu samedi à Lyon, - on dirait que la ville de Lourdes est devenue la Mecque des rénovateurs.

La première réunion régionale organisée par les épiscopaux de la rénovation, jeudi soir 22 juin, dans la chapelle, a connu, en effet, l'affluence des plus fervents pèlerins.

Plus de 1 300 personnes, venues de toute la région Midi-Pyrénées mais aussi d'Alsace, parmi lesquelles une quinzaine de conseillers généraux ou régionaux et 150 élus municipaux, s'étaient rassemblés dans la salle des fêtes pour entendre trois des missionnaires du Club des Douze : Michel Noir, Dominique Baudis et François Bayrou ; au regard de l'abandonnisme triomphant des élections européennes du dimanche précédent, cette mobilisation apparaissait naturellement symbolique.

Sans doute est engouement des électeurs locaux s'explique-t-il surtout par l'état de grâce politique dont bénéficie le nouveau maire apparenté centriste de Lourdes, M. Philippe Douste-Blazy, élu député européen sur la liste de Simone Veil (le Monde du 21 juin), mais le fait est là : la rénovation de l'opposition constitue un thème qui déplace, ici, les foules militantes, parce qu'elle trouve une traduction concrète sur le terrain.

Tombeur aux municipales de M. François Abadie, ex-pilier du radicalisme local, M. Douste-Blazy a vanté la rénovation à la mode lousdoise : « Nous avons élaboré un projet, inspiré non pas de catalogues politiques ni de recueils idéologiques, mais fruit d'une écoute, d'un dialogue et d'une réunion de compétences variées. Ce projet, nous l'avons proposé avec des méthodes modernes de communication, à travers un long mais obstiné travail pédagogique de rencontres sur le terrain et d'échanges avec la population. Face à l'arrogance, à la suffisance et parfois aux insultes, nous avons opposé le calme choleureux d'une détermination empreinte de

respect de l'autre, de celui qui ne pense pas comme nous. Savoir jouer en équipe, c'est aussi une des qualités majeures que nos concitoyens vont exiger de plus en plus chez les hommes politiques ».

A la lumière des échanges qui ont eu lieu au cours de ce dimanche, l'intérêt porté par ces électeurs-ci à ces rénovateurs-là n'est pas sans analogie avec la pression unitaire qui se manifestait, à la fin des années 60, chez les électeurs de l'opposition de l'époque, divisée face au pouvoir gaulliste, avant la mise au point du programme commun d'union de la gauche.

Si l'on se hasarde, enfin, à un pronostic, on conclurait, à partir des choses entendues à Lourdes, que, pour les uns comme pour les autres, l'avenir de l'opposition ne se situe ni du côté de Valéry Giscard d'Estaing ni du côté de Jacques Chirac.

Le vieillard et ses enfants

Le président du conseil régional de Midi-Pyrénées, Marc Cessac, maire UDF-PR de Rodez, disciple de François Léotard, a d'ailleurs implicitement dédié à l'ancien président de la République - une recommandation significative - « Toute puissance est faillible, à moins que d'être unie » - titre d'une fable au titre iconoclaste : le Vieillard et ses enfants...

Le maire de Toulouse, Dominique Baudis, a été moins elliptique : « Si Michel Noir avait été le chef de file d'une liste de l'opposition unie, nous aurions dépassé aux européennes le cap des 40 % de suffrages. L'opposition est atteinte du virus des Shadocks, qui préfèrent faire compliqué quand on peut être simple. Toutes les familles politiques de l'opposition doivent accepter la remise en cause des structures qui l'affaiblissent. À l'intérieur d'une grande formation politique qui doit se construire par étapes et qui ne soit pas monolithique. A Lyon, samedi, nous souhaitons des objectifs et un calendrier sur les bases de l'union. Nous souhaitons notamment qu'à la prochaine rentrée parlementaire l'ensemble des députés de l'opposition puissent se

réunir régulièrement ensemble pour travailler ensemble ».

Le maire de Lyon, Michel Noir, a abordé dans ce sens en dénonçant « le trinitaire suicidaire trahison-ambition-division », qui mine l'opposition, et en considérant que les réformes annoncées à l'intérieur de son parti, le RPR, devraient aboutir à la constitution d'une « force unie de l'opposition » pour l'échéance législative de 1993. « Notre logique n'est pas une logique de préférence des partis politiques sur l'intérêt général », a-t-il souligné, avant de lancer « un message » qui s'adressait en premier lieu, de toute évidence, à Jacques Chirac. « Que chacun entende bien ce message : c'est l'intérêt des Français et des Français qui doit primer sur l'intérêt des formations politiques. C'est un gaulliste qui vous le dit : jamais je ne ferai passer le patriotisme du parti avant l'intérêt général de la France. L'ancien ministre a également tenu à démentir les commentaires selon lesquels l'acte d'allégeance accompli à l'égard de Jacques Chirac par Philippe Séguin signifierait un divorce entre le maire d'Épinal et les « rénovateurs ». Personnellement, il voit au contraire, dans la nécessité d'instaurer « un lien organique » entre les différents partis de l'opposition, qui a été mise en avant par le député des Vosges, une avancée dans la bonne direction : « Une chose est de dire non à la fusion de l'UDF et du RPR, une autre chose est de construire pour progresser vers l'union ». Dominique Baudis a renchéri : Philippe Séguin a pris le mesure du chemin parcouru. Tout bouge, nous avons fait prendre conscience que l'opposition devait se rénover et nous continuons d'être vigilants ».

Et comme si la salle, conquise, avait pu encore en douter, le troisième mousquetaire, François Bayrou, le Béarnais, député des Pyrénées-Atlantiques, a eu ce cri du cœur : « Nous, on n'est pas en train de vous tourner le mou comme les autres le font. Nous voulons changer la politique en France ! » Cette mémorable acrobatie lourdoise avait ainsi toutes les apparences de l'ouverture d'une campagne électorale à long terme.

ALAIN ROLLAT.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FRANCE INDEX

PREMIERE SICAV INDICIELLE SUR LA BOURSE DE PARIS

Sur la Bourse de Paris, présente dans tout porte-

feuille d'investisseur français, la technologie avancée et la rigueur scientifique de FRANCE INDEX sont seules à mêmes d'assurer un reflet fidèle de l'évolution de l'indice CAC 40.

En effet, les techniques nouvelles permettent d'obtenir sur les grands marchés boursiers des performances reflétant régulièrement les indices de référence.

Comme le démontre l'expérience anglo-saxonne, une gestion indiciaire se révèle être, sur longue période, une des méthodes de gestion les plus efficaces.

SICAV PARIBAS

PARIBAS ASSET MANAGEMENT - 42 98 15 32
pionnier des technologies financières de gestion.

Politique

A l'Assemblée nationale

M. Philippe Séguin : le RPR est plus fort et résolu que jamais

Après M. Chirac refusant la fusion dans l'opposition (le Monde du 23 juin), M. Alain Juppé, secrétaire général, affirme à son tour devant le conseil national du RPR : « On ne peut pas supprimer l'existence des familles politiques d'un parti de gauche. L'union n'est pas une fin en soi, elle est un moyen. » M. Juppé, qui souhaite préciser que « la politique du RPR sera décidée par sa majorité », affirme que « la fusion ne serait que la confusion » et souhaite que « les parlementaires jouent aussi l'union ». M. Juppé propose des mesures « répondant aux besoins et aux valeurs populaires ». M. François Borotra affirme : « Les élections ne se jouent plus au centre quand on a 10 ou 15 % d'électeurs à sa droite. Il faut prendre en compte la diversité. Nous devons être les fantasmes de l'unité française et être présents dans toutes les élections sous nos couleurs ».

M. Edouard Balladur demande : « Ne laissons pas croire qu'opposition et majorité, c'est la même chose. Relançons le débat idéologique. » Il demande aussi : « Qui dans l'opposition a aujourd'hui envie d'une fusion ? Alors, n'en parlons plus. Soyons le pivot et le moteur de l'union. » Il approuve un amendement de M. Godfrain pour développer des propositions sur la participation. Pour M. Pons, « il sera toujours trop tôt pour la fusion » et pour M. Sarkozy « ce ne peut être qu'un objectif lointain ». M. Barzach demande « plus de rassemblement contre les socialistes et contre l'extrême droite ».

M. Philippe Séguin intervient alors : « Ce n'est pas de nous épuiser à chercher à nous faire des idées nouvelles. Tout ou presque a été dit et

redit. Montrons notre capacité à mettre nos idées en accord avec nos idées. » Il cite : « Le social, qui n'est plus la seule conséquence de l'économie mais qui doit se retrouver sur le même plan. L'investissement social devient l'un des plus urgents et des plus nécessaires. »

M. Séguin évoque l'opposition en reprenant le concept de « recomposition » qui consisterait à « créer une sorte de bipolarisation avec l'essentiel du CDS et d'autres formations dont la nôtre qui constituerait un pôle social, libéral, humaniste, tandis que les autres formations constitueraient une confédération d'aspirations plus conservatrices. L'opposition sortirait brisée de cette aventure. C'est pourquoi la recomposition est brièvement encouragée par la gauche. L'objectif en revanche doit être une opposition saine et organisée. Elle doit admettre et même encourager sa diversité. Deux conditions doivent être remplies : la mise en place progressive de liens organiques entre les formations de l'opposition et la désignation d'un candidat unique à l'élection présidentielle. Il précise : « Il n'est ni réaliste ni opportun de vouloir réaliser la fusion de nos familles politiques. » En conséquence, approuvant la réforme proposée, M. Séguin affirme : « Ceux qui ont voulu la rénovation, surtout eux, n'auraient pas le droit de ne pas apporter leur concours à une demande qui est précisément celle qu'ils ont souhaitée. » Il conclut : « Je n'ai jamais eu le sentiment que l'union était à l'agonie. J'ai la conviction qu'il peut être ce soir plus fort et résolu que jamais depuis long-

temps », et, exprimant une confiance appuyée à M. Chirac, il le fait longuement applaudir.

M. Pasqua expose ensuite son projet de « primaires à la française » et celui d'un « référendum d'initiative populaire » pour permettre la participation massive des citoyens à la vie politique.

M. Estroff, député des Alpes-Maritimes, dénonce « l'extrême droite, qui joue le rôle de pompe aspirante de notre électorat », et demande que « l'on prenne en compte le message d'inquiétude de nos électeurs, sans lesquels un président de la République venant de l'opposition ne sera jamais élu ».

Fidélité à l'idéal gaulliste

En conclusion, M. Chirac rappelle la fidélité du RPR à l'idéal gaulliste, sa vocation « à rassembler et à se distinguer du socialisme », sa stratégie « d'union de l'opposition, message reçu des électeurs, dimanche 18 juin », et ajoute : « Bien entendu, il existe dans le RPR des sensibilités diverses, des courants qui ne doivent pas être considérés comme un désordre à réprimer mais comme une richesse ».

Mises aux voix, et après un scrutin à bulletins secrets, les motions sont adoptées. La première sur la « France rassemblée » — sorte de charte idéologique — recueille 256 voix contre 8 ; la deuxième, sur l'organisation de l'opposition, 250 contre 13, et la troisième, sur la réforme interne du RPR, 249 contre 12.

M. Evrin retire son amendement sur la convention des médecins

Les députés ont adopté en première lecture, jeudi 22 juin, le projet de loi portant diverses dispositions relatives à la Sécurité sociale et à la formation continue des personnels médicaux hospitaliers, présenté par M. Claude Evrin, ministre de la Santé et de la Protection sociale. Face à l'opposition conjuguée des groupes UDF-RPR-UDC et communiste, M. Evrin a dû retirer son amendement sur la convention des médecins, actuellement en cours de négociation.

Cet amendement disposait que, en l'absence d'accord national entre les syndicats médicaux représentatifs avant le début du mois de juillet, les tarifs médicaux seraient fixés par des conventions

départementales conformes à une convention-type adoptée par décret. Le premier ministre, qui avait obtenu au cours du conseil des ministres du mardi 20 juin l'autorisation d'engager la responsabilité de son gouvernement sur ce projet (article 49-3 de la Constitution), a donc renoncé à recourir à cette procédure. Le 13 juin, le gouvernement avait déjà décidé de retirer la discussion de ce projet de loi de l'ordre du jour de l'Assemblée (le Monde du 15 juin). Déposé de cet amendement, le texte a été adopté par les seuls députés socialistes, l'UDF, le RPR et l'UDC s'abstenant, tandis que le groupe communiste maintenait son opposition.

Si l'opposition était dès lors prête à accueillir favorablement le projet de loi, le groupe communiste lui restait en revanche obstinément hostile. M. Muguette Jaquinot (PC, Seine-Saint-Denis) et M. Gilbert Millet (PC, Gard) défendirent des amendements de suppression de plusieurs articles du texte, notamment de l'article premier qui protège le mandat des membres des conseils d'administration des caisses du régime général de Sécurité sociale jusqu'à une date, fixée par décret, qui pourra être postérieure au 31 mars 1991. L'allongement temporaire de la durée des mandats doit permettre selon le rapporteur du projet, M. Charles Metzinger (PS, Moselle), de régler la question d'une éventuelle réforme du mode de désignation de ces membres, souhaitée par plusieurs syndicats, à l'exception de la CGT. Pour M. Jaquinot au contraire, cet article « fait planer un doute sur la volonté du gouvernement de maintenir un système d'élection ».

Toujours sans le soutien des communistes, les députés ont adopté un article établissant un seuil minimal de dépenses de formation médicale continue dans les hôpitaux publics. Ce taux s'établit à 0,5 % de la masse salariale des praticiens dans les centres hospitaliers régionaux faisant partie d'un centre hospitalier universitaire, et à 0,75 % dans les autres établissements d'hospitalisation publics.

PASCALE ROBERT-DIARD.

« Epée de Damoclès »

Le risque était grand, en tout cas en début de séance, de voir adopter par l'ensemble de l'opposition la « question préalable » déposée par le groupe communiste et tendant à constater qu'il n'y avait pas lieu à débattre sur ce projet de loi. Avant que cette question ne fût soumise à vote, les députés socialistes demandèrent une suspension de séance pour s'entretenir de l'amendement avec M. Evrin. De retour dans l'hémicycle, celui-ci exposa longuement les objectifs du gouvernement sur la maîtrise des dépenses de santé. « Il appartient aux parlementaires conventionnels de répondre à cet objectif. Il n'est pas simple, mais l'ensemble des organisations syndicales y est sensible ».

Toutefois, précisait M. Evrin, si un tel accord n'est pas scellé au début du mois de juillet — date de l'échéance de l'actuelle convention — « le gouvernement va se trouver devant un vide juridique ». Toujours selon M. Evrin, l'amendement n'est destiné qu'à donner au gouvernement un « filet législatif », en permettant la signature de conventions départementales. Le ministre de la Santé précisait également que « depuis que cette épée de Damoclès pèse sur la discussion conventionnelle, elle a fait un peu avancer les choses ». Cet « espoir » renouvelé dans le succès des négociations en cours et le « souci de voir l'Assem-

La transparence du marché financier

Les députés ont adopté en seconde lecture, jeudi 22 juin, le projet de loi relatif à la sécurité et à la transparence du marché financier, présenté par M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'Economie et des Finances. Les groupes PS, RPR, UDF et UDC ont voté pour. Le PC, qui s'était abstenu en première lecture, a décidé cette fois de se prononcer contre le texte, en estimant qu'il avait « changé de nature ».

Les élus communistes ont réagi tardivement à l'amendement. M. Christian Pierret (PS, Vosges), rapporteur du projet au nom de la commission des finances, avait fait adopter lors du premier examen du texte par l'Assemblée. Cet amendement, glissé au dernier moment le 19 avril, supprimait pour les organismes de placement collectif (SICAV et fonds communs de placement) l'obligation de distribuer les revenus de l'épargne. En permettant désormais la capitalisation des intérêts tirés des obligations, cette disposition aligne la fiscalité française sur les régimes des autres pays européens (le Monde du 21 avril). Pour M. Fabien Thirion (PC, Nord), un tel amendement modifiait profondément le projet de loi, qui, « au départ, était fait pour lutter contre des affaires financières et qui est maintenant devenu un instrument de développement du marché spéculatif ».

Les députés ont rétabli l'ensemble des dispositions qui avaient été modifiées ou supprimées en première lecture par le Sénat. Ils ont en particulier réintroduit dans le projet de loi les pouvoirs de sanctions pécuniaires directs de la Commission des opérations de Bourse (COB), que les sénateurs avaient jugés inconstitutionnels. Les modifications apportées par le Sénat à la composition des membres de la COB ont été en revanche partiellement maintenues : les députés ne sont pas revenus sur

le nombre des membres (sept initialement, huit après la lecture par le Sénat), mais ils ont supprimé l'amendement sénatorial tendant à rétablir la présence d'un commissaire du gouvernement désigné par le ministre de l'Economie auprès de la COB. Cette disposition, qui figurait dans la rédaction initiale du projet, avait été supprimée à l'initiative de M. Michel d'Ornano (UDF, Calvados), avec le soutien du groupe socialiste.

Les députés ont également supprimé l'amendement TFI adopté par les sénateurs, qui élevait à 35 % (au lieu de 25 % actuellement) le seuil maximum de capital qui pouvait être détenu par un seul actionnaire. Les sénateurs avaient justifié leur décision par la volonté de donner à l'un des actionnaires d'une chaîne de télévision inscrite à la cote officielle ou à celle du second marché (TFI et Canal Plus) une minorité de blocage. Estimant que le premier impératif aujourd'hui restait d'éviter la domination d'un seul actionnaire dans une société de télévision, M. Bérégovoy et M. Pierret se sont opposés à cet amendement, tout en notant que le problème spécifique des sociétés de télévision cotées en Bourse « devrait être réglé dans les prochains mois ».

Enfin, les députés ont repris à leur compte l'amendement déposé par M. Etienne Daillat devant le Sénat, et approuvé par le gouvernement, tendant à supprimer l'autocotisation du capital au sein d'un groupe de sociétés cotées. Limitée depuis la loi de 1985 à 10 % du capital, cette possibilité d'autocotisation ne présente pas, selon M. Bérégovoy, « une bonne défense du capitalisme français, mais, au contraire, elle est un signe de la faiblesse d'un capitalisme sans capitaux, sans actionnaire ». Mais afin de permettre aux entreprises de s'adapter à cette nouvelle règle sans trop s'affaiblir, les députés ont repoussé d'un an la date de son entrée en vigueur (1^{er} juillet 1991 au lieu de 1990).

P. R.-D.

JOURNAL D'UN AMATEUR, par Philippe Boucher

Si l'on était à craindre que la comparaison fût délicate pour l'intéressé et déplacée, voire ridicule, pour son auteur, il serait tentant de juger que le discours prononcé mardi soir par le bienheureux de la République, M. Mitterrand, est à la fois le discours de Bayeux pour Charles de Gaulle.

A cela, près que l'un se soucie aujourd'hui de condition humaine pour en célébrer les droits et décrier la difficulté de leur incessante conquête, cependant que l'autre était, en 1946, tout à l'Etat pour en invoquer les prérogatives et dénoncer ses déficiences. Mais sans doute faut-il voir dans ces différences de la pensée celles des natures de chacun et celles des époques où ils se faisaient entendre.

Charles de Gaulle, homme du dix-neuvième siècle dynastique autant que du vingtième, avait en tête de fournir à son pays un régime politique à peu près accepté par tous et donnant à la France le moyen de se gouverner. Lorsque le droit lui en fut reconnu, il établit, en deux temps, une monarchie élective. Quel qu'on pense de sa police maitresse rapportée après coup, l'élection au suffrage universel du chef de l'Etat, la Constitution de 1958-1962 en est la traduction. Y compris aux yeux de celui qui a trop aspiré à la fonction de président de la République pour reculer la procédure qui lui a permis d'y parvenir, ou rejeter davantage qu'en parole et par un usage révoquant le pouvoir démocratiquement absolu dont elle est assortie.

M. François Mitterrand, homme de la Révolution autant que de son temps, y cherche où sont, pour ses concitoyens et ses contemporains, les motifs d'insatisfaction et même, de révolte. C'est le sens que l'on peut prêter à ce discours du 20 juin, qui est un regard sur l'Histoire : celle qui, bien ou mal, conduit, est à naître.

Elles ont des analogies. Pas plus qu'il n'existe, deux cents ans après, d'accord sur le déroulement et le bien-fondé de la Révolution, ni même sur ses objectifs ou sur ses résultats, ni l'apparait de communautés sincères sur la place et le rôle des hommes dans les sociétés de l'ère que l'on dit « post-industrielle » en négligeant quelque peu les nations pour qui l'industrie est encore un avenir.

FUT-CE à grands traits, mais une allocution n'est pas une démonstration en Sorbonne. M. Mitterrand a défini une manière de partage des eaux appliquée à la Révolution. Mais les partager, c'est aussi les accepter toutes : « la Constitution, puis la Convention, l'Assemblée législative, puis la Convention, les architectes de la même révolution », selon l'expression, de Sadi-Carnot, celui de ses prédécesseurs qui fut en charge du premier centenaire.

Convenant, sur les pas de Saint-Just, qu'est arrivé un moment où la Révolution s'est « glacée », il en tire une question si simple et si générale qu'elle ne sera tenue pour plate et provocante que par les imbéciles et les obtus : « Pouvait-il en être autrement ? »

En d'autres termes, s'il ne faut pas reculer devant l'explication, mais reconnaître « les fautes, les excès ou les crimes », il ne saurait être question de tenir le discours de l'excuse ou des circonstances atténuantes, de « pleurer la Révolution » ou d'implorer qu'on la tolère. Et quel souffle, bon Dieu ! pour une

réflexion dont nul élément n'est là par inadvertance tant les s'élevaient les uns les autres.

Que la Révolution, au travers du secours de M. Mitterrand, redresse l'échine, comment ne pas en être fier ? Car, ainsi que cela fut, en 1989, pour le premier, le deuxième centenaire donne plutôt l'impression d'une mise en accusation que d'une commémoration. On ne pousse pas l'insolence jusqu'à écrire « célébration ».

On pourrait dire ce qu'observait (1), un siècle auparavant, un universitaire oublié : « C'est en ce moment même que les attaques contre la Révolution française redoublent de violence — on oublie volontiers les biens dont elle a été, et sera la source féconde. » M. Thénard, « professeur au lycée Hoche », ajoutait : « Il faut se résigner à ces débats et rien ne doit décourager les hommes qui veulent à tout prix acquitter la dette de la reconnaissance envers la génération qui a lutté pour nous. »

Où, aujourd'hui, qui tient le haut du pavé pour parler de la Révolution, sinon ceux qui la vomissent comme M. Pierre Cheu (celui-là au point d'en perdre le sens commun) ou M. Philippe de Villiers (qui ne devrait pas tarder à nous chanter des couplets sur « la gueuse », ainsi qu'on nommait la République il n'y a pas si longtemps) ; ou bien qui s'en saisissent avec des pincettes et le décrivent avec des mines de dame déclassée ; ou bien encore ceux qui cachent leurs sentiments parce que leurs fonctions les obligent à avancer masqués.

Révolution

En 1989, pour 1789, les modérés parlent aux modérés et les froussards aux dégoutés. M. Mitterrand cite Saint-Just ? Quelle audace ! M. Arpeillange organise à la charcuterie un spectacle où sont dits des discours de Robespierre, dont celui de mai 1791 contre la peine de mort ? Quelle folie ! Ou il a tristement raison le président de la République de se demander si, « à distance », les adversaires de la Révolution n'ont pas « repris espoir ».

On nous dit : la Révolution est une période effrayante où vous n'auriez pas survécu. Et la période de la Résistance entre 1940 et 1945, était-elle donc si plaisante ? Faudrait-il en condamner le principe et l'issue parce qu'elle fut, aussi, souffrance et excès ? Faudrait-il ne jamais souhaiter que ce calme plat qui maintient intactes les légalités et les injustices et, parce qu'il les protège, en permet l'accroissement et la triomphie ? Faudrait-il ne jamais prêter que cette éternité des choses qui ne profite qu'à ceux qui ont le temps ?

C'est ce que refuse M. Mitterrand dans ce discours, qui est aussi une « Lettre à nos concitoyens » (et elle vaut l'autre...), pour reprendre la trouvaille d'un jeune homme point dépourvu d'esprit. C'est ce qu'il refuse en citant Victor Hugo, pour qui il y avait

« encore plus de terre promise que de terrain gagné » ; en invoquant Clemenceau, pour qui une société du silence était plus dangereuse que sa parole qui discute.

Alors, souriront les sceptiques, depuis Clemenceau, les Français ont appris à s'aimer ; depuis Victor Hugo, il est intervenu tant de changements qu'il n'est plus nécessaire d'en prévoir. On peut le penser, au point de la soutenir de bonne foi et de l'avoir lui-même imprudemment supposé.

C'est vrai que l'égalité est à peu près dans les lois, mais elle n'est pas dans la vie, et encore moins dans les coeurs. Qui, entre tant d'exemples, peut méconnaître que l'incrimination du racisme par la loi n'est qu'un tout petit pas, une faible levée pour qu'il s'efface des têtes et des comportements ? Peut-on douter que l'esprit de privilège, dans le sens qu'il avait en 1789, plus fort et plus pernicieux que les ordinaux « avantages », ne soit encore d'actualité ? La recherche des privilèges ne se traduit-elle pas iso facto par un certain contentement à l'exclusion ? A plus forte raison si les exclus n'en portent pas nécessairement l'éducation et qu'ils sont, dès lors, plus nombreux que ne l'avouent de rassurantes statistiques ?

L y a tout de même un « hic » dans ce discours qui mériterait l'affichage, selon un rite des assemblées révolutionnaires qui s'est, hélas, perdu. Cette société inerte qui repousse M. Mitterrand, parce qu'elle serait indifférente à sa mémoire, avertit de débats et, ainsi, dangereuse pour la démocratie, n'est-ce pas celle qui le présidé ?

Les références (bien plus que les citations) dont il s'est entouré comme d'une haine d'honneur ne vont-elles pas tout au contraire de la société française et des malheurs-mots de la société française et des malheurs-mots de la société française, qu'elle avait de tout le monde, pêcher sans cesse chez l'adversaire plutôt que chez ses proches, avoir peur du conflit comme de la peste noire, favoriser l'adversaire de préférence à l'illé, faire risquer au rival et tancer le compagnon, compromettre et compromettre encore ? Est-ce là la poursuite d'une société vivante et faisante fruit, conformément à son génie, de ses antagonismes ?

Alors, si la philosophie du président de la République correspond si mal à la réalité, à quel discours s'adresse-t-il, à qui imputer ce décalage et à qui demander qu'il cesse ?

PS. Algarade de M. Jacques Pons, de Paris, ancien élève de l'Ecole des chartes, pour avoir employé l'expression vulgaire (la semaine dernière, dans « Chirac ») : « d'autant plus vive, l'algare, qu'elle avait déjà été infligée à un confrère du monde qui s'était baigné en gardé de se servir ses petits camarades. D'une lettre venant, il ressort que vulgum pecus est un barbare, au motif que vulgum n'existe pas, mais vulgus, qui est un substantif neutre ; que pecus est aussi un non-sens et une faute de morphologie ». Il faut donc, supplie M. Pons, écrire profanum vulgus. Soit, sans garantie. Mais qui se plaindra que la France contemporaine soit dépourvue de querelles ?

(1) Dans sa présentation d'un ouvrage, déjà cité ici il y a quelques mois, consacré aux cahiers de doléances des paroisses du bailliage de Vézelay et de Meaun.

مكتبة الامم المتحدة

Société

JUSTICE

Au tribunal de Pontoise

Le berger allemand du brigadier Baudon, arme par destination

M. Michel Baudon, brigadier de police, a été condamné, jeudi 22 juin, par le tribunal correctionnel de Pontoise, à six mois de prison avec sursis pour coups et blessures volontaires « avec arme ». L'arme, pourtant, n'était pas son arme de service. Elle ne figurait pas parmi les pièces à conviction. Il s'agissait... d'un chien de police, un berger allemand, nommé Olan, que le brigadier utilisait en sa qualité de maître-chien.

Personne ne semble capable de dire exactement quel incident fut à l'origine des faits survenus le 23 décembre 1987. S'agissait-il d'un simple attroupement sur l'avenue du 8-Mai-1945, à Villiers-le-Bel (Oise), ou d'un début de rixe entre deux bandes rivales ? Quoi qu'il en soit, la police se rendait sur place vers 21 heures. Le brigadier Cellis parlait avec les jeunes gens rassemblés. Il semble qu'il était parvenu à ramener le calme lorsque des cris éclatèrent, provenant d'un centre commercial tout proche. Un jeune homme de race noire venait d'être mordu par un chien dirigé par un policier. Une bagarre suivit, au cours de laquelle plusieurs per-

sonnes étaient mordues à leur tour et d'autres blessées légèrement, dont trois policiers. Une fillette de treize ans était bousculée par un sous-brigadier qui la faisait tomber sur une vitrine, la blessant sérieusement à un coude, parce qu'elle avait osé intervenir pour défendre sa tante.

Dès lors, la situation est devenue confuse et, les débats à l'audience n'ayant pas été plus clairs, il n'a pas été possible de restituer une véritable chronologie des incidents qui ne se sont terminés qu'après l'intervention de près de quarante policiers.

Le brigadier Baudon a sa version : « J'ai envoyé mon chien car les fonctionnaires étaient en difficulté ». Le sous-brigadier Claude Houzelle a renchéri : « C'était pour notre propre sécurité et celle de notre matériel ». Mais, pour lui, il ne s'agit pas de morsures car il estime que l'animal n'a fait que « grignoter », ce que le maître-chien a confirmé en se livrant à une savante étude sur la pression des mâchoires de l'animal, qui peut, selon son expérience, atteindre 800 kilos par centimètre carré s'il n'est pas contrôlé. M. Houzelle ne formellement avoir bousculé la fillette, tout comme il a contesté avoir dit au chien de son collègue : « Tu n'as pas bouffé assez de Noirs. T'es bien mangé mais pas assez de Noirs ».

trai a dénoncé « l'absence de toute autorité sur les lieux » en regrettant qu'aucun officier de police ou même le commissaire n'ait pas été immédiatement présent. Il a demandé huit mois de prison avec sursis contre le maître-chien et six mois de la même peine contre M. Houzelle.

« On a voulu faire un procès d'opinion », a protesté M. Marc Farge, défenseur des policiers, avant de considérer que la circulaire du 25 avril 1986, relative à l'usage de chiens, précise qu'il peut se faire toutes les fois que les policiers se trouvent menacés. Mais, surtout, il a relevé que les plaignants étaient des « délinquants », comme s'il s'agissait d'une justification du comportement de ses clients.

« Une gamine de treize ans a été blessée, un gosse de quinze ans a été agressé et mordu dans des condi-

tions qui soulèvent le cœur », avait rappelé M. Bernard Triot, conseiller des parties civiles, en s'insurgeant contre les propos racistes imputés à M. Houzelle. Sur ce point, il n'a pas été suivi : le sous-brigadier a été relaxé du délit d'injure raciale. Cependant, le policier a été condamné à six mois de prison avec sursis pour coups et blessures volontaires envers la fillette, une peine qui, comme celle de son collègue, se trouve désormais amnistifiée.

Depuis les faits, la jeune Christelle n'a pas beaucoup grandi. Lorsqu'elle s'est avancée vers la barre, elle s'est hissée sur le micro pour dire seulement d'une petite voix : « Depuis que c'est arrivé, j'ai un peu peur de la police ».

MAURICE PEYROT.

193 victimes en mars 1987

Huit inculpations après le naufrage du ferry « Herald-of-Free-Enterprise »

Trois anciens directeurs de la compagnie maritime britannique P and O Europeans Ferries et quatre membres d'équipage qui étaient à bord du *Herald-of-Free-Enterprise* ont été inculpés, le 22 juin, d'homicide involontaire. Le naufrage du ferry, le 6 mars 1987, devant le port belge de Zeebrugge avait causé la mort de 193 personnes. Le navire avait appareillé alors que toutes les portes des rampes d'accès n'étaient pas fermées.

La société P and O, qui avait racheté Townsend-Thoresen, propriétaire du navire quelques semaines avant l'accident, avait reconnu s'être rendue coupable de négligence lors de l'enquête officielle. Elle sera également poursuivie sous le même chef d'inculpation, s'il est prouvé à Londres de source judiciaire.

Les inculpés sont le capitaine David Lewry, son adjoint Leslie Sable, le quartier-maître, John Kirby, le maître d'équipage adjoint Mark Swain — qui avait oublié de fermer les portes du ferry — ainsi que Wallace Ayres, Jeffrey Devlin et John Alcinder, trois anciens directeurs de P and O. — (A.F.F.)

Droit à l'erreur

Certains témoins ont affirmé le contraire, mais ceux qui se trouvaient les mieux placés pour décrire les faits n'avaient pas été cités. C'était le cas notamment du brigadier Cellis, dont la présence à la barre semblait pourtant indispensable. Il a fallu se contenter d'une lecture de ses déclarations alors que M. Albert Garcia, directeur départemental de police urbaine du Val-d'Oise, est venu pour évoquer « le droit à l'erreur » en insistant sur le climat d'insécurité qui régnait à Villiers-le-Bel. M. Harlem Desir, président de SOS-Racisme, a d'ailleurs admis que « la mission de la police était difficile », avant d'ajouter : « Mais la pire des choses serait que s'établissent entre les policiers et les jeunes des rapports qui relèvent de l'affrontement entre bandes ».

Pour M. Gilles Bottine, substitut du procureur de la République, cette affaire révèle surtout « l'incompétence dans la gestion d'une situation difficile ». Le magis-

Un père poursuit sa fille après une émission télévisée

Inceste et diffamation

A la suite de l'émission de TF1 « Méditations » du 27 mars dernier, sur les abus sexuels dont sont victimes des enfants, MM. Patrick Le Lay, président de la chaîne, François de Closets, journaliste et producteur, ainsi que Mme Claudine J., qui a participé à cette émission, comparaissent, jeudi 22 juin, devant le tribunal correctionnel de Saint-Brieuc sur plainte en diffamation de M. J., père de Claudine. Cette dernière avait accusé à l'écran de l'avoir violée dans son enfance. Le jugement, mis en délibéré, sera rendu le 13 juillet prochain.

Claudine J. avait accusé, mais sans indication permettant de le reconnaître, son père de lui avoir fait subir des services sexuels dès l'âge de neuf ans et pendant plusieurs années. Le père, qui, à l'époque, n'habitait pas Saint-Brieuc, a estimé que son entourage avait pu l'identifier et avait porté plainte contre sa fille en diffamation. Claudine, de son côté, avait déposé plainte à son tour pour des violences ayant eu lieu à une époque non couverte par la prescription.

Dès le début de l'audience, le président du tribunal, M. Jean-Baptiste Douchy, a rappelé qu'il est interdit de rendre compte d'un procès en diffamation lorsqu'il s'agit de vie privée. Claudine est arrivée au tribunal entourée d'un groupe de femmes militantes du collectif féministe contre le viol, venu la soutenir. « Je m'attendais à la plainte de

mon père, a-t-elle expliqué avant l'audience. Ce qui m'angoisse le plus, c'est que je vais être obligée de le revoir. »

Avant d'entrer au tribunal, le père a déclaré de son côté : « Depuis l'émission, je ne vis plus. On me regarde de travers. Les gens ont cru à cette affaire. Je demande que la vérité soit faite. »

La vérité sera cependant difficile à établir, puisqu'on ne peut faire la preuve de faits diffamatoires remontant à plus de dix ans et donc couverts par la prescription. C'est pourquoi les associations féministes demandent qu'en matière d'abus sexuels envers les enfants le délai de prescription cours à partir de l'âge de la majorité, soit dix-huit ans.

« Il faut que la société pose clairement l'inceste comme un interdit », a souligné Mme Michèle André, secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes, qui s'était déplacée à Saint-Brieuc mais qui n'avait pas voulu assister à l'audience. « Que tous ceux qui entourent les enfants soient des adultes et des yeux et le courage d'aller voir un juge. Les enfants ont besoin du courage des adultes. »

« Peut-être », s'interrogeait de son côté le président du tribunal au terme de huit heures de débat, faudra-t-il rendre imprescriptibles les crimes contre l'enfance. »

RELIGIONS

La mosquée de Lyon sera construite sur un site contesté

LYON
de notre bureau régional

La mosquée de Lyon, dont le projet est en chantier depuis neuf ans, devrait voir le jour avant la fin de l'année. La nouvelle municipalité, dirigée par M. Michel Noir (RPR), entend faire appliquer la décision de construire ce lieu de culte musulman, qui avait été prise en 1985, mais mise en sommeil sous la pression d'une partie de la population.

Les élus ont créé la surprise en annonçant, mercredi 21 juin, que l'édifice prendra place sur le premier site envisagé pour sa construction, boulevard Finel, dans le huitième arrondissement, où l'ancien maire, M. François Colcomb avait rencontré une très vive résistance.

Un autre emplacement avait été trouvé, toujours dans le huitième. Mais notamment moins séduisant : situé à l'extrême limite de la ville, à côté d'un hôpital psychiatrique, l'endroit est mal desservi par les transports en commun et relativement bruyant en raison de la proximité de plusieurs voies ferrées.

« Construire la mosquée ici aurait été indigne », a déclaré M. Alain Jakubowicz.

En 1980, l'ancien maire de Lyon avait répondu favorablement à la demande de construction d'un lieu

de culte, formée par l'Association culturelle lyonnaise islamique-française (ACLIIF). Trois ans plus tard, le conseil municipal avait, à l'unanimité, consenti à celui-ci un bail de quatre-vingt-dix-neuf ans et la mairie avait délivré un permis de construire.

Un « groupe de défense des habitants » s'était constitué et avait attaqué le projet devant le tribunal administratif de Lyon. Celui-ci lui avait donné raison pour trois motifs d'ordre urbanistique. Un nouveau permis de construire avait été accordé en 1986, attaqué à nouveau, mais cette fois valide.

Après que la bataille était gagnée, l'ancienne municipalité décidait... de faire marche arrière, et proposait l'autre emplacement qui suscita le même tollé. En 1987, M. Colcomb baissait les bras, et le projet restait au point mort pendant deux ans.

La mosquée, conçue par deux architectes lyonnais, occupera 2400 m². Elle devrait coûter un peu plus de 50 millions de francs qui seront pris en charge par des pays musulmans et les fidèles de la région. La ville ne peut pas intervenir dans le financement, sa seule participation consistant dans la mise à disposition du site loué, en 1983, un franc symbolique.

RAFAELE RIVAIS.

REPÈRES

Enseignement

Le SNES prépare une semaine nationale d'action

La direction du Syndicat national des enseignants du second degré (SNES FEN), proche du Parti communiste, sort renforcée des élections internes pour la Commission administrative nationale. La tendance socialiste s'affaiblit. Les résultats, donnent 73,21 % (soit 1,20 % de plus qu'en 1987) pour la tendance Unité et action, qui dirige le SNES depuis 1987, contre 14,09 % (— 1,10 %) pour l'Unité, l'indépendance et la démocratie, la tendance majoritaire à la FEN. Les tendances Ecole émancipée (extrême gauche) et l'indépendance syndicale et Unité (trotskyste) restent stables, avec respectivement 11,15 % et 1,55 %.

Le SNES, a, d'autre part, décidé d'organiser une « semaine nationale d'action syndicale et de réflexion » dès le 5 septembre, jour de la rentrée, pour dénoncer les conditions de vie et d'études « dégradées » par rapport à l'an dernier, les effectifs trop faibles et la suppression de postes en collèges. Des initiatives locales pourront aller jusqu'à « refus de commencer l'année scolaire ».

Le SNES organisera, les 7 et 8 octobre, un colloque national sur les contenus d'enseignement.

Sida

Sur la plage, des seringues

Trois jeunes enfants se sont accidentellement piqués ces jours derniers avec des seringues abandonnées sur les plages de Cap-d'Al et de Cannes. Compte tenu des risques de contamination virale, ils devront subir durant plusieurs mois des examens de dépistage de l'hépatite virale et du sida. Plusieurs municipalités concernées ont décidé de renforcer les mesures de nettoyage des plages.

Pour sa part, M. Jacques Médecin, maire de Nice, a également annoncé des mesures de dissuasion pour les « routards » et les toxicomanes qui dorment sur les plages. M. Jacques Médecin a déclaré : « Je ne vois pas comment on peut surveiller sur la plage des drogués, et, puisqu'on ne peut assurer une surveillance nocturne aussi efficace que le jour, nous allons faire en sorte de déloger, la nuit, ceux qui couchent sur les plages. »

● ECHECS : Karpov battu deux fois de suite. — Stupeur au Tournoi de Rotterdam comptant pour la Coupe du monde d'échecs : Karpov, en tête depuis le début grâce à un parcours admirable (sept victoires, cinq nulles) a subi deux défaites consécutives dans les troisième et quatrième rondes, face à Salov, dix-sept ans, et à Ljubojevic et ce avec les Blancs dans les deux cas. A une ronde de la fin, il est rejoint à la première place par Timman (9,5). Les deux joueurs sont suivis par Vaganian (8,5), Van der Wiel (8), etc.

POLICE

Excès de zèle à l'IGS

L'inspection générale des services (IGS) ne connaît ni privilèges ni amis. Le 14 juin dernier, mue par le seul sentiment du devoir à accomplir pour retrouver les auteurs d'un vol, elle a procédé à une descente au bureau des cartes grises de la préfecture de police.

Local où sont quotidiennement maniées de grosses sommes d'argent, le bureau des cartes grises est parfois le lieu de petits larcins. Depuis deux mois, plusieurs vols avaient ainsi été commis. Ce 14 juin, donc, à la suite d'une nouvelle disparition de 1 000 F, une dizaine de policiers de l'IGS ont examiné toutes les armoires du personnel et se sont livrés à une fouille « approfondie » — c'est-à-dire à corps — d'une quarantaine de fonctionnaires des services administratifs, en majorité des femmes, brusquement raménées au rang de suspects ordinaires un soir de rafle dans un quartier chaud. L'argent n'a cependant pas été retrouvé. Il devait être découvert, le lendemain, dans une armoire où une main anonyme s'en était délestée.

L'affaire a provoqué un certain émoi parmi les personnels de la préfecture et, sur l'initiative de la CFTD, une pétition de protestation a été signée par un millier de fonctionnaires. Le même syndicat a été reçu en audience par le préfet de police, M. Pierre Verbrugghe. Ce dernier n'a pu que reconnaître l'impair commis par l'IGS. Le lendemain, il présentait ses excuses au personnel.

G. M.

M. Gilbert Carrère nouveau directeur du cabinet de M. Pierre Joxe

M. Gilbert Carrère, actuellement préfet de la région Rhône-Alpes, devrait être nommé, en prochain conseil des ministres directeur du cabinet de M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, en remplacement de M. François Roussely, nommé directeur général de la police nationale (le Monde daté du 1^{er} et 2 juin).

(Né le 26 février 1925 à La Moutjoie (Lot-et-Garonne), M. Gilbert Carrère a fait sa carrière dans l'administration chef de cabinet du préfet du Loiret, puis directeur de la protection civile au ministère de l'Intérieur avant d'occuper divers postes en Algérie, de 1959 à 1962, date de l'indépendance. Par la suite, M. Carrère fut notamment chargé de mission au secrétariat général de la présidence de la République (1967-1970), conseiller technique à ce même secrétariat général (1973) et, à ce titre, à l'Assemblée nationale (1974-1979), de la région Limousin et de la Haute-Vienne (1979-1981), d'Ille-et-Vilaine (1981-1983), de Bretagne (1981-1983) et enfin, depuis 1983, de préfet, commissaire de la République de la région Rhône-Alpes et du département du Rhône.]

ENVIRONNEMENT

Sécheresse persistante dans le Sud-Ouest

Vive l'été pourri !

TOULOUSE
de notre envoyé spécial

A l'agence de l'eau Adour-Garonne, qui réunit son conseil d'administration vendredi 23 juin, on est inquiet. « Nappes alluviales basses, stock de neige défectueux, débit des cours d'eau réduit, réservoirs insuffisamment remplis », constate une note rédigée à la veille du conseil. A défaut de prévisions, puisque la météorologie nationale est en grève, les experts se penchent sur le passé et commencent à redouter le pire. « Si l'on n'a pas un « été pourri » pour rattraper le retard pluviométrique, on peut craindre une sécheresse aussi dure qu'en 1986 (plus grave dans le Sud-Ouest qu'en 1976), dit M. Jean-Luc Redaud, le directeur de l'agence. On pourrait même revoir la sécheresse record de 1949. »

A lui seul, le mois de mai a déjà atteint ce record. Si bien que les pluies d'avril — et la neige dans les Pyrénées — ont été complètement effacées dans les statistiques. « Il a fait si chaud dans les Pyrénées en mai que 40 % de la neige s'est volatilisé par sublimation », précise un technicien. Un hiver exceptionnellement doux et sec, des pluies limitées au mois d'avril, des mois de mai et juin caniculaires : tout est en place pour la grande soif dans le Sud-Ouest. Le déficit de pluie, cumulé depuis août 1988, est éloquent : 135 mm à Toulouse au lieu de 560 mm ; 260 mm à Bordeaux au lieu de 810 mm ; 200 mm à Cognac au lieu de 565 mm.

Est-ce pour autant la déolation dans le Sud-Ouest, soudain transformé en dust bowl (bol de pou-

sière) comme dans l'Oklahoma des années 30 ?

On n'en est pas là. Lorsque le secrétaire d'Etat à l'environnement, M. Brice Lalonde, est venu inaugurer deux nouvelles passes à poissons sur les barrages EDF qui coupent la Garonne à Toulouse, le 22 juin, il a pu constater que le fleuve avait encore de l'eau — 80 mètres cubes à l'heure, ce qui est presque normal en cette saison. Le maire de Toulouse, M. Dominique Baudis, n'est d'ailleurs pas inquiet pour l'alimentation de sa ville en eau potable, bien que, comme Marmande, elle puise directement dans la Garonne. « En 1986, on avait très peur parce qu'on arrivait à seulement 25 ou 30 mètres cubes, se rappelle-t-il. Mais nous avons pu fournir sans interruption. »

En Aquitaine, où les grandes exploitations de maïs arrosent leurs plantations avec l'eau de la nappe phréatique — toujours abondante, — on ne se tourmente guère non plus. On a pris l'habitude d'exploiter sans pratiquement regarder l'état du ciel. Mais tel n'est pas le cas en Poitou où dans le Lauragais, les régions actuellement les plus touchées par la sécheresse. Dans les départements de la Charente et de la Vienne, on a très vite pris des mesures de rationnement, en interdisant le lavage des voitures et l'arrosage des jardins. « Ces limitations n'ont guère d'effet sur la consommation générale d'eau, précise M. Henri Hornus, directeur technique de l'agence Adour-Garonne, mais cela fait mieux passer les restrictions imposées aux agriculteurs. »

Dans la montagne noire du Lauragais, à cheval sur le Tarn et la

Haute-Garonne, on n'apprécie guère l'interdiction d'irrigation imposée aux cultivateurs au moment même où l'on parle de rouvrir le canal du Midi à la navigation pour les plaisanciers (1). Les paysans du Lauragais se sont donc retrouvés le 21 juin sur la digue du lac de Saint-Ferréol et ils ont symboliquement coupé la cadence de la crémillère qui commande la vanne. On ne parle plus, aujourd'hui, de rouvrir le canal du Midi au 1^{er} juillet...

Les barrages-réservoirs en question

Cette pénurie ravive la polémique entre les partisans des barrages-réservoirs sur tous les affluents, et ceux qui contestent le développement d'une agriculture irriguée intensive, débouchant parfois sur des productions en sur-nombre au sein de l'Europe. « Si l'on n'irrigue pas, il n'y a pas d'agriculture », coupe M. Pierre Auriaud-Mellier, le directeur régional de l'agriculture et de la forêt. De fait, le maïs est étiré à 60 % et les arbres fruitiers irrigués à 100 % « car le marché veut des calibres toujours plus gros ». Si bien que les 80 000 hectares irrigués de 1979 sont aujourd'hui devenus 180 000 hectares. A raison de 2 000 mètres cubes d'eau par hectare et par saison, on a créé en dix ans une demande supplémentaire de 400 millions de mètres cubes ! Or les barrages-réservoirs en service assurent une provision de 300 millions de mètres cubes. « Si l'on n'avait pas ça... », dit le directeur de l'agence Adour-Garonne.

Certes il y a bien les barrages EDF des Pyrénées et du Massif

central (1,5 milliard de mètres cubes). Mais les électriciens ne voient pas de raison de perdre des revenus en cédant gratuitement leur « eau-énergie » au profit d'une autre activité économique. Ils ne « déstockent », comme on dit dans leur jargon, que si les préfets leur en donnent l'ordre pour l'alimentation en eau potable.

Certains accusent même EDF de creuser encore le déficit avec la centrale nucléaire de Golfech (Tarn-et-Garonne), qui n'entraîne pas de service de l'année prochaine. « Ils sont en train de faire un barrage-réservoir de 25 millions de mètres cubes chez moi dans le Gers, dont 10 millions sont réservés à la centrale de Golfech », explique Henry Chevallier, éleveur d'escargots à Fustierroux. « Ces 10 millions de mètres cubes perdront à la centrale de Golfech », explique Henry Chevallier, éleveur d'escargots à Fustierroux. « Ces 10 millions de mètres cubes perdront à la centrale de Golfech », explique Henry Chevallier, éleveur d'escargots à Fustierroux.

Dans le Sud-Ouest comme ailleurs, le pire n'est jamais sûr. Mais il se profile à l'horizon avec insistance.

ROGER CANS.

(1) Le canal du Midi, qui s'écoule à la fois dans l'Atlantique et dans la Méditerranée, est alimenté en eau par le lac de Saint-Ferréol. Chaque passage de bateau dans une de ses écluses laisse partir des milliers de mètres cubes. Il faut donc le fermer pour qu'il puisse fournir de l'eau d'irrigation.

Société

DÉFENSE

Un entretien avec le délégué général pour l'armement

M. Sillard donne la priorité à la coopération européenne et s'oppose à une fusion Dassault-Aérospatiale

Le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, proposera à ses homologues européens, réunis les 27 et 28 juin à Lisbonne, de lancer un Eureka de la recherche militaire, dans le cadre du Groupement européen indépendant de programme, dont M. Yves Sillard, délégué général pour l'armement (DGA), indique les grandes lignes dans un entretien au « Monde », où il expose sa politique industrielle.

« Réduction des commandes de certains de vos programmes d'armement par la France, dès 1990, et retard pour certains autres. Comment, concrètement, l'industrie française de l'armement va-t-elle s'adapter à la situation et, de surcroît, ne pas se voir retirer un certain nombre de commandes ? »

« La priorité est donnée au long terme et aux projets en coopération, c'est-à-dire à l'avenir. Cela conduit à jouer sur la cadence de production d'un certain nombre de matériels, et peut avoir des répercussions limitées sur le plan de charge de certains industriels. »

« Il y a un premier secteur sensible, celui des avions de combat, qui concerne essentiellement Dassault et ses nombreux coopérateurs. Le maintien du Rafale est un point primordial. En contre-partie, il sera nécessaire de réduire légèrement la cadence de livraison des Mirage-2000 pour les besoins nationaux. Cela suppose un minimum de surcoût à l'exportation pour le maintien du plan de charge. Il faut savoir que les industriels sont engagés sur fonds propres dans la préparation de nouvelles versions du Mirage-2000, qui nous permettent d'être raisonnablement optimistes sur les perspectives d'exportation de cet avion. »

Notre ambition est considérable

« Le second secteur sensible est celui du Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) (1), pour lequel l'avenir est assuré avec le maintien du calendrier du char Leclerc, mais qui connaît depuis plusieurs années un problème de plan de charge largement indépendant de la programmation militaire nationale. Le plan de réduction des effectifs du GIAT est déjà en cours, et prévoit de ramener les effectifs de dix-sept mille hommes en 1992. La diminution de cadence de livraison des véhicules tactiques et logistiques peut ainsi avoir un effet, cependant limité, chez certains industriels. »

Le secteur où l'on pourrait craindre des difficultés à l'occasion de la révision de la programmation, en raison d'un léger étirement du programme de frégates légères, est celui des constructions navales de Lorient, où est maintenu le programme des bâtiments antinavires océaniques, essentiel pour l'avenir. Cependant, M. Chevènement a décidé d'augmenter les dotations pour la flotte de surface, et vous savez que, grâce aux dernières discussions avec l'Arabie saoudite, il y a un programme de frégates pour l'exportation en perspective. Tout cela est de nature à minimiser les difficultés.

« Comment, d'une manière générale, faire mieux avec moins d'argent que dans les années passées. En valeur réelle, c'est-à-dire hors inflation, la programmation prévoit +1,8 % en 1990 et +4 % les trois années suivantes. Nous ne sommes pas du tout dans la situation où il faut faire mieux avec moins d'argent, car les montants financiers décidés sont en nette augmentation. »

« Nous avons, en réalité, plus d'argent que dans les années passées. En valeur réelle, c'est-à-dire hors inflation, la programmation prévoit +1,8 % en 1990 et +4 % les trois années suivantes. Nous ne sommes pas du tout dans la situation où il faut faire mieux avec moins d'argent, car les montants financiers décidés sont en nette augmentation. »

« Mais il est vrai que notre ambition est considérable. Le nombre de projets nouveaux qu'il faut mener de front est en effet important, et il faut les réaliser avec des crédits compatibles avec les possibilités économiques de l'industrie française. Cela est possible en faisant le développement de certains programmes, en réduisant légèrement les cadences de fabrication, en essayant de rationaliser un certain nombre de projets. Je pense, par exemple, aux réseaux de communication et aux systèmes de commandement, où l'unification des besoins permettrait de réaliser des économies, ou au réajustement de certaines spécifications d'environnement et de disponibilité opérationnelle avec les États-majors concernés. »

« Le GIAT est en crise grave depuis des années. Quel intérêt y a-t-il à le transformer en société nationale ? »

« Les personnels du GIAT dépendent de la DGA et sont donc des agents de l'État. Le GIAT n'a aucune personnalité industrielle ; c'est en fait l'État qui agit lorsqu'il faut réaliser une opération commerciale. Il est bien évident que l'État ne peut pas avoir la souplesse voulue pour s'adapter aux besoins évolutifs du marché. À l'exportation, par exemple, l'État français, pour des raisons juridiques, n'a pas la possibilité de prendre des mesures suffisantes au plan commercial pour se

comporter comme un industriel. En outre, les alliances internationales sont de plus en plus indispensables et, pour les mêmes raisons juridiques, seul un industriel peut nouer ce type de relations. »

Le gigantisme industriel n'est pas la panacée

« D'où l'urgence, pour le GIAT, de se transformer en véritable industriel. La solution retenue est de lui donner un statut de société nationale à capital détenu par l'État. C'est déjà le cas de l'Aérospatiale, de la SNECMA ou de la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE). La question était posée



depuis quinze ans. C'est aujourd'hui une opération qui a toutes les chances d'être menée à bien selon un calendrier rapide, avec un projet de loi en ce sens présenté avant la fin de l'année. Dans cette opération, le personnel en place aura la possibilité de garder son statut actuel d'agent de l'État, ou bien d'être embauché selon des conventions de droit privé, par exemple celles de la métallurgie. »

« On observe des restructurations industrielles importantes en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale. Quelles réflexions vous inspirent-elles et quels enseignements en tirez-vous pour l'industrie française de l'armement ? »

« Il ne faut pas nécessairement prendre en exemple ce qui a pu se faire ailleurs ni en tirer quelque inquiétude que ce soit. Le gigantisme n'est pas en soi un objectif. En Allemagne, un très gros consortium est en cours de constitution mais je ne suis pas sûr que ce soit la bonne solution pour la France. Un avantage visible est certainement une assistance financière donnée par l'Allemagne aux industriels allemands de la défense, ce qui n'est pas toujours le cas de nos industriels. Mais il ne faut pas pour autant chercher à copier. En revanche, il faut être de plus en plus efficace, maîtriser les coûts et donc réaliser un certain nombre d'alliances pour limiter les duplications en Europe. »

« Il faut d'abord arriver au plan national à une notion de spécialisation, c'est-à-dire rechercher dans la plupart des domaines un « champion » et pas deux. Cela veut dire qu'il faut progressivement rationaliser l'industrie française pour éviter des compétitions souvent inutiles. Ensuite, il faut rechercher au-delà des frontières une dernière possibilité de rassemblement à l'échelle de l'Europe. Il faut créer des liens étroits entre entreprises françaises et européennes sur la base de programmes réalisés en commun. »

« Pour aller plus loin, pour rendre ces alliances durables, il faut mettre sur pied des structures nouvelles, par exemple des filiales communes, voire aller jusqu'à des prises de participations croisées à un niveau significatif. Il n'y a pas de solution unique, il faut agir au cas par cas, suivant les secteurs et suivant les entreprises. »

« Êtes-vous partisan d'un rapprochement — et sous quelle forme — entre Aérospatiale et Dassault ? »

« Personnellement je pense qu'il n'est pas souhaitable de regrouper purement et simplement ces deux sociétés parce que leurs domaines d'activités sont très différents et que leurs méthodes de travail, ce que l'on peut appeler la culture d'entreprise, sont aussi très différentes. Ces deux sociétés sont extrêmement per-

formantes, et il me semble qu'il faut s'attacher à maintenir le génie propre de chacune. Par contre, il faut rechercher les moyens de les aider à travailler ensemble sur les sujets techniques d'intérêt commun, ou bien les encourager à avoir des approches commerciales communes. Cela suppose probablement la mise en place d'une structure souple de coordination. »

« En matière de coopération internationale, quelle est votre doctrine et, en particulier, comment construire une Europe de l'armement, au sein de laquelle structure et quelle relation établir avec les États-Unis sur ce terrain ? »

« Je suis un fervent partisan de la coopération européenne qui est un impératif politique et économique. Il y a une importante réflexion en cours dans le cadre du Groupement européen indépendant de programme (GEIP) qui est une structure multilatérale dont il ne faut pas attendre de miracles mais qui est un forum d'échanges très utiles (2). »

Un Eureka militaire

« La coopération peut s'envisager à plusieurs niveaux. À terme, il est bien sûr souhaitable d'harmoniser les besoins des États-majors en ce qui concerne les spécifications et les calendriers. Il y a le niveau des alliances industrielles à travers les frontières dont j'ai déjà parlé. Le troisième niveau consiste à mener des programmes en commun chaque fois que possible ou à s'acheter mutuellement des matériels comme nous en avons lancé la perspective par un accord franco-britannique. »

« En ce qui concerne les États-Unis, nous devons avoir un dialogue permanent avec notre allié. Mais l'Europe doit d'abord être une Europe forte en toute première priorité. Tant que l'Europe n'aura pas atteint cet objectif, la coopération avec les États-Unis risque d'être un facteur de dispersion. Dans un certain nombre de cas, la coopération avec les États-Unis est indispensable. Mais elle est pour nous une deuxième priorité et surtout elle ne doit pas être une pomme de discorde entre Européens. Il ne s'agit pas de bâtir une forteresse européenne. Ce serait absurde. Nous en sommes loin car pour l'instant la forteresse ne paraît être plutôt du côté des États-Unis. »

« Vous avez animé pour la France le programme Eureka de recherche civile pour l'Europe. Comment comptez-vous l'adapter à la recherche de défense et à quel secteur militaire ? »

« Je crois beaucoup à la nécessité d'un effort en argent des programmes d'armement comme il en existe déjà dans la recherche civile. Dans le cadre du GEIP, une commission a été chargée d'y réfléchir. Nous sommes tout proches du lancement d'une initiative dans ce domaine de la recherche militaire, avec une différence importante par rapport au programme civil Eureka : dans le secteur militaire, il faut être assez directif car les besoins sont fixés par les États-majors. L'idée serait de définir un certain nombre de domaines d'intérêt prioritaires, de recenser les projets de chaque pays, d'en informer les industriels pour qu'ils se rapprochent et fassent des propositions communes. »

« Il sera probablement nécessaire de formaliser davantage les choses que dans le programme Eureka. On peut envisager par exemple de donner successivement à chaque pays le leadership des projets mais les modalités précises restent à déterminer. Le domaine qui paraît le mieux adapté est celui des développements exploratoires qui démontrent la faisabilité d'un concept ou d'un système et qui, une fois menés à bien, peuvent déboucher sur des développements complets. »

Propos recueillis par JACQUES ISNARD.

(1) Le Groupement industriel des armements terrestres (GIAT) réunit dix sociétés de l'État, qui fabriquent depuis les munitions jusqu'au char de combat, en passant par des blindés légers et des pièces d'artillerie (NDLR).

(2) Le Groupement européen indépendant de programme (GEIP) réunit les pays européens membres de l'alliance atlantique en matière de coopération d'armement (NDLR).

Nominations militaires

Les généraux Béchu, Chazarain et Hérissou reçoivent leur quatrième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du mardi 20 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes :

« TERRE. — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée les généraux de division Yves Béchu (nommé commandant la V^e région militaire) et Noël Chazarain (nommé commandant le 2^e corps d'armée et commandant en chef les forces françaises en Allemagne). »

Sont promus : général de division, les généraux de brigade Jean-Claude Bertin, Jean Burtin (nommé directeur de la section technique de l'armée de terre), Jean Tarnaud (nommé inspecteur du matériel de l'armée de terre), Yves Martinie (nommé commandant la IV^e région militaire), Pierre Turdy et Michel Fletier.

Sont promus : général de brigade, les colonels Jean-Claude Fovai (nommé directeur central du service national), Bernard Oger, Albert Latournerie, Gilbert Guerin (nommé commandant la 32^e division militaire territoriale), Jean Anger et Michel Louissin.

Sont nommés : gouverneur militaire de Paris, commandant la 1^{re} région militaire, le général de corps d'armée Daniel Valéry ; commandant supérieur des forces armées dans la zone sud de l'océan Indien le général de brigade Dominique Pennacchiotti ; attaché de défense près l'ambassadeur de France à Bonn le général de brigade Daniel Rondellier ; major régional de la IV^e région militaire le général de division Michel Le Guen ; major régional de la V^e région militaire le général de division Henri Salau ; inspecteur de l'artillerie le général de division Guy Barascud ; adjoint au général commandant la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg le général de division André Lafont ; adjoint au général commandant le 2^e corps d'armée et commandant en chef les forces françaises en Allemagne le général de division Jean Pons ; commandant la 11^e division parachutiste et la 44^e division militaire territoriale le général de division Michel de Courcès ; sous-chef d'état-major des armées le général de division Michel Guignon ; commandant la 9^e division d'infanterie de marine et la 33^e division militaire territoriale le général de brigade Yann Rousseau-Dumestre ; commandant les écoles de Cottequidan le général de brigade Etienne Renard ; commandant la 10^e division blindée et la 63^e division militaire territoriale le général de brigade Marc Waymard ; adjoint au général commandant la 11^e division militaire territoriale, le général de brigade Jacques Rinaudo ; chef de cabinet du général chef d'état-major de l'armée de terre le général de brigade Michel Carlier ; commandant et directeur du matériel du 1^{er} corps d'armée et de la VI^e région militaire le général de brigade Claude Hérissou ; chef de la mission militaire

française auprès du général commandant le groupe d'armée Centre-Europe le général de brigade Michel Leriche ; sous-chef d'état-major de l'armée de terre le général de brigade Philippe Azema de Castet Lahoulenc ; chef des conseillers militaires auprès de l'ambassadeur représentant la France aux négociations de Vienne le général de brigade Louis Germain.

« MARINE. — Est promu contre-amiral le capitaine de vaisseau François Gabriel.

« SERVICE DE SANTÉ. — Sont promus : médecin général inspecteur des médecins généraux André Lanoire et Claude Le Moel ; médecin général des médecins-chefs Jean Drouot et André Constant.

Est nommé inspecteur technique des services chirurgicaux des armées, le médecin général inspecteur Georges Cornard.

« GENDARMERIE NATIONALE. — Est élevé au rang et à l'appellation de général de corps d'armée le général de division Jacques Hérisson.

Sont promus : général de division les généraux de brigade Michel Bonnard, Edouard Armadell, Gérard Charlot (nommé commandant la V^e région de gendarmerie) ; général de brigade le colonel André Portet.

Sont nommés : commandant les écoles de gendarmerie le général de brigade Albert Raut ; sous-directeur du personnel de la gendarmerie, le général de brigade Robert Grosjean ; sous-directeur de l'organisation et de l'emploi de la gendarmerie, le général de brigade Michel Cribier ; commandant l'école des officiers de la gendarmerie le général de brigade Philippe Rutler.

« ARMEMENT. — Sont promus : ingénieur général de première classe l'ingénieur général de deuxième classe Dominique Castellan ; ingénieur général de deuxième classe les ingénieurs en chef Jacques Lys, Jean-Pierre Bizion et Michel Bailly.

Histoire

Le « Bismarck » se serait sabordé

Les photos de l'épave du Bismarck, prises par 4 600 mètres de fond, semblent montrer que le cuirassé allemand a été sabordé. Le bâtiment est resté entier, bien que sa coque soit ouverte sur toute la longueur. Cela, estime Robert Ballard, chef de l'expédition, qui a présenté les images jeudi 22 juin à Washington, accorde la thèse du sabordage. Selon certaines des cent quinze rescapés (sur deux mille deux cents hommes d'équipage), le Bismarck, rendu ingouvernable et incapable de riposter aux salves britanniques, aurait été volontairement coulé. (AFP, AP.)

PLUS BESOIN D'AVOIR UN PARRAIN POUR FAIRE UNE DESCENTE DANS UN PALACE.

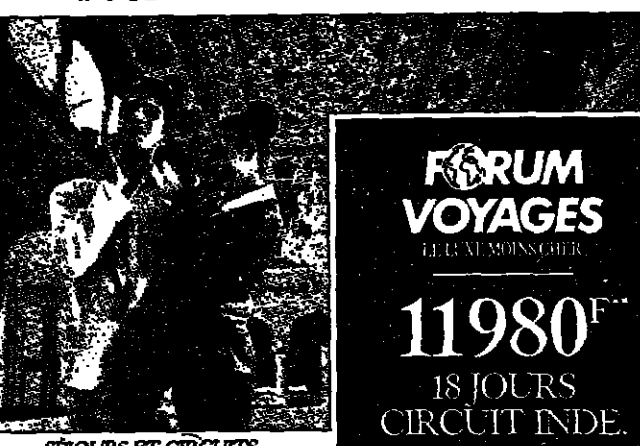


FORUM VOYAGES
L'ART DE VOYAGER
1980 F
PAR
NEW-YORK

VOUS ALLEZ RETOUR
• MONTREAL 1980 F
• MIAMI ou ORLANDO 2580 F
• LOS ANGELES ou SAN F. 3180 F
• MEXICO 4300 F
• LIMA 5710 F
• RIO 4890 F
• DELHI ou CALCUTTA 4690 F
• COLOMBO 4990 F
• BANGKOK 4690 F

HONG KONG 5590 F
BALI 6390 F
ATHENES 1280 F
ISTANBUL 940 F
MARRAKECH 1450 F
TUNIS 1200 F

PLUS BESOIN D'ÊTRE UN MAHARAJAH POUR VIVRE DANS UN PALAIS.



FORUM VOYAGES
L'ART DE VOYAGER
11980 F
18 JOURS
CIRCUIT INDE
PALAIS DES MAHARAJAS
ET VALLEE DE GANGE

SEJOURS ET CIRCUITS
NEW YORK : séjour au Waldorf Astoria 8 jours (juin) 4380 F
ALA DÉCOUVERTE DE L'EST DES USA-CANADA : Hôtes de luxe 1/2 pension. Accomp. français. 12070 F
ALA DÉCOUVERTE DE L'OUEST DES USA : 15 jours. Hôtes de luxe 1/2 pension. Accomp. français. 13985 F
MEXIQUE : Circuit groupe Grand Tour 15 jours 9460 F

مكتبة المصلح

Sports

FOOTBALL : l'assemblée de la Fédération française

L'avenir incertain du Racing

L'avenir du Racing Club de Paris doit être au centre des débats du conseil fédéral et de l'assemblée de la Fédération française de football, qui se tiennent du vendredi 23 juin au samedi 24 juin à Saint-Jean-de-Luz. Faut-il garantir l'existence, une mise à l'écart du club de la capitale semblait envisageable. Depuis le retrait de Matra du football, le dossier n'a cessé de se compliquer, avec en point d'orgue un projet de fusion avec Lens. Silencieux depuis plusieurs semaines, Alain Danet, le président du Racing Club de France, affirme ici avoir un « plan de rechange » qui impliquerait un « grand industriel de l'automobile ».

L'affaire agite en fait le football français depuis le 6 avril. Ce jour-là, Jean-Luc Lagardère, président du groupe Matra, annonce son désengagement du football (*le Monde* des 31 mars et 8 avril). Il met ainsi un terme à sept années d'investissement dans ce sport. Alors, l'avenir semble clair. L'équipe achève le championnat en cours. Tous les joueurs professionnels sous contrat seront ensuite vendus. Les équipes de jeunes rejoindront au Racing Club de France.

Mais, très vite, Alain Danet, le président du Racing Club de France, se dit prêt à prendre le relais. Il certifie avoir réuni plusieurs partenaires économiques de stature européenne. Dans *le Monde* du 25 avril, il déclare : « Ce n'est pas parce que Matra arrive que nous allons tous abandonner ! Est-ce que vous croyez que le Racing, premier club de France, se retire comme cela d'un sport ? »

Fort du prestige du maillot ciel et blanc qu'il représente, Alain Danet se veut optimiste. Que se passe-t-il alors ? Rien. Le silence et l'incertitude. Certes, les joueurs du Racing savent leur place en première division. Mais, au-delà de cette vigueur sportive retrouvée, l'avenir s'annonce toujours incertain lorsque le championnat s'achève le 31 mai. Devant le « *flou artistique* » qui entoure l'affaire, le courtier Daniel Hechter, dont l'équipe de Strasbourg vient d'être reléguée en deuxième division, exige que les autorités du football prennent elles-mêmes une décision à propos du club de la capitale.

La situation ne s'éclaircit pas pour autant. Bien que Matra se soit

L'avenir du Racing Club de Paris doit être au centre des débats du conseil fédéral et de l'assemblée de la Fédération française de football, qui se tiennent du vendredi 23 juin au samedi 24 juin à Saint-Jean-de-Luz. Faut-il garantir l'existence, une mise à l'écart du club de la capitale semblait envisageable. Depuis le retrait de Matra du football, le dossier n'a cessé de se compliquer, avec en point d'orgue un projet de fusion avec Lens. Silencieux depuis plusieurs semaines, Alain Danet, le président du Racing Club de France, affirme ici avoir un « plan de rechange » qui impliquerait un « grand industriel de l'automobile ».

mis hors jeu, Jean-Luc Lagardère semble toujours disposé à engager une équipe, le Racing Paris-1 - nom de l'association qui avait engendré le Racing Club en 1986 - en première division la saison prochaine ! Jean Sadoul, le président de la Ligue, exige des garanties. Mardi 13 juin, un communiqué du club indique : « Le Racing Paris-1 confirme sa participation au championnat de France de première division 1989-1990 ».

Le PDG de Matra promet donc de continuer. Mais l'affaire ne s'arrête pas sur cette assurance. Au contraire, tout se complique : le Racing-Paris 1 souhaite fusionner avec Lens. Fraîchement reléguée en deuxième division, l'équipe nordiste retrouverait ainsi sa place au plus haut niveau. Les neuf joueurs professionnels encore sous contrat à Paris s'enthousiasment dans le Nord. Vendredi 16 juin, le conseil d'administration de la Ligue nationale refuse cette fusion. Une place en première division ne se cède pas comme un fonds de commerce.

Ce refus ne change rien pour Jean-Luc Lagardère. Il sera en première division. Jean-Louis Piette, son homme de confiance pour les choses du football, n'abandonne pas : « Je vais faire appel de cette décision devant le conseil fédéral », prévient-il le 18 juin. Surtout, même si la fusion lui est refusée en appel, il entend obtenir le droit de jouer sur le stade de Lens avec son équipe. Les Parisiens évoluent en lever de rideau de l'équipe locale en attendant une éventuelle fusion dans les années à venir.

C'est dans ce contexte tendu qu'intervient le conseil et l'assemblée de la Fédération. Le refus de la fusion devrait y être confirmé. De même que l'interdiction pour l'équipe parisienne de planter ses crampons sur la pelouse nordiste. Mais l'affaire risque surtout de connaître de nouveaux bouleversements. Jean-Louis Piette, au nom de Jean-Luc Lagardère, pourrait annoncer son intention de porter

l'affaire devant les tribunaux puis-que dans les textes rien ne l'oblige à jouer à Paris.

Quant aux autorités fédérales, lassées par tant d'incertitudes, elles peuvent estimer que le club tel qu'il se présente actuellement n'offre pas les garanties nécessaires. Le Racing-Paris 1 pourrait donc être rayé des listes. Le championnats à venir regrouperait alors dix-neuf équipes. A moins que Strasbourg ne soit repêché. Le problème du Racing serait-il alors réglé ? Pas vraiment. Trop de questions restent en suspens.

Le Racing toujours au Parc

Pourquoi Jean-Luc Lagardère s'obstine-t-il à vouloir rester dans le football alors que, dans l'esprit du public, il n'y est plus depuis l'annonce du retrait de Matra ? « Il veut respecter ses engagements », explique-t-on officiellement. Mais il apparaît que, du strict point de vue financier, il lui reviendrait moins cher de continuer que d'arrêter. Payer des indemnités de rupture de contrat à des joueurs (7 millions de francs pour Alim Ben Mabrouk ou 5 millions pour le gardien de but Pascal Olmeta, selon nos estimations) et à des entraîneurs parmi les mieux rémunérés du pays coûterait sans doute plus cher que de les utiliser une saison supplémentaire ou de les céder, même gratuitement, à Lens. Surtout, il apparaît clairement que M. Jean-Luc Lagardère, très offensif dans cette affaire, n'est pas mécontent d'embarrasser un milieu du football qui ne l'a jamais véritablement accepté. Alain Danet lui-même parle de « baroud d'honneur ».

Néanmoins, selon nos informations, Jean-Luc Lagardère s'apprête, vendredi matin, à proposer au Conseil fédéral une sorte de traité de paix. Le Conseil refusant qu'il émigre à Lens, il allait s'engager à jouer au Parc des Princes la saison prochaine avec un effectif « convenable ». Jean-Louis Piette sera le

président de ce Racing Paris-1 qui, selon un communiqué qui devait être rendu public dans la journée, ne mettra pas la clef sous la porte à la fin de la prochaine saison.

Autre question essentielle : pour-quoi le président du RCF est-il resté si discret depuis quelques semaines ? « A partir du moment où Jean-Luc Lagardère a dit qu'il continuait, je n'avais plus à intervenir », explique-t-il. De sources proches du groupe Matra et de certains sponsors, qui avaient approché le club parisien, Alain Danet n'aurait pas eu le temps de leur expliquer. Bernard Calazzo, PDG de la société Phone Marketing, très intéressé par une entrée dans le club parisien en compagnie d'autres partenaires, aurait fait part à Jean-Louis Piette de sa déception devant le flou entourant le dossier.

Jeudi 22 juin, en fin de matinée, Jean-Luc Lagardère, Jean-Louis Piette et Alain Danet se sont rencontrés une nouvelle fois. Bien que les relations entre les deux camps se soient détériorées, il a été question du conseil fédéral de Saint-Jean-de-Luz. Alain Danet a pu faire part de sa réticence à l'idée de voir partir les couleurs ciel et blanc à Lens : « Le Racing, c'est Paris ». Reste à savoir si les responsables de Matra accordent encore une quelconque crédibilité au président du Racing.

En tout cas, celui-ci les a sans doute informés de ses derniers projets. Au cas où le Racing serait écarté de la première division, il proposerait une nouvelle fois ses services. Joint par téléphone, jeudi 22 juin, il l'a confirmé : « Tout me paraît fort compromis mais si la Fédération retire le club de la première division, l'enjeu de demander qu'on nous laisse jouer pour trouver une solution. Au Racing Club de France, nous avons toujours à nos côtés un très grand industriel européen de l'automobile - membre du Racing Club de France - un grand groupe de communication et deux clubs européens qui seraient disposés à nous suivre. Pour l'entraînement, des techniciens réputés nous ont contactés. Le grand industriel de l'automobile évoqué par Alain Danet ne pourrait être que Gianni Agnelli, le patron de la Fiat, qui est membre du Racing Club de France. Comme il est également à la tête de la Juventus de Turin, on peut imaginer un rapprochement entre les deux clubs. Mais l'on voit mal Gianni Agnelli traiter avec Alain Danet plutôt qu'avec Jean-Luc Lagardère ».

PHILIPPE BROUSSARD.

JEUX OLYMPIQUES : danse sur glace

Pour l'or des Duchesnay

Médailles de bronze aux derniers championnats du monde de patinage artistique, les danseurs franco-canadiens Isabelle et Paul Duchesnay ont annoncé, le 21 juin, qu'un lieu de s'engager dans un spectacle sur glace ils allaient poursuivre la compétition jusqu'aux Jeux olympiques d'Albertville en 1992.

LES Duchesnay, ce sont ces danseurs sur glace, frère et sœur d'origine canadienne, dont l'interprétation sauvage d'un voyage dans une jungle avait laissé de marbre les juges des Jeux olympiques d'hiver 1988 à Calgary, alors qu'ils avaient fait fondre le public. Ce sont les deux mêmes qui, l'hiver dernier, avaient mis Paris en émoi pour un charleston avec des plumes et canotier de paille. Isabelle et Paul : les francophones barrés dans leur pays natal par les anglophones, mais recueillis par la Fédération des sports de glace au pays de leurs ancêtres.

Elle aura vingt-six ans dans quelques mois, il en a déjà vingt-sept, des âges auxquels on ne pense plus forcément à faire des cabrioles sur la glace, sinon pour assurer ses vieux jours. Les grandes revues américaines leur auraient ainsi fait des propositions atteignant 350 000 dollars par an. On s'attendait donc à les revoir un jour prochain à l'affiche de Hollywood ou à l'océan.

Eh bien non ! Les Duchesnay vont continuer la compétition. Ils devraient tenter de convaincre les juges du tournoi olympique d'Albertville que le « style Bolcheï » de leurs revues soviétiques date un peu. Pour cela, ils vont reprendre dans les jours qui viennent l'entraînement à Oberstdorf (RFA), sous la conduite du transfuge tchécoslovaque Martin Skocny, après avoir pris les conseils de leur chorégraphe fétiche,

l'ancien champion du monde et olympique anglais, Christopher Dean.

Reprendront-ils un jour les études de psychologie et biogénétique auxquelles elle et lui aimaient respectivement se référer naguère ? Il n'en a guère été question mercredi lorsqu'ils ont présenté à la presse le montage qui les a convaincus de poursuivre la compétition. Car s'ils n'ont pas encore gagné l'or olympique, ils n'ont assurément rien perdu financièrement.

La Fédération française des sports de glace (FFSG), qui voit en eux sa plus solide chance de médaille, leur avait proposé un contrat de trois ans. Ils ont préféré s'engager pour un an. L'accord reconductible jusqu'aux Jeux comprendra une aide à l'entraînement de 400 000 F, une aide financière directe de 200 000 F et un plan de carrière dans une grande entreprise sur la base d'une rémunération annuelle de 200 000 F chacun. La participation du secrétariat d'Etat à la jeunesse et au sport sera de 300 000 F. L'agent des deux patineurs, la firme IMG de l'Américain Mark McCormack, qui est également l'agent du comité d'organisation des Jeux d'Albertville, se chargera de leur assurer un « complément » de revenu.

La principale hypothèque sur ce montage, qui représente une dépense de 1 million de francs par an, n'était pas d'ordre financier. C'était le genou d'Isabelle, qui avait été opéré la saison dernière. Or l'articulation a résisté aux trente-cinq exhibitions que le couple a données après les championnats du monde de Paris. Le frère et la sœur ont donc estimé qu'elle pourrait tenir trois saisons de plus. A moins qu'ils ne se ravisent d'ici là.

A. G.

CYCLISME : avant le Tour de France

Les commanditaires déraillent

Paradoxe du cyclisme français : au moment où les coureurs nationaux prennent la route des pelotons, des commanditaires envisagent de se retirer de la course. Avant la Grande Boucle, le point sur ces grandes manœuvres.

TROIS épreuves (Milan-San-Remo, Tour d'Italie, Grand Prix du Midi Libre), trois victoires françaises (Laurent Fignon dans les deux premières, Jérôme Simon dans la troisième) plus Charly Mottet en tête du classement de la toute nouvelle Coupe du monde. Dans la perspective immédiate du Tour de France, ces résultats sont séduisants, d'autant que des jeunes comme Gérard Rné, Laurent Bézault et Fabrice Philipot se sont mis en évidence alors que plusieurs chefs de file étrangers se cherchent encore.

Au moment où la condition physique des routiers français semble donc excellente, en revanche la situation économique du secteur se dégrade.

La firme japonaise Hitachi, qui finançait l'équipe du Belge Claude Criquielion, un ancien champion du monde, a décidé de mettre un terme à son engagement dans le cyclisme en raison d'un redéploiement de ses budgets publicitaires. Des menaces du même ordre pèsent sur les groupes français.

Le contrat qui lie le distributeur Système U, devenu Super U, à la formation de Laurent Fignon s'achève le 31 décembre. Il ne

serait pas renouvelé. L'autre commanditaire, les cycles Raleigh, envisage des investissements plus importants en Europe dans la perspective du grand marché de 1993. Directeur sportif de l'équipe, Cyrille Guimard pourrait toutefois assurer l'avenir de sa formation grâce au soutien de la Fiat (1).

Les intentions de l'une des marques du groupe de Bernard Tapie, dont les intérêts sportifs ont été réorientés vers le football avec l'Olympique de Marseille, Toshiba, qui épaula les cycles Glanc, restent incertaines. Le groupe avait spécifié sur une victoire de Jean-François Bernard dans le Tour de France. Or celui-ci est indisponible à la suite d'une intervention chirurgicale. L'avenir de la formation sera donc lié aux performances de Laurent Bézault, de Fabrice Philipot, de Martial Gayant et des frères Madiot, durant les prochaines semaines.

Dans cette conjoncture, l'entreprise de travail temporaire RMO n'a pas les mêmes hésitations grâce à la passion de son président, Marc Brailon, pour le vélo comme pour la boxe. Il est vrai qu'avec Charly Mottet pour capitaine de route d'un effectif de choc, l'équipe semble pédaler dans le bon sens.

J. A.

(1) Devenu le constructeur officiel du Tour de France, la firme de Gianni Agnelli avait commandité de 1977 à 1979 la coupe formée autour du Belge Eddy Merckx.

MARCHE : le record de Paris-Colmar

Quemener dans ses œuvres et ses pompes

Après sept victoires - record de l'épreuve - dans Paris-Colmar à la marche, Roger Quemener a mis un terme à sa carrière. Pour réussir il avait mis en place une organisation digne d'une équipe de formule 1.

« POUR l'instant, je fais des trucs passionnants comme garder les portes de l'événement du jeudi pendant l'affaire Rushdie, reconduire des clandestins à l'avion ou surveiller les quartiers chauds de Paris... J'espère être bientôt appelé à des tâches un peu plus sportives ! » Moniteur d'éducation physique et de tir à la compagnie de la police de Paris, Roger Quemener, retraité de la marche depuis sa septième victoire dans Paris-Colmar (record absolu), ressent durement la cassure entre un passé encore bien présent et un futur plutôt flou : « Pendant trente ans, je me suis entraîné cinq heures par jour, ça va forcément me manquer. Mais le moment était arrivé... »

Chaque année au printemps une véritable PME se reconstituait pour amener Roger jusqu'au bout des 518 kilomètres de bitume séparant Paris de Colmar : vingt-trois personnes étaient de l'odyssée. Parvenu en haut de la septième marche de son incroyable record, Roger Quemener est très fier d'avoir su « gérer sa carrière comme un chef d'entreprise ». Sans rien laisser au hasard.

Au sein de la caravane Quemener (trois mobil-homes et une voiture de chronométrage), la division du travail atteignait des raffinements étonnants. Douze personnes, les marcheurs, étaient chargées à tour de rôle de lui indiquer le train, de lui apporter ses repas en marchant ou de lui tenir un parapluie qui le protégeait des rayons du soleil.

Ses fils Stéphane (dix-huit ans) et Laurent (quatorze ans) jouaient les chronométrateurs, en se cachant souvent dans les champs pour espionner les adversaires. Les cuisiniers, dont son épouse, préparaient nuit et jour les rations de purée de pomme de terre, de jambon mouliné et de tisane sucrée indispensables à l'alimentation du « patron ».

A certains moments critiques, comme lors des changements de chaussures, le bord de la chaussée se transformait en stand de formule 1 : l'un des « mécanos » déposait le plan rouge sous les fesses de Quemener, deux d'entre eux se saisissaient de ses chaussures et de ses chaussettes usées avant que deux autres assistants lui enfilent les pieds de crème et lui enfilent des chaussettes propres. Roger Quemener prenait seulement le soin de relancer lui-même ses chaussures neuves. « Notre record, c'est 7 secondes - précise Evlyne, son épouse. »

Il arrivait pourtant que la belle mécanique coince. Vendredi 2 juin en début d'après-midi, sur

les bords de la D164 à Domrémy-la-Pucelle : « J'ai perdu plus de cinq minutes parce qu'ils m'ont donné les mauvaises chaussettes », raconte Quemener qui en avait fait une grosse colère.

Cette année, c'est la CRPI, une société de matériel anti-incendie qui, avec une aide de 60 000 francs, finance les quarante jours de stage en montagne, la location des mobil-homes... Ce commanditaire a tremblé, comme toute la famille, lorsque Roger Quemener s'est soudain agencé dans la descente du col du Bonhomme, à trente kilomètres de tension : « Je n'ai rien senti, raconte-t-il. Je suis tombé, je me suis relevé, j'ai bu et je suis reparti. Avec la concentration, on arrive très bien à ignorer la douleur ! »

Cette défaillance ne l'empêcha pas de remporter ce dernier Paris-Colmar au cours duquel lui et Evlyne ont soufflé les bougies qui décoraient le gâteau aux amandes célébrant leurs vingt-cinq ans de mariage en pleine nuit... et en marchant.

ERIC MAITROT.

● BASKET-BALL : championnat d'Europe. - L'équipe de France de basket-ball s'est inclinée face à la Yougoslavie (106-89), jeudi 22 juin à Zagreb (Yougoslavie) lors de son troisième match du championnat d'Europe masculin qui se déroule jusqu'au 25 juin. Cette défaite prévisible prive les Français de l'accès aux demi-finales (URSS-Grecs et Yougoslavie-Italie), disputées samedi 24 juin.

● ALPINISME : deux Français se tuent sur le Mont-Blanc. - Deux alpinistes français - Jean-Christophe Etienne, dix-neuf ans, et Roland Carmont, trente-neuf ans, qui effectuaient l'ascension du Mont-Blanc par le versant italien, sont morts, mardi 20 juin, après une chute de 600 mètres.

LES HEURES DU STADE

Athlétisme

Meeting international BNP. - Villeneuve d'Ascq (Nord), le dimanche 25 juin. (Canal Plus, 22 h 30).

Automobilisme

Prix de l'âge d'or Larvin. - Autodrome de Monthéry, les samedi 24 et dimanche 25 juin.

Basket-ball

Championnat d'Europe messieurs. - Zagreb (Yougoslavie) jusqu'au dimanche 25 juin.

Cyclisme

Championnats de France sur route. - Montluçon (Allier), samedi 24 et dimanche 25 juin.

Handball

Coupe de France. - Finale samedi 24 juin, salle Georges-Carpentier à Paris. (FR3 à 23 h 30).

Motocyclisme

Grand Prix de vitesse des Pays-Bas. - Assen le samedi 24 juin. (Canal Plus en direct, 15 h 45).

Omnisports

Jeux de l'Avenir. - A l'Institut national des sports et de l'éducation physique (INSPEP) de Paris, jusqu'au dimanche 25 juin. (FR3, samedi de 16 h à 16 h 40 et dimanche de 15 h 20 à 15 h 40).

Ski nautique

Maîtres de France. - Toulouse, samedi 24 juin.

Sports équestres

Concours complet international. - A Chantilly, jusqu'au dimanche 25 juin.

Tennis

Internationaux de Grande-Bretagne. - Wimbledon du lundi 26 juin au dimanche 9 juillet (La Cinq l'après-midi et le soir).

ENSEIGNEMENT A DISTANCE
REVISIONS - SEMINAIRES
Expertise comptable
Comptabilité - Gestion
Economie - Droit

DONNEZ UN PLUS A VOTRE FORMATION

APEGE
10, bd Barbès
75018 PARIS
Tél. (1) 45-54-57-58

VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-86
MINITEL 36.15 CODE A3T puis OSP

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 29 JUIN 1989 à 14 h

LOGEMENT
entrée, pièce principale, kitchenette équipée, salle d'eau avec W.C., C.A.V.E

NEUILLY-SUR-SEINE (92)
149 Avenue Charles-de-Gaulle
MISE A PRIX : 100.000 F

S'adresser à Maître VAN BENEDEKEN, Avocat à NANTERRE (92) - «LEVALLON»
43 Allée du Tertre (92000) NANTERRE - Tél. 47-24-42-53

Le Monde SANS VISA

A l'ouest de l'Ouest canadien, dans la lointaine province de la Colombie Britannique, à quelques kilomètres du voisin américain, une ville jeune, forte mais peu connue : Vancouver.



Vancouver l'oubliée du Nouveau Monde

par Patrice Romedonne

LES mauvaises langues prétendent qu'à Vancouver l'habitant détecte le changement de saison en prenant la température de la pluie. Certains remémoreraient en affirmant, souriant en coin, qu'il n'y pleut que deux fois l'an : une fois six mois, une fois trois mois. Vancouver la pluvieuse n'échappe donc pas à cette manie très nord-américaine qui consiste à accolier délibérément un qualificatif au nom des villes.

Il y avait Foggy San Francisco, la cité sculptée dans le brouillard ; il y avait Windy Chicago, balayée par un vent violent ; il y avait Buzzy Toronto, affairiste et affairée ; il y aurait Rainy Vancouver. Triste réputation, confirmée par la rigidité des chiffres : il tombe, annuellement, 1 537 millimètres de pluie sur Vancouver contre 670 sur Paris.

Séduction de l'insolence

A cela s'ajoute l'absence de notoriété, fille de l'éloignement géographique. Vancouver ne jouit pas de la renommée culturelle de Montréal, du prestige économique de Toronto, de la considération politique d'Ottawa. Même Calgary a su lui damer le pion médiatique en organisant les quinquantièmes Jeux olympiques d'hiver en février 1988. Fenêtre occidentale du Canada avec vue sur le Pacifique, Vancouver souffre de la comparaison avec ses rivales côtières américaines. Los Angeles et San Francisco occultent la présence, sur la côte ouest, de la troisième agglomération canadienne (un million trois cent mille âmes).

Pourtant, Vancouver séduit. Par sa beauté certes, mais aussi par son insolence à se dresser là, précieuse et fière, entre eau et forêt, à flanc de montagne. L'eau - voilà bien son élément. L'eau - par la pluie. L'océan sur lequel naviguait le capitaine George Vancouver lorsque, en 1792, il prit possession d'un territoire vierge au nom du Royaume-Uni. Et cette eau s'immisce à l'intérieur des terres par tous les interstices d'une côte dentelée. L'eau fait du West End une presqu'île cernée à l'ouest par l'immensité bleue de l'English Bay où patientent les poids lourds de la mer en attente de chargement, au sud par le cul-de-sac aquatique de False Creek, au nord par les eaux portuaires du Jord de Burrard Inlet.

Le West End ? Un centre-ville jalonné d'immeubles pour célibataires, au pied desquels prévi-



ment des pancartes : « No pets, no children », ni animaux ni enfants. Un quartier de bureaux, des gratte-ciel miroirs dont les façades s'embrassent au soleil couchant.

Ce petit Manhattan exhibe quelques signes extérieurs de beauté architecturale tels le cristal de BC Place sous lequel les Lions - l'équipe de football locale - n'en finissent plus de perdre ; telles la champignonnesque tour du Harbour Centre et la façade austère du luxueux Vancouver Hotel, dont le toit émeraude abrite, depuis 1939, la famille royale en voyage. Un bâtiment se distingue : la calamiteuse tour de l'hôtel Sheraton, sorte de tronc sans feuillage ni limite mais qui, en son sommet, offre le plus beau panorama de Vancouver. Sans doute parce que c'est le seul endroit d'où on ne la voit pas...

Naturellement votre

Le regard dégringole de quarante-deux étages et plonge sur 400 hectares de forêt semi-sauvage : Stanley Park jouxte le West End. Stanley Park est à Vancouver ce que la colombe est à Vénus : un attribut. Les Vancouverois s'identifient à cet écorin de verdure posé sur l'eau. C'est le leur, il leur ressemble. Parce que Stanley Park incite à la pratique sportive : le troisième âge, tout de blanc vêtu, y joue au bowling sur gazon ; la jeunesse en casquette s'y exerce au base-ball.

Trois millions de personnes savourent chaque année cet espace équipé d'un zoo et d'un aquarium, mais suffisamment

sauvage par endroits pour qu'on y croise des animaux en liberté. Stanley Park ou la nature apprivoisée. De ce joyau naturel jaillit le Lions Gate Bridge, réplique modeste du Golden Gate Bridge de San Francisco. Tout de même, il en impose avec ses 1 600 mètres de long !

Quelle affaire, ce pont ! L'idée de le construire germa dans l'esprit de la famille Guinness, en 1930. Les rois de la bière, qui entendaient améliorer la desserte de leurs *British properties* situées au nord de la baie, révélaient le vigneron mobilisateur du projet d'accès au pont, balaise goudronnée dont chacun craignait qu'elle ne défigurat la nature. Mais les Guinness sauront faire moutonner le projet en jouant sur la corde sensible de la fierté : « Vous aurez le pont le plus long de tout l'Empire britannique », lancent-ils au public, qui, le 12 novembre 1938, assiste en masse à l'inauguration du pont-symbole.

Symbole de l'avenir, symbole de l'avancée d'une ville qui capte subtilement la nature pour mieux s'en parer. Emile Zola voulait une tendresse particulière pour ce qu'il appelait la passion malheureuse des Parisiens pour l'herbe et les vastes horizons. Dans un article, il s'en était ému en ces termes : « La dimanche, la population, qui étouffe, en est réduite à faire plusieurs kilomètres à pied pour aller voir la campagne, du haut des fortifications. (...) Et cela leur suffit, ils sont enchantés, ils regardent la nature, à deux ou trois lieues » (*Le Messager de l'Europe*, août

1878.) Les Vancouverois, eux, ne connaissent pas une telle infortune. Aux portes de la ville, la nature les presse. Mieux, ils y vont pour regarder... la ville. Car quel spectacle plus envoiement que celui auquel vous contemplez Grouse Mountain, sommet emblématique de la chaîne montagneuse qui domine la cité ?

Disposées perpendiculairement, rues et avenues délimitent les pâtés de maisons, les *blocks* rectangulaires. La mosaïque Vancouver répand ses artères à l'infini comme pour déifier l'acuité visuelle, et la nuit venue les lumières de la ville dessinent l'extrémité du continent imbriqué dans une masse sombre, l'océan. Vancouver libère alors une torpeur scintillante qui pallie l'insupportable rumeur évaporée de la plaine.

« Apprenez le mandarin »

Et l'on se prend à aimer... Aimer les premiers pionniers, fous et anonymes chercheurs d'or, arrivés en 1862. Aimer les sœurs de bois qui créèrent leur espace vital et le baptisèrent Moodyville, Granville ou Hastings. Aimer cet endroit très vite connu sous le nom de Gastown, en hommage à un marin d'eau douce, bois-sans-soif notoire et teneur du Globe Saloon, le capitaine John Deighton, « Gassy Jack » pour les intimes.

La crise de 1929 a porté un coup fatal à Gastown, jadis cœur commercial de la ville. Dans les années 60, musiciens, danseurs, peintres, designers ont assuré la mutation artistique et ludique de

ce quartier construit de briques, pavé de grès rose, et dont la curiosité demeure la première horloge à vapeur du monde. Tous les quarts d'heure, elle entre en transe et crache un épais brouillard artificiel.

Autre quartier centenaire, Chinatown, deuxième du genre en Amérique du Nord après celui de San Francisco. Non pas que les cent dix mille Chinois de Vancouver y habitent systématiquement, mais ils aiment à s'y retrouver dans leurs restaurants, leurs banques, leurs clubs sportifs, leurs théâtres, leurs boutiques...

Même s'il a récemment resserré l'état de l'immigration, le Canada conserve sa réputation de terre hospitalière. Pour les Asiatiques qui débarquent par charters entiers, Vancouver est la première et souvent l'ultime étape. Ils s'y plaisent, ils y restent, n'hésitant pas pour cela à avaler leur passeport à 10 000 mètres d'altitude ! Jacques Baillat, patron du seul journal francophone de la Colombie-Britannique, raconte volontiers comment, alors qu'il vantait les mérites du bilinguisme auprès des autorités provinciales, il s'était entendu répondre gravement : « Vous avez raison. L'anglais ne suffit plus... Apprenez le mandarin ! »

Sage conseil en vérité... D'autant que les affaires, dit-on, se font de plus en plus avec Hongkong, dont les ressortissants bardés d'asiadollars signent l'appât financier de Vancouver. La ruée vers l'est avait débuté bien avant que soit fixée l'échéance de 1997, au-delà de laquelle Hongkong doit regagner la Chine.

Pionnière en son genre, Pacific International Securities, charge vancouveroise d'agents de change, a ouvert un bureau à Hongkong. Objectif : convaincre les investisseurs institutionnels de s'intéresser à la Bourse de Vancouver. Cela s'est passé le 8 août dernier, le huitième jour du huitième mois de l'année 1988 : le 8 est considéré comme le numéro de la chance dans les pays asiatiques.

(Lire la suite page 17.)

MAROC CONTACT

LE MAROC EST NOTRE PASSION
PARTAGEONS-LA

En juin à AGADIR, c'est déjà l'été, sans la foule, avec la beauté du Sud en plus.

HOTEL

— CLUB —

SANGHO

situé dans l'un des plus beaux jardins d'Agadir, avec accès direct à la plage.

MAROC CONTACT/SODETAM

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS

Tél. : 42-96-02-25. - ou votre Agence de Voyage

1 SEMAINE
A PARTIR DE
4 875 F
tout compris
Paris/Paris

مكتبة الامم المتحدة

LA TABLE

Bocuse en ambassade

Mercredi 28 juin, au château de Vizille, un hommage sera rendu à Paul Bocuse au cours d'une réunion consacrée à la promotion de la gastronomie française dans le monde.

ROI des cuisiniers et cuisinières de France ! Ainsi disait-on, au siècle dernier, d'Escoffier qui imposa dans le monde entier l'image d'une cuisine savante, aristocratique et riche : la grande cuisine que l'on appelle « française » parce que alors — et depuis les Romains sans doute — aucun peuple ne pouvait se vanter de cultiver l'épicurisme.

Carême, puis Edouard Nignon, Escoffier, quelques autres furent ainsi les artisans d'une renommée

qui dure encore, quelque peu arbitrairement. Car ils sont des milliers, les cuisiniers français installés dans le monde et bénéficiant de ce qui n'est peut-être plus guère qu'une appellation. Et des milliers de cuisiniers de tous les pays qui, sous cette enseigne vulgarisée, en tirent profit. D'où, de Genève à Osaka, de New-York à Cologne, de Londres à Valparaiso, de Bruxelles à Montréal, les mêmes plats à la chaîne pour des amateurs mal avertis, moins éduqués, prêts à gober l'hameçon : la cuisine n'est plus savante et rare mais uniformément sophistiquée. Et l'on retrouvera bientôt, glanant obliges, les petits légumes et les pétales de kiwis autour du koubiak moscovite.

De ces chefs français aujourd'hui commis-voyageurs d'un nom prestigieux couvrant parfois l'importance de la marchandise, le plus célèbre est sans doute Paul Bocuse. A juste titre.

Le moulin des Bocuse, en bord de Saône, existait, dit-on, dès l'an 1638. Le terroir a joué depuis lors son rôle, important, dans la destinée des Bocuse, bientôt aubergistes de père et fils. Paul, petit-fils de Joseph, fils de Georges, fit ses apprentissages d'abord chez l'illustre Mère Brazier : on le vit dans les cuisines de Lucas-Carton, puis enfin chez Fernand Point (en cuisine, disait Sacha Guity, un Point, c'est tout !). Suffisant pour être consacré, en 1961, meilleur ouvrier de France. On connaît la suite.

Paul devint le représentant itinérant de la bonne cuisine. L'Amérique, le Japon, la Chine, les « îles », l'Australie, il y a quelques semaines, où il a découvert d'excellents vins, notamment un Chardonnay Hunter Valley 87 qui figurera à sa carte (1). Alors on allait vite lui reprocher de n'être jamais chez lui. C'est faux, évidemment, car il y est bien plus que d'autres qui, pourtant, n'ont rien à faire ailleurs... qu'à s'amuser ! Mais aussi bien, et contrairement à ces derniers qui abandonnent le « piano » à des sous-fifres, Bocuse, lui, n'a pas un second mais un premier : Roger Joloux (lui-même assisté de Jean Fleury et de Christian Bouvarel), qui,



depuis des lustres, pense, œuvre et signe du Bocuse.

C'est dire que les commentaires ventiloquentes laudatifs, restrictifs de certains le font sourire. Aussi bien, ce que les précieux combien ridicules reprochent au « Gars Paul », c'est moins sa cuisine (qu'ils avouent magistrale) qu'une fidélité à la tradition : « Le cuisinier, dit Bocuse, est là pour donner du bonheur au client et non pour le

soigner ! » C'est la condamnation de la cuisine-minceur, des petits légumes, de la cuisine vapeur (qu'il nomme plaisamment « baby-food ») d'aujourd'hui (car elle existait avant, avec la poularde de Dumas, le Morteau de Jeunot, si superbement gâtés !), bref, de la cuisine-gadget pour snobins et excentriques. Chez lui, les filets de sole Fernand Point, la volaille de Bresse en vessie (quand ce n'est pas, pour les amis, la soupe à la jambe de bois,

ce monumental pot-au-feu « traboulesque » ?) sont le reflet d'une culture gastronomique en voie de disparition.

Une culture régionaliste ! Les fromages de la Mère Richard, les charcuteries de Bobosse, les canons affectionnés du papa Bernachon, les matins d'amitié aux Halles de Lyon ne sont point sans signification.

Mais son intérêt pour le régionalisme gourmand englobe toutes les provinces (ne fut-il pas le premier à venir découvrir, chez Deguin, à Anch, un cassoulet ancestral, c'est-à-dire aux fèves fraîches ?). C'est pourquoi, plutôt que la grande cuisine française, terme dépassé, mieux vaudrait dire aujourd'hui : les cuisines françaises. Les vraies ! Celles qui n'avaient pas besoin d'assiettes-tableaux, celles qui vont peut-être disparaître avec l'Europe.

Non ! Elles ne disparaîtront pas. Un peu partout des cuisiniers, des cuisinières s'y emploient. Les médias n'en parlent que peu. Mais on parle beaucoup du cher Paul, et c'est tant mieux. Alors qu'attend-on au gouvernement ? Qu'attend-on pour le nommer ambassadeur des cuisines françaises ?

COURTINE.

(1) En attendant, vous trouverez du vin australien (le Petaluma, blanc et rouge), au Vercor de la Madeleine (4, boulevard Malesherbes, 75017 Paris, tél. : 42-65-51-99).

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Aquitaine

ENTRE MER ET MÉDOC

HOTEL RESTAURANT ***
Parc fleuri 2 ha. Piscine, tennis, parcours santé, piste cyclable, prox. golf.
1/2 pension 260 F.
LES ARELLIERS, 33160 SALAUNES.
Tél. 56-58-58-58.

Campagne

81170 Les Cabannes-Cordes

TARN

Pension de Famille ***

« CHEZ BARBARA »
Calme - Repas - Pêche
Promenade. Circuit des Bastides médiévales. - Ouvert toute l'année.
Pension 175 à 195 F. Tél. : 63-56-02-51.
« CHEZ BARBARA » 81170 Les Cabannes-Cordes

Côte d'Azur

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Belle-Vue ***

Hôtel de charme près mer, calme, grand confort.
30 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITES
Restaurants
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-57-62-56 - Tél. 47-61-61.
Téléfax 93-16-17-93.

HOTEL VICTORIA ***

33, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. 93-88-39-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, téléphone direct, minibar.

Languedoc

VACANCES AU SOLEIL EN PROVENCE

Valée de la CÈZE (Gard).
M. Maurice COSTE (3 générations)
et PHOTOL DU COMMERCE ***
30630 GOUDEARGUES
vous proposent leur prix de pension complète, vin de pays et taxes compris.
1/5 du 5/7, de 165 F à 190 F (seul ch. ind.).
6/7 du 24/8, de 185 F à 215 F (seul ch. ind.).
24/8 du 24/8, de 165 F à 190 F (seul ch. ind.).
Réduction de 5 % pour 15 jours pleins (seul du 6 juillet au 24 août).
Accueil, confort, ambiance familiale, nombreux loisirs tels que baignade, tennis, mini-golf, location de vélos, randonnées pédestres et excursions en car de l'hôtel plusieurs fois par semaine.
Régimes assurés.
Doc. rapide sur demande au 66-82-20-68.

Montagne

06350 SAINT-VÉLAN

(Hautes-Alpes, Queyras)

Parc rég. Site classé. Village XVIII^e. Plus haute comm. d'Europe, 2040 m. Randonnée, pêche.
LE VILLARD, tél. 92-45-82-08
Tennis, billard, chambres, studios gd confort de 55 F à 160 F par jour.
BEAUREGARD, tél. 92-45-82-62
Pension de 188 F à 275 F par jour, promo en sept. Piscine, tennis, billard.

L'ÉTÉ EN SAVOIE

CHALET-HOTEL & LOUÏSE BOUCE ***

LOGIS DE FRANCE. Guide Auto-Journal. 1550 m. Calme, détente, nature, dans chalet XVIII^e. Tout confort. Exposition panoramique plein sud. Promenades, randonnées, excursions. « Les disciples d'Épicure sauront s'y retrouver. »
Pens. 250 à 290 F TTC 1/2 pension.
Famille SURRIER.
La Chalet, 73530 ST-JEAN-D'ARVIES.
Tél. : 79-59-70-99.

Paris

SORBONNE

HOTEL DIANA **

73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c., TV couleur.
Tél. direct.
De 250 à 350 F. - Tél. 43-54-92-55.

Grande-Bretagne

68 - QUEENSGATE

EDEN PLAZA HOTEL

68 QUEENSGATE,

SOUTH KENSINGTON, LONDRES SW7
Tél. 44-1-376-6111. Tél. 916228.
Téléfax 44-1-376-6578.
Hôtel moderne et accueillant
Près de Knightsbridge, Harrods
Hyde Park, musées.

Italie

VENISE

HOTEL LA FENICE

ET DES ARTISTES ***

Saint-Marc 1936
Réservation : 193941/52-32-333
Fax : 193941/52-03-721.
Tél. : 41-1150 FENICE 1.

VÉRONE

NOVO HOTEL ROSSI

Via Della Casa, 2
Près de la gare de PORTA NUOVA
Réservation : 193945/56-90-22
Fax : 193945/57-82-79.
Atmosphère intime, tout confort.

Sud-Ouest

PÉRIGORD

LA CLÉ DES CHAMPS ***

GASTRONOMIE LOISIRS.

CALME, PISCINE.
1/2 pension à partir de 180 F.
Prix réduit dès le 20 août.
24500 VILLERANÇON-DE-PÉRIGORD
Tél. : 53-29-95-94.

Suisse

LEYSIN (Alpes vaudoises)

1300 m., à 4 h 30 de Paris
TGV. Site alpin + climat
bien. *** Sports.
Randonnées. Déjeuner. S.L.
Hôtels de famille E & G *** Belle vue.
FORFAIT 7 j. (douceur/wc)
1/2 pens. 1690 FF, pens. 1950 FF.
Préfixe tél. Leysin : 19-41/25-
HOTEL PRIMEVERE, tél. 34-11-46.
Près centre et sports. Spéc. du pays.
HOTEL ORCHIDÉES, tél. 34-14-21.
Vue panoramique, petit spa, familles.
HOTEL PAIX/VIEUX PAYS, tél. 34-13-75.
Accès train idéal. Tranquille, gourmand.

St-MORITZ (Engadine)

Kulm - Hôtel

L'hôtel 5 étoiles avec
la plus grande tradition.
Centre mondialisé et sportif.
CH 7590 St-Moritz. - Tél. : 1941 82/2 11 51.
Fax 82/3 27 38, Tx. 83 21 72.

TOURISME

ÉTÉ 1989

SÉJOURS ENFANTS

A LA MONTAGNE

(après Jeunesse et Sports)
Haut-Doubs. Alt. 900 M.
TGV 3 heures de PARIS
Yves et Liliane accueillent vos enfants (5 à 14 ans) dans ambiance très familiale dans ancienne ferme XVII^e siècle, confortablement restaurée, au milieu des pâturages et des forêts. Accueil limité à 15 enfants. Activités proposées : tennis, poney, jeux collectifs, découverte des fleurs, milieu rural, peinture sur bois, fabrication du pain...
Prix : 1650 F par semaine/enfant.
Tél. (16) 81-38-12-51.
LE CRÉT L'AGNEAU
25650 MONTBENOIT

SEMAINE GOURMANDE

L'Armoise

Nouvelle carte mais même formule (extraordinaire pour les petits budgets et les petites bourses) : une entrée, un plat (79 F), ou une entrée, un plat, dessert, 1/2 vin et café (149 F). Choix suffisant, des terrines à l'émiettée de langue moutonnée, du chèvre rôti aux amandes aux tagliatelles de saumon fumé, puis de la ralle aux chèvres au magret tréfilé d'escalade, du tartare au foie de veau vapeur sauce porto. Avec aussi les grillades, des vins à partir de 48 F la bouteille.

L'ARMOISE

67, rue des Entrepreneurs (18^e).
Tél. : 45-79-03-31.
Fermé samedi midi et dimanche.
Salon 25/30 couverts. CB.

La Bonne Table à Clichy

Giblet et René Berger, après avoir refait leur salle, changent la moquette, gèrent les murs de tableaux et aménagent décor et confort de leur petite maison, ont eu la surprise, au dernier Miche-

lin, de voir qu'ils avaient perdu une fourchette ! Aucune importance, au demeurant, puisqu'ils font très souvent saute comble.

Les vrais gastronomes, gourmands de tout ce qui vient de la mer, viennent de loin se régaler de cette cuisine de femme, digne de l'ARC, où la soupe de poissons « avé la rouille », les huîtres chaudes au saumon fumé, les beignets « de la patronne », les lasagnes de homard, les coeurs d'artichauts aux langoustines, le millefeuille d'aubergines au saumon, la morue aux pommes sautées et bien entendu la bœuf bourguignon avec aussi les fruits de mer du « père » Berger, solide Savoyard, écailleur de tradition (il sait, aussi, choisir ses vins - tenez donc le saumon de Salmon, à Bué, blanc ou rouge). Comptez 350/400 F pour un régal qui devrait être étoilé.

LA BONNE TABLE

119, bd Jean-Jaures, à Clichy (92110).
Tél. : 47-37-38-78.
Fermé samedi et dimanche.
Ni congélateur ni surgelés !
CB. Chèques acceptés.

L. R.

MIETTES

● Chez Auguste, l'excellent restaurant de poissons du 98, rue de Tocqueville, seules les cartes Bleue et Vies sont désormais acceptées.

● Les lecteurs écrivent. Un correspondant amateur de mets (souvent maltraités par les pâtisseries) me signale ceux, aux amandes de premier choix, de M.-G. Guinot à Ciry (88400). Un autre lecteur a aimé la cuisine de Jarroussat, petit restaurant sur la N 122 entre Murat et Neussargues. Critiques par contre envers un restaurant de Strasbourg (Julien) et La Bretagne au Lascouët-sur-Mer.

● Un Fouquet's à la Défense. Dès septembre, au dernier étage du CNIT (Cercle Europe) s'ouvrira un restaurant de 200 places, avec bar panoramique et salons privés réservés aux membres du Cercle. Ce sera le Fouquet's Europe.

● Au Grand Café Capucines, de 18 à 20 heures, à la terrasse, on pourra attendre le dîner (et les plats d'été des chefs Christian Linay et

Michel Lefebvre) en musique. Et de minuit à 4 heures du matin un pianiste accompagnera les soupers.

● L'appel du terroir. Gabriel Biscay, chef au Royal Monceau, retourne au pays. Il va s'installer à Saint-Martin-de-Seignan, près de Bayonne. Guy Degoretta, qui fut chez Ledoyen, est également rentré au pays, à Biarritz. Quant à Gilles Méry, qui travaillait avec Joël Robuchon, il régit à présent sur les fourneaux de l'hôtel de la Belle Aurore à Sainte-Maxime.

● Un haut comité de la gastronomie française sera prochainement constitué, indique un communiqué du ministère du tourisme. Cinq grands cuisiniers parisiens, précises-à-à, ont été repus par le ministre à ce sujet. Parmi eux Claude Terrail et André Vrinat, qui ont dû être bien étonnés de passer du rang de très grands restaurateurs à celui de cuisiniers.

L. R.

Le Monde

ABONNEMENTS VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier de joindre votre bande.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (telle normale)
2 semaines	80 F	190 F
3 semaines	120 F	210 F
1 mois	160 F	281 F
2 mois	280 F	482 F
3 mois	385 F	700 F

* TARIF PAR AVION. NOUS CONTACTER AU : (1) 42-47-88-72

« LE MONDE » ABONNEMENTS
BP 50709, 75422 PARIS CEDEX 09

Attention : le min en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE

du _____ au _____

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM _____ PRÉNOM _____

N° _____ RUE _____

CODE POSTAL _____ VILLE _____

PAYS _____

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE Dir. de ppte

déjà en foudre de chéris, ancrage-ment, pour vous. AMATEURS, profitez de nos caves spéciales : REDEMPTEUR brut mill. 1983 et blanc de blanc. Tarif sur demande à

R.M. DURAND F. & F. (S). « Les Châteaux »
VENTURIL, 51200 EPERNAY. 26-58-48-37.

GRANDS VINS DE JURANÇON

CHATEAU DE ROUSSE

Direct. du producteur au consommateur. Qualité et millésime en sec et moelleux.

1. LABAT-LABONNETTE, 64119 JURANÇON.
Tarif sur demande.

Victoria-Lauberhorn Wengen Berner Oberland

*** hôtel de famille de 1^{re} catégorie garanti avec son grand confort en séjour agréable. Restaurants, bar et café accueillants. Chambres avec bain, douche-WC, téléphone direct, radio, sèche-cheveux, trésor, TV sur demande, demi-pension. Choix de menus 77,50 F, site, saison et séjour. Dir. buffets aux chandelles. Arrangements avantageux : 7 jours demi-pension, choix de menus, bain, douche/WC, abonnement régional de montées y inclus : 625 F ou bien 1 126,50 F pour 14 jours.

Fam. S. + h. Castelin.
Hôtel Victoria-Lauberhorn, CH-3623 Wengen. - tél. : 19-41-34/56-51-52. Tél. 823 232. Fax 1941365551

GASTRONOMIE

LE NEM 66

La véritable cuisine VIETNAMIENNE

Grand choix de grillades 66, rue Lauriston, 16^e

Rés. 47-27-74-52 F/sem. soir et dim.

SANTAMARIA

Couscous - Tagines

Pastilla - Paella

Pâtisseries Orientales

Remise dimanche soir - lundi soir

16, rue Léon-Jol M^e Courcelles - 42-67 27 99



Flueves et civilisations

Globe-trotter devenu guide-accompagnateur, Christophe Santuc met en œuvre une forme inédite de voyage qui permet de découvrir la civilisation d'un pays par ses fleuves. Flueves, felouques, shikaras et Zodiac motorisés en sont les instruments privilégiés. Du milieu d'une voie d'eau, on voit défiler un pays différemment. Au rythme de la navigation, Flueves du monde (28, rue du Laos, 75015 Paris, tél. 42-73-06-39) pose un regard progressif sur l'Inde, l'Égypte, la Centrafrique et la jungle des pygmées, le Mali.

De Bamako à Gao, au long du coude qu'il dessine en traversant le Mali, le fleuve Niger charrie une activité intense : pirogues chargées de mil sortant des marécages, pêcheurs au filet, à la ligne ou à la nasse, bateliers Sononon. Sur les rives, manguiers et baobabs,

marécages tout blanc où les roseaux disparaissent sous le poids de milliers d'oiseaux, rizières et champs de mil, ourdées et surtoutes. A Diarabé, des troupeaux de milliers de têtes traversent le fleuve, conduits par des Pauls ou des Maures. Après les Bambaras, les Songhaïs et les Dogons, on rencontrera encore les guerriers Tamasheq à Tombouctou et les Touaregs. A Gao, on quitte le fleuve pour rejoindre Niamey par la route. Une expérience de vingt-quatre jours à partager à six ou huit. Prochains départs le 11 août et le 13 octobre, 15 990 F tout compris.

Les bons offices

Très pratique — on peut vraiment le glisser dans sa poche — et surtout très utile au moment de partir en vacances : la répartition 1989 des 3 040 offices de tourisme et syndicats d'initiative de France. Il les

recense tous, par ordre alphabétique de localités, avec leur adresse, leur numéro de téléphone et de téléc. Il est disponible gratuitement dans les offices de tourisme. Pour le recevoir par la poste, il faut adresser à la Fédération nationale des offices de tourisme et syndicats d'initiative (2, rue Linois, 75015 Paris, tél. : 40.59.43.82) une enveloppe timbrée à 3,70 F.

Plancher sous l'alizé

Quand l'anticyclone des Açores est à sa place, soufflé sur les îles Canaries un puissant alizé qui atteint les forces 6 à 8 pendant l'été. Autant dire que, au moment où les véliplanistes français se désolent devant des mers d'huile, il existe un paradis du vent et des vagues à quelques centaines de kilomètres des côtes marocaines.

Grâce au vol charter hebdomadaire affrété par

Jumbo, Lanzarote est maintenant à moins de quatre heures de Paris. Sur cette île au climat constamment doux, la société IWS a implanté un centre de planche à voile. Les planchistes expérimentés ont la possibilité d'y réserver, par l'intermédiaire de leur agent de voyages en France, un modèle de la gamme Fanatic, équipé de trois voiles pour affronter les différentes conditions de vent. Le logement est assuré dans un hôtel neuf, le Teguisol, situé à quelques centaines de mètres d'un des meilleurs « spots » d'une île qui offre toutes les conditions de navigation.

Il reste des places au début du mois de juillet et en septembre. Le séjour, la location d'une planche et de la voiture — indispensable pour silloner Lanzarote — reviennent à 4 080 F sur la base d'un groupe de quatre personnes. IWS : 130, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris, tél. 40-05-08-88 ; Jumbo Voyages : 62, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris, tél. 46-34-19-79.

En forêt française

Leçons d'arbres cet été dans la forêt française. Celle de l'Hexagone, riche de 15 millions d'hectares — un quart de la superficie de la France — présente des aspects multiples selon les essences qui la composent. La faire connaître est l'une des fonctions de l'Office national des forêts (ONF), qui, pour la dixième année consécutive, y promène le grand public lors de visites guidées.

Occasion d'observer sur le vif l'évolution des peup-

lements — fourrés, gaulis, jeune et vieille futaie, — la façon de régénérer les chênes, par exemple par la production de jeunes semis, la faune, la flore, et d'écouter les explications des forestiers sur la gestion de ce capital vert.

Données générales complétées par des visites à thèmes. En Aquitaine, coup de projecteur sur les techniques de fixation des dunes déplacées par l'érosion éolienne ou sur la sylviculture du pin maritime ; dans les Alpes du Sud, mise en lumière des techniques de restauration des terrains de montagne érodés par les crues et le surpâturage.

Toutes informations, cartes et liste notamment, auprès de M. Parant à l'ONF, 2, avenue de Saint-Mandé, 75570 Paris Cedex 12. Tél. : 40-19-59-04.

Chez Robinson

Il est de plus en plus difficile pour le voyageur d'échapper aux flots touristiques. Sensible à ses tourments, Terres d'aventure (16, rue Saint-Victor, 75005 Paris, tél. : 43-29-84-50 et 9, rue des Remparts-d'Ainay, 69002 Lyon, tél. : 78-42-99-94) lui propose « l'expérience Robinson » : treize jours sur une île déserte du Pacifique, l'Îlot de Hiti, l'un des soixante-dix atolls des Tuamotu, à deux heures quinze minutes de vol de Papeete puis à cinq heures de bateau de l'île de Makemo. Pour huit à douze misanthropes : l'isolement a ses limites.

Hiti : une île de corail, 10 km de long, un lagon aux eaux turquoise, des plages blanches, une forêt tropicale peuplée d'oiseaux marins pour une vie au plus près de la nature, exploration et observation de la terre et de



l'eau, installation du campement, chasse, pêche, cueillette, plongée, cabotage. Les techniques de chasse locale et la richesse des eaux permettant des pêches miraculeuses qui sont la base de la nourriture, légumes et fruits étant transportés de Tahiti. Nuits en bivouac et en cabane sauvage. Un hors-bord local est prévu pour la sécurité, ainsi qu'une liaison radio. Un océanographe et un spécialiste de l'exil insulaire en mer tropicale apporteront leurs compétences.

Vingt-deux jours, du 30 septembre au 21 octobre, 22 000 F par personne tout compris, sauf quelques repas et le transport, à Papeete uniquement, et l'assurance.

Le Mont la nuit

L'abbaye du Mont-Saint-Michel encore plus belle la nuit que le jour. L'un des monuments français parmi les plus admirés — 700 000 entrées l'an dernier — est mis en scène, en lumière et en musique jusqu'au 10 septembre prochain lors de « nocturnes » qui renouvellent la vision que l'on peut avoir de la Merveille. La réalisation sonore, discrète, évoque les bruits

qui résonnaient dans chaque salle de l'abbaye, aux jours de sa splendeur, du onzième au treizième siècle, époque à laquelle fut construit l'essentiel des bâtiments. La mise en lumière est mouvante et poétique : des centaines de torches, des feux de bois dans les immenses cheminées, jeux d'ombres et projections audiovisuelles. Pas d'évocation historique stéréotypée : dans chaque salle, des guides-gardiens sont là pour répondre aux questions et orienter les pas du visiteur. Pas de parcours obligé, mais il ne faut pas manquer le cloître ouvert sur la mer au clair de lune.

Les visites nocturnes ont lieu quotidiennement de 21 h à 24 h. Entrée : 40 F, gratuite pour les enfants. Dans la journée, le Mont-Saint-Michel est ouvert, en été, de 9 h 30 à 18 h ; le droit d'entrée est alors de 23 F (enfants 5 F, gratuit au-dessous de 7 ans). Connaissance du Mont-Saint-Michel (BP 2, 50116 Le Mont-Saint-Michel, tél. : 33.60.08.23), un regroupement de cinq hôteliers des Logis de France, propose des forfaits comprenant une (490 F), deux (700 F) ou trois nuits (910 F) en chambre double, le petit déjeuner et un dîner de spécialités.

Vancouver l'oubliée du Nouveau Monde

(Suite de la page 15.)

L'Asie encore, au bout de Main Street, l'artère principale qui fend la ville en deux selon un axe nord-sud. Les sikhs (100 000 en Colombie-Britannique) y ont refait le Pendjab... Régulièrement présenté comme le plus important hors de l'Inde, le Punjab Market n'est qu'une enfilade de gargotes et d'échoppes, dont la marchandise colorée submerge le maigre trottoir, où l'on flâne plus que l'on ne circule. Dans ce mégabazar, tout est indien : les habits, les bibelots, les bonbons, les cassettes vidéo, les interpellations... A quelques encablures de là, le temple de Ross Street et ses vingt mille fidèles.

Depuis environ cinq ans, la religion connaît un regain d'intérêt auprès de la communauté sikh. A l'origine de cette évolution, les sikhs nés sur le sol britannico-colombien : ils éprouvent une réelle sympathie pour leurs frères restés au pays, à la conquête d'un territoire indépendant, le khalistan. A sa façon, cette « deuxième génération » apporte une eau pacifique au moulin indépendantiste de ses amis : les barbes poussent, les turbans fleurissent et les saris ne se cachent plus ! Artifices d'une communauté qui cultive sa

différence et marie son identité religieuse ? Sans doute. Images d'une communauté solidaire ? Voire...

Il a suffi qu'un dénommé Tara Singh Hayer, patron d'un hebdomadaire sikh, croise la trajectoire de quelques balles bien ajustées pour que Vancouver se rappelle le débat plutôt musclé qui anime la vie intra-communautaire. Que reprochait-on à ce modeste patron de presse ? De se faire le chantre d'un militantisme religieux excluant toute violence.

Entre non-violence et adeptes de l'extrémisme

Dès lors, la rupture entre tenants de la non-violence et adeptes de l'extrémisme semble consommée. Les premiers, à l'image de Charan Gill, qui préside une organisation contre le racisme, œuvrent pour l'avenir : « Nos enfants vivent maintenant au Canada. Il nous faut penser à leur bonheur au sein d'une communauté basée dans ce pays. » Discours sage, en déphasage complet avec les agissements des fondamentalistes.

Ceux-là creusent le lit du rejet et nourrissent au climat de suspi-

cion à leur égard, notamment depuis juin 1985, quand le vol 182 d'Air India a explosé au large des côtes de l'Irlande, causant la mort de 329 passagers. La bombe avait été placée à bord de l'appareil à Vancouver. Cette ville, si propre, si nette, si agréable, si bon enfant, se mettrait-elle à sentir le soufre ?

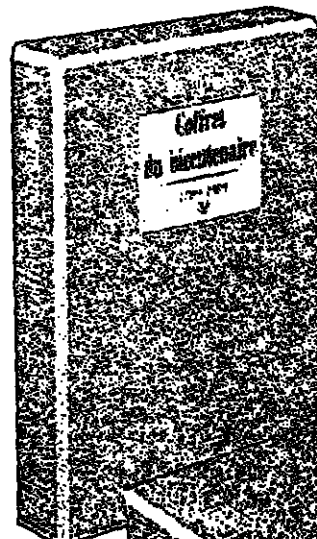
Peut-être est-ce cela dont Vancouver a besoin pour s'extirper de l'anonymat. Un scandale, une blessure, une cicatrice, une facétie, que sais-je ?... Quelque chose qui troublerait sa brillance ; quelque chose qui aggraverait la jeunesse de cette ville née peu avant le siècle, quand, en 1886, John Robson, un politicien, la nomma officiellement Vancouver.

Cent trois ans, ce n'est rien. Ici, seuls les cédres sont millénaires.

PATRICE ROMEDENNE.

● EXPOSITION. — Signalons, sous le titre « La rue, l'atelier, le musée », une exposition d'Ian Wallace, l'un des photographes de l'école de Vancouver » travaillant sur grand format. Au Centre culturel canadien (5, rue de Conséquence, 75007 Paris ; tél. : 45-51-35-73) du mardi au samedi, de 10 heures à 19 heures, jusqu'au 15 septembre.

LE COFFRET DU BICENTENAIRE



POUR conserver votre collection du Monde de la Révolution française et la mettre en valeur dans votre bibliothèque. En carton pelliculé, lavable.

40F
Port inclus

Vous pouvez passer votre commande sur feuille libre ou en découpant le bon ci-dessous

LE COFFRET DU BICENTENAIRE

NOM _____ PRÉNOM _____

ADRESSE _____

LOCALITÉ _____

Code postal _____

Commencez et réglez à adresser à

BP 212

CLÉON

76410

CAIQUE : PETIT CABOTEUR SYMPATHIQUE, IDÉAL POUR TOUT OUBLIER DANS LES CYCLADES.

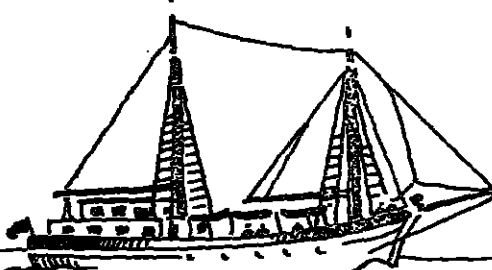
OFFRE SPÉCIALE - 1000F

Valable sur de nombreux départs tout au long de l'été. A votre choix chez votre agent de voyage.

Un exemple : 5 425F au lieu de 6 425F

Pour connaître les conditions de l'offre, consultez le prospectus de l'offre.

27, rue de la République, 92000 Nanterre. Téléphone : 46 46 18 06.



CruisAir

مكتبة امين الاول

η° 565

et MICHEL DUGUET.

Culture

THÉÂTRE

« Bartleby », de Melville, et « Pour saluer Melville », de Giono
Une baleine qui fait des ravages

Herman Melville, l'auteur de *Moby Dick*, mort en 1891 à New-York, est de passage en France cet été. Deux compagnies de théâtre l'hébergient.

Melville, c'est un dieu, c'est un membre du club des géants, dont la lecture est vitale, universelle. Comme Cervantès, Dostoïevski, Nietzsche, quelques autres.

Premier lieu de villégiature : Paris, le Théâtre du Tourneur. L'acteur Pierre Clementi y joue l'un des créateurs les plus oubliés de Melville : le copiste Bartleby.

Jeune, vingt-cinq ans environ, Bartleby, pour des raisons de réduction de personnel, a été licencié du service des lettres au robot à la poste centrale de Washington. Il s'engage comme copiste chez un avoué.

Tout va bien (Bartleby copie les actes vite et propre) jusqu'au moment où l'avoué lui demande quelque chose : relire une lettre. Bartleby répond, calmement, sans arrogance aucune : « *I would prefer not to* ».

Cette expression de refus poli est intraduisible en français. Certaines adaptations disent : « *J'aimerais mieux ne pas le faire* ». D'autres : « *Je préférerais pas* » ou « *Je préférerais ne pas* ».

Bartleby, les semaines passent, va opposer à tous les ordres de l'avoué, une formidable force d'inertie, courtoise, comme « absente », par le moyen de sa formule « *I would prefer not to* ». Puis un jour il « préfère » aussi ne pas même copier.

Comme dans nombre de récits de Melville, il y a ici un duel entre l'homme et le plus âgé. L'avoué, d'abord contrarié par ce réfractaire de Bartleby, puis étonné, puis intrigué, puis presque dominé et conquis, n'ose prendre aucune décision à son encontre. Incapable de le chasser, l'avoué démissionne, laisse Bartleby seul, debout, dans des lieux vides.

Le locataire suivant fera intervenir Bartleby en prison. L'avoué ira à la prison, proposer à Bartleby de le prendre chez lui, non pas à l'étude mais à son domicile. « *I would prefer not to* », répond Bartleby. Quand l'avoué vient le revoir, il le trouve mort, comme un chien, dans une cour de la prison.

De même que le récit de Kleist *Michel Kohlmeier* est une inoubliable parabole sur la résistance à l'oppression (un garçon de femme met un pays entier à feu et à sang parce qu'un propriétaire a voulu lui faire payer un oiseau pour le passage de ses chevaux), le récit de Melville, *Bartleby*, est une inoubliable, insupportable, parabole sur un refus d'être, un détachement d'être, et l'existence d'une réponse à certaines formes d'action, de non-action. Chaque lecture nouvelle de *Bartleby* vous donne le sentiment de vous perdre de nouveau sur un nouveau sentier des « arbres de la vie ». Ce texte est une tragédie pure.

C'est un beau moment

L'acteur Pierre Clementi, qui a toujours irradié, sans effort, une charge spirituelle et poétique intense tout en restant, sur scène, impassible, donne à Bartleby tout à fait proche de l'imagination que nous pouvons nous en faire. René Dupuy, qui assure la mise en scène, joue l'avoué, et Francis Arnaud joue un récitant. C'est un beau moment.

Dans le centre de la France, Gilles Bouillon, le directeur du Centre dramatique régional sis à Bourges, propose de son côté une remarquable mise en scène du roman de Jean Giono *Pour saluer Melville*.

C'est en 1936 que Jean Giono lui, en anglais, *Moby Dick*, « le livre le plus étonnant qui soit », note-t-il dans son journal le 2 juin 1936 : il ne comprend pas ce livre, publié en 1851, ne soit pas encore traduit en français. Avec son ami Lucien Jacquet, il décide de le traduire. Tous deux lisent l'anglais, mais ni l'un ni l'autre ne sont capables de porter *Moby Dick* en français. Joan Smith, qui tient à Saint-Paul-de-Vence un magasin d'antiquités, qui va établir un premier mot à mot.

Envahi par Melville et ses navires, Giono, qui n'avait écrit



Pierre Clementi dans « Bartleby »

Texte stupéfiant. Alors qu'il sait tout sur Melville, sa vie, ses livres, alors qu'il a pour lui une dévotion immense, Giono commence son livre par quelques pages d'invectives, presque triviales de ton, où il accumule, après, des informations fausses. Puis, soudain, repart : Giono laisse tomber Melville, et il écrit un roman, l'un de ses plus beaux. Histoire de la rencontre, passionnée et sage, d'une femme et d'un homme. L'homme s'appelle Melville, mais il n'a rien à voir en fait avec l'auteur de *Moby Dick*, cette histoire ne pouvait lui servir. La femme, Adeline White, est un caractère absolument nouveau dans l'œuvre de Giono, comme si l'histoire de la baleine blanche de Melville avait suscité chez Giono une mutation.

Adeline White, mariée à un grand avocat irlandais, soutient des insurgés, et incite éventuellement son mari à sauver les condamnés. C'est en allant dans un petit port réceptionner un contrebande que Giono rencontre, dans une diligence, le prétendu Melville. La randonnée de cette voiture, dans la campagne, est une des plus fortes pages de toute l'œuvre de Giono.

Gilles Bouillon et ses adaptateurs ont eu l'intelligence de ne pas essayer de « raconter l'histoire ». Il y a là Adeline (Pascale Simon), le pseudo-Melville (Pierre Forest) et un « ange » (Pierre Baillet), car Giono évoque souvent, dans son livre, un combat avec l'ange. Ils échantonnent des choses, des silences.

MICHEL CURNOT.

* *Bartleby* - le Tourneur, 22 heures, du mardi au samedi. Tél. : 48-57-52-48.

Pour saluer Melville, après avoir été donné à Bourges et à Chambord, sera joué le 24 juin à la Comédie d'Arville, le 4 juillet à l'abbaye de Senlis, et le 8 juillet au château de Valsey. Renseignements au Théâtre de Bourges. Tél. : (16) 48-70-43-01.

« Le vide était presque parfait »

Rouge et noir

Fragments d'un discours sur le désir, la peur et l'excès par la compagnie Jean-Michel Rabreau.

L'intimité et l'interdit : la façon dont le théâtre peut en rendre compte, avec la parole, le corps de l'acteur. Jean-Michel Rabreau creuse ce sillon. En témoignent quelques-uns de ses précédents spectacles, ainsi *Désobéissance*, *Onanisme avec troubles nerveux chez deux petites filles*, *L'Eloge de la pornographie*.

Dans *Le vide était presque parfait*, conçu avec Marc Mergot, Jean-Michel Rabreau préfère, au discours direct, l'image symbolique. La parole y est rare, donc saisissante. Des femmes en petite robe courte et décolletée, jouées sur des talons aiguilles, trois hommes, assis sur une table, lisent avec une extrême concentration. Pour le reste, les actions se suivent, sans logique apparente, même si toutes mettent en jeu le désir, la peur, la cruauté. On lave le sol à grande eau, une accordéoniste pourrit un homme, un homme pourrit la petite femme qui, à la première image, tentait désespérément de l'embrasser. Le groupe entoure avec délicatesse l'apparition d'une contorsionniste, nue, au corps si souple, si exhibitionniste qu'il en retourne au simple statut d'objet.

En fond de plateau, et ce durant toute la durée du spectacle, un

homme peint une immense et très belle fresque à larges coups de brosse, en rouge, blanc, noir, des chiens, des hommes, un cheval au galop lancé dans une chasse à courre éperdue. « *Je suis une biche* », chante une femme. On entend aussi des comptines enfantes bien évidemment perverges et cruelles. Quand dans cette boîte noire au sol rouge le malaise du spectateur, son attente, son désarroi sont acquis, la lecture peut commencer : énumération lente et minutieuse de quelques-uns des supplices imaginés par Sade dans les *Cent Vingt Journées*.

Se fresque terminée, le peintre s'assied à une table raffinée, il mange, face au groupe de comédiens silencieux, servi par un maître d'hôtel dont le claquement de doigt commande à l'un des spectateurs de ce banquet solitaire et cruel d'exhiber ses jambes. Jean-Michel Rabreau dresse un mur de glace entre la scène et le spectateur. Ses images, ses lumières sont belles, mais son message reste opaque, froid et on reste poliment indifférent devant une tentative qui relève de la performance ou de l'exercice de style, avec musique, peinture, théâtre et fragments d'un discours esquissés sur quelques ombres silencieuses.

ODILE QUIROT.

* Jusqu'au 1^{er} juillet. Théâtre de la Tempête. Cartoucherie de Vincennes. Tél. : 43-28-36-36.

LETTRES

M. Mitterrand a remis le prix Tocqueville à Octavio Paz

M. François Mitterrand a remis, jeudi 22 juin, le prix de la fondation Tocqueville au poète mexicain Octavio Paz (le 22 juin 1922). Au coup d'une cérémonie organisée à Valognes (Manche) dont Alexis de Tocqueville fut le député en 1839 et en 1848, M. Mitterrand, qui a « croisé plusieurs fois le chemin » d'Octavio Paz et a établi avec lui « depuis longtemps des relations confiantes », a vanté les mérites « du poète, de l'homme libre, de l'ami », d'un homme qui a « déclaré la guerre » aux conformismes et qui refuse « les explications simplistes ».

Le chef de l'Etat a parlé, en présence de M. Alain Peyrefitte, président du jury Tocqueville, de la « liberté fragile » et de la « démocratie imparfaite », ainsi que de ces « procès totalitaires qui réclament la confession de crimes irréels ».

Dans sa réponse, Octavio Paz a notamment déclaré : « Nous assistons au crépuscule de l'idée de révolution dans sa dernière et malheureuse incarnation, la version bolchevique. Enfin débarrassés de la lutte contre la superstition totalitaire, nous pourrions réfléchir plus librement sur notre tradition. Nous devons repenser cette tradition, la rénover, et chercher la réconciliation des deux grands courants politiques de la modernité, le libéralisme et le socialisme ».

Octavio Paz a enfin livré de la fonction de poète cette belle définition : « C'est par la bouche du poète que parle l'existence sur la parole, non sur l'écrit - l'autre voix. La voix du poète tragique et celle du bouffon, la voix de la mélancolie solitaire et celle de la fête, l'éclat de rire et le soupir, l'étreinte des amants et le monologue de Hamlet, la voix du silence et celle du tumulte, la folle sagesse et la folie douce, la murmure confidentiel dans l'alcôve et la houle des foules sur la place publique. Entendre cette voix, c'est écouter le temps même, le temps qui passe et qui, pourtant, revient, transfiguré en quelques syllabes cristallines ».

CINÉMA

Mort de Richard Quine

Nous apprenons la disparition du cinéaste américain Richard Quine. En mauvaise santé, dépressif, il s'est donné la mort le 10 juin. Il était âgé de soixante-huit ans.

Né à Détroit, le 20 novembre 1920, Richard Quine monte sur les planches à l'âge de onze ans. De 1933 à 1950, il danse et chante dans des comédies musicales, à Broadway et au cinéma. Réalisateur à la Columbia à partir de 1948, il fait équipe avec Blake Edwards pour l'écriture des scénarios de films à petit budget. C'est un « film noir », *Du plomb pour l'inspecteur* (1954), avec Kim Novak débutante, qui le fait connaître en France. Puis, les *Cahiers du cinéma* défilent sur *Ma sœur est du cinéma* (1955), adaptation, avec Blake Edwards, d'une comédie musicale dont la chorégraphie, particulièrement originale, est de Bob Fosse. *Une Cadillac en or massif* (1956) et *Pleine de vie* (1957), deux comédies satiriques jouées par Judy Holliday, font un peu retomber l'enthousiasme.

Mais Richard Quine trouve une nouvelle inspiration avec Kim Novak qu'il dirige dans une comédie fantastique *L'adorable voisine* (1958), un très beau drame sentimentale, *Liaisons secrètes* (1960), et une comédie policière, *L'inquiétante Dame en noir* (1981). En 1962,

Deux Têtes folles ; « remake » de la *Fête à Henriette* de Jeanson et Duvivier, est un feu d'artifice de « nonsense ». Richard Quine prend alors un tournant vers la comédie sophistiquée (*Une vierge sur canapé*, 1964 ; *Comment tuer votre femme ?*, 1965), mais il est supplanté par Blake Edwards. Dès lors, sa carrière piétine. *Hôtel Saint-Grégoire* (1967) et *la Guerre des bottes* (1970) ne seront plus que des travaux de commande. On regrettera que Richard Quine soit tombé dans un injuste oubli.

JACQUES SICLER.

T.L.P. Présente du 20 au 30 juin 1989

Une exposition de Viviane Blin « PORTRAITS D'AUTEURS » Art, Barbara, Brassens, Paul Fort, Brel, Caussimon, Fanny, Ferné, Gainsbourg, Higelin, Bobby Lapointe, Lemaire, Leprieux, Moustaki, Nougaro, Perret, Prévert, Renaud, Servat, Soukhan, Téton, Vint.

Présence du peintre le samedi 24 juin de 14 h à 17 h 30

T.L.P. Déroule, 41, bd du Temple, 75003 Paris. Tél. : 42-74-20-50

Fnac Autoradio

Avec et sans rendez-vous,

Le choix Fnc Autoradio.

Un large choix des meilleurs autoradios, haut-parleurs, alarmes et téléphones de voiture. Une sélection de 20 combinés autoradio et de 4 compact testés par le laboratoire Fnc

Le conseil et la compétence Fnc Autoradio.

Une équipe de spécialistes pour vous permettre de choisir en toute objectivité et de faire installer, sans souci et sans risque, le matériel le mieux adapté à vos besoins.

Les garanties Fnc Autoradio.

Garantie de 2 ans pour tous les matériels de la sélection Fnc.

Garantie à vie de la pose de tout matériel acheté dans les Fnc ou Fnc Autoradio et monté par Fnc Autoradio.

Garantie des délais annoncés, en cas de non respect de ceux-ci.

Fnc Autoradio déduit de votre facture la pose de votre appareil.

Fnc Autoradio 6 centres à Paris pour équiper votre voiture avec beaucoup, beaucoup d'adresses.

nous équipons votre voiture avec beaucoup d'adresses.

Fnc Autoradio : les tests, le conseil et les garanties.

مكتبة ابن رشد

Culture

MUSIQUES

La mort d'Henri Sauguet

Une fantaisie mêlée d'ombres

Mort dans la nuit du 21 juin à son domicile parisien (le Monde du 23 juin), le compositeur Henri Sauguet était surtout connu pour ses ballets. Son œuvre et sa personnalité restent à découvrir.

Les générations qui se succèdent sont souvent injustes pour les artistes vieillissants. Henri Sauguet a souffert de cette méconnaissance. Celui qui avait été un des princes du Tout-Paris pendant l'entre-deux-guerres et qui avait écrit sans trêve une musique si spontanée voyait avec tristesse ses œuvres délaissées, tandis que triomphait une école moderne qu'il exécutait, celle de Pierre Boulez. La postérité sera certainement moins sévère pour lui que nos contemporains.

A la recherche de sujets graves

A peine plus jeune que les Six (il avait deux ans de moins que Poulenc), Sauguet a vécu sur leur lancée. Il a été au Bouff sur le toit et il a dû aux Ballets russes l'un de ses premiers succès. Darius Milhaud a parfaitement vu l'originalité de son cadet à cette époque. « *Chez Sauguet, écrivait-il, la musique est un système sans. Une facilité mélodique d'un intarissable écoulement remplace, pour notre joie, les combinaisons les plus savantes des contrepointistes les plus célèbres. C'est un intuitif dont l'intuition est guidée par son instinct, par l'acuité de son intelligence et la sûreté de son goût. Sa musique a de la race* ».

● La mort d'Alberto Marino. — Le chanteur de tango Alberto Marino est mort jeudi 22 juin à Buenos-Aires. Il était âgé de soixante-six ans. Sumommé « voix d'or du tango », Alberto Marino était un Italien originaire de Vérone qui avait émigré en Argentine à l'âge de quatre ans. Influencé par Carlos Gardel, il connut son heure de gloire dans les années 40.

comme les chats siamois. Ces qualités s'unissent à un cœur tendre que les locomotives ou les machines agricoles effrayent mais qui aime la mer, les bateaux, les matelots, leurs pompons rouges. »

Sauguet était avant tout un mélodiste qui excellait à traduire la musique des paroles. Il était moins à l'aise dans les grandes formes symphoniques et lyriques, et ses ballets, plus libres, sont sans doute supérieurs à ses opéras et à ses symphonies.

Mais il y avait une volonté de tout embrasser qui correspondait à une réelle profondeur chez cet homme brillant, comédien-né et causeur étourdissant. Et, sans renoncer à la fantaisie, ses œuvres n'ont cessé de rechercher des sujets graves, surtout après le tournant de la dernière guerre, qui l'avait beaucoup marqué.

Parmi celles qui resteront, on trouvera certainement *L'oiseau a vu tout cela*, sur un poème de Jean Cayrol, partition déchirante évo-

Des « Forains » à « la Chartreuse de Parme »

Henri Poupard, dit Sauguet (il avait pris le nom de sa mère, dont il disait tenir son goût pour la musique et sa sensibilité), était né le 18 mai 1901 à Bordeaux et manifesta tout enfant son amour des sons. A cinq ans, il commença le piano. Ses études furent interrompues par la guerre et il dut très jeune travailler pour gagner sa vie (chez un avocat, puis dans des maisons de vins et de conserves). Mais à quinze ans, il devient organiste et s'essaye à la composition, en se faisant à Montauban pour suivre l'enseignement de Joseph Canteloube, de 1919 à 1921.

Darius Milhaud lui conseille de venir à Paris pour étudier la musique avec Charles Koechlin. C'est alors qu'il rencontre Erik Satie et fonde en 1922, avec Henri Cluquet-Pleyel, Roger Désormière et Maxime Jacob, l'Ecole d'Arcueil (en hommage à Satie qui les patronne).

Il n'a encore écrit que des mélodies et s'emploie pour vivre dans divers magasins et bureaux. Mais il se fait rapidement connaître avec un opéra-bouffe, le *Plumet du colonel*, créé en 1924 par Ernest Ansermet au Théâtre des Champs-Élysées, diverses œuvres pour piano et le *Château de la Chartreuse de Parme*, en 1927.

Désormais, ses ressources sont suffisantes pour qu'il se consacre à la composition, avec quelques incursions dans la critique musicale (*l'Europe nouvelle*, le *Journal*, la *Revue hebdomadaire*). Il commence alors la *Chartreuse de Parme*, qui ne sera achevée

qu'en 1936 et créé à l'Opéra de Paris en 1938.

Il a écrit une impressionnante quantité d'œuvres dans tous les domaines : opéras-bouffes ou comiques (*la Contrebasse*, la *Gauche imprévue*, les *Caprices de Marianne*, joués au Festival d'Aix-en-Provence en 1954), vingt-six ballets, en particulier les *Mirages* (1943), créés par Serge Lifar à l'Opéra en 1947, les célèbres *Forains* (Ballets des Champs-Élysées, 1945) et la *Rencontre* (1948), de très nombreuses musiques de scène et de film (*Premier de cordée*, *Les amoureux sont seuls au monde*, *Clouchemerie*, *Farrabieffe*, *Julie de Carmelitan*, etc.), trois concertos, quatre symphonies, des sonates et trois quatuors, et près de cent cinquante mélodies. Une production considérable, dont on ne connaît souvent qu'une petite partie.

Il se définissait comme « un esprit indépendant, épris de mesure et fidèle à la tradition de la musique française, dont Claude Debussy reste à [ses] yeux le plus grand représentant ».

Il avait été élu en 1976 à l'Académie des beaux-arts, où il succédait à son ami Darius Milhaud, fut président de la Société des auteurs et compositeurs dramatiques, de l'Académie du jazz et de l'Académie du disque français. Il était officier de la Légion d'honneur, grand officier de l'Ordre du Mérite et commandeur des Arts et Lettres.

J. L.

Lou Reed à l'Olympia

La sagesse de l'ange déchu

Au moment de son passage à Paris, brève rencontre avec un ex-ange déchu, aujourd'hui brillamment reconverti dans le rock'n'roll pour adultes et le militantisme.

Il faut le prendre au sérieux. Il voudrait inventer une nouvelle façon d'être rocker : ne pas être une star mais que tout le monde le regarde quand même. Ne rien renier de son passé mais qu'on arrête de le considérer comme un rescapé du dernier quart de siècle. Lou Reed tourne en Europe pour présenter les chansons de *New York*, son dernier album. Avant le concert donné mercredi dernier au Théâtre Carré d'Amsterdam (il a insisté pour ne jouer que dans des salles équipées de sièges parce que sa musique est faite pour être écoutée, pas pour danser), il s'est livré de très mauvaise grâce au jeu de l'interview.

La distance entre l'ange déchu du début des années 70 et le quadragénaire juvénile d'aujourd'hui est trop grande pour être couverte par les mots. Comment expliquer qu'on a chanté *Heroin* en faisant semblant de se shooter sur scène et que, maintenant, on met en garde les enfants de New-York contre le crack ? Comment dire qu'on a été un grand poète du caniveau et militant actuellement pour Greenpeace ? Alors on est prié de faire comme si le Velvet Underground ou Andy Warhol n'avaient jamais existé. Lou Reed ne parle que de sa musique actuelle.

Lou Reed 89 est un artisan, intarissable sur ses guitares, ses micros et ses amplis : « *J'avais le son de New York dans la tête depuis des années. J'ai passé beaucoup de temps avec Mike Rathke (le second guitariste du groupe) pour le trouver* ». Suit un développement très détaillé sur les hauts parleurs qu'il a fini par dénicher dans une petite salle d'un studio new-yorkais. « *Personne n'en voulait, ils faisaient ressortir les fréquences dont tout le*

monde essaie de se débarrasser, mais c'était exactement ce que je cherchais. » Au bout d'un moment, il demande, plein d'espoir : « *Ca ne vous ennuye pas ?* »

C'est qu'il va bien falloir parler des textes. De la chanson écrite contre Jesse Jackson, pour lui reprocher de n'avoir pas pris de distance avec l'antisémitisme de Louis Farrakhan, par exemple. Lou Reed commence par opposer un très classique : « *Max lyrics se suffisent à eux-mêmes* ». Les scènes de rue de *New York* donnent une impression de spontanéité. Comme le son elles ont nécessité des mois de travail : « *Je les ai réécrites six ou sept fois, je voulais que les images arrivent rapidement. Je veux que les mots sonnent bien* ». Et puis, finalement, il admet que, au-delà des sons, il y a le sens, que — comme beaucoup de ses collègues en rock'n'roll — il n'est pas averti de son temps et de son énergie quand la bonne cause l'exige. « *Amnesty international, Greenpeace (à qui il a fait présent des droits de *The Last Great American Whale*, l'une des chansons de *New York*) et Farm Aid, le mouvement de soutien aux fermiers américains chassés de leur terre par la crise* ».

Le soir, pendant le concert, il dédie aux étudiants chinois *This Is No Time* (Ce n'est pas le moment de la complaisance, de l'indifférence), un appel à l'action contre l'injustice, et ajoute immédiatement : « *C'est pas ça que ça serve à grand-chose...* ». A la scène comme à la ville, il semble méfiant mais sûr de lui, intact malgré les années de débauches innommables que lui attribue la légende. Il est accompagné, comme sur le disque, par Mike Rathke à la guitare, Rob Wasserman à la contrebasse électrique à six cordes (un instrument très laid mais étonnamment mélodique et souple). Seul Fred Maher, le batteur, a été remplacé par Bob Medici. Le groupe joue avec un ensemble, une facilité apparente qui ne peuvent venir qu'au bout de mois de travail.

Lou Reed explique : « *Je voudrais jouer pour les adultes. Générale-*

ment je trouve le rock infantile, bon pour faire la fête et je finis par écouter du jazz. C'est très bien mais j'ai l'impression quand même d'être joué devant un décor défilé (une fenêtre cassée, quatre faux déons et une palissade graffiée) censé symboliser l'enfer du Bronx.

Après l'entracte, le groupe revient jouer des « morceaux plus anciens », selon l'expression consacrée. Parce que même le public hollandais, attentif et réceptif, se sentait volé s'il repartait sans avoir entendu *Sweet Jane* (le riff monstrueux quasiment gommé qui sonne presque comme une blague noire) ou *Walk on the Wild Side*. Pour la rigolade, il y a une reprise de *One For My Baby*, joué en blues et qui ferait se retourner Frank Sinatra dans sa tombe, s'il était déjà enterré. Mais pas de chansons de junkie ni *Heroin* ni *White Light*, *White Heat*, pas une chanson de Berlin, cet album magnifique et funéraire. Ce n'est pas le moment.

THOMAS SOTINEL

★ Le 25 et le 24 juin à l'Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris-9, à 20 heures.

ARTS

Céramiques 1789-1989, au Musée de Roanne

La Révolution dans une assiette

Le président de la République devait inaugurer, vendredi 23 juin, l'exposition *Céramiques révolutionnaires à lire comme le journal populaire de la Révolution*.

Ici la Révolution a le savor du quotidien, la naïveté des images fortes, des symboles évidents destinés à convaincre la France profonde. Ces objets, assiettes, pots, plats à barbe, témoignent sans détour des changements qui s'opèrent dans le lointain Paris et que la province adopte à son rythme, celui des fleuves qui relient les villes portuaires, des colporteurs qui répandent dans les campagnes les images populaires. Le Musée Diderot, à Roanne, expose cette *Révolution parlante* pour laquelle le conservateur, Eric Moine, a puisé dans un fonds ancien de céramique, et surtout dans la collection Heischel — sept cents pièces, — qui vient d'être acquise.

Chacun des objets placés sous vitrine raconte quelque chose de l'Histoire, du bouton de gilet où la pâte blanche dessine sur fond bleu la puissante assiette de la Bastille, des assiettes au motif de l'oiseau de la Liberté sortant de sa cage, du médaillon — il ne fut pas reproduit — frappé de la silhouette d'un Noir implorant qu'on le délivre de ses chaînes, jusqu'aux pièces commémorant la prise de Mantoue par Bonaparte, quand la Révolution déployait ses ailes au-delà des frontières.

On est frappé par l'introduction progressive des signes et des emblèmes révolutionnaires dans les schémas traditionnels : le symbole

des trois ordres qui se substitue aux fleurs de lys dans le décor dit « aux drapeaux », les bonnets phrygiens remplaçant ces mêmes fleurs de lys à la pointe des mâts des gabares naviguant sur la Loire dans « le pont de Nevers », l'allégorie des Droits de l'homme destinant le saint tutélaire dans les pièces patronymiques, où le commanditaire fait « ordonner son nom de la mention « bon citoyen ». La politique change de cours, et l'on grince sur une assiette les bonnets phrygiens et la devise « Vive la République ». Les traces de la mutilation sont restées visibles !

On suit à Roanne l'histoire par thèmes : la prise de la Bastille, les Etats généraux, la Constitution, la Liberté — la devise « Liberté, Egalité, Fraternité » apparaît pour la première fois sur le plat d'une reliure de livre, — le serment civique. Des témoignages montrent la persistance de l'esprit religieux tantôt que d'autres de même époque font écho à une nouvelle conscience laïque. Ainsi, le pichet où un couple conclut le mariage civique sur l'autel de la patrie. Les héros révolutionnaires l'emportent sur les images pieuses : La Fayette en garde national ou Marat dans sa baignoire, la tête enveloppée d'un madras.

Les ateliers roannais, très proches à l'époque de la Révolution, ne sont pas en reste dans l'évocation pleine de bonhomie des célébrations civiques. Ainsi, le plat de la République dans le creux d'une assiette ou aux flancs d'une gourdine pour un garde national.

JEAN-JACQUES LERRANT.

★ Musée Diderot, du 24 juin au 30 novembre. L'expression « céramiques révolutionnaires » s'applique aux pièces de faïence, porcelaines et terres vernissées de la décennie 1789-1799.

Communication

M. Jack Lang signe une convention culturelle avec le Gers

Les collectivités locales viennent au secours des salles de cinéma

Branle-bas de combat dans le département du Gers. Gyrophare, sirène, motards, le cortège officiel sillonne en trombe les routes ensablées de cette région de Gascogne, stoppe au château de Calamont pour saluer au pas de charge Miron-Miron, Michel Piccoli et le réalisateur Louis Malle, qui entament le tournage de *Milou en mai* : le ministre de la culture et de la communication, M. Jack Lang, vient souligner, jeudi 22 juin, « l'effort de tout un département pour que vive le cinéma ». Et signer, le soir même, au siège du conseil général, à Auch, une nouvelle convention culturelle avec principalement sur un plan départemental de développement du septième art. Une convention à laquelle le conseil général du Gers consacrera plus de 1,5 million de francs, le ministère de la culture près de 700 000 F, et le Centre national du cinéma (CNC), 248 000 F.

Département le plus rural de France, le Gers — 174 000 habitants et neuf communes seulement de plus de 2 000 âmes — comptait, depuis 1983, vingt-deux salles de cinéma. Toutes en difficulté, malgré la gestion dynamique de la Fédération des associations laïques et populaires (FALEP) qui, au cours des années précédentes, s'étaient progressivement substituées à nombre d'exploitants privés.

« *L'alternative était simple*, explique aujourd'hui le président du conseil régional, le député socialiste Jean-Pierre Joseph. *On nous reprochait ces salles, ou elles fermaient le Gers était définitivement privé de cinéma* ». Le département en reprend une dizaine pour 1,65 million de francs, — les villes d'Auch, Cazaubon et L'Isle-Jourdain en rachètent quatre autres. Enfin, des

salles municipales jusqu'alors exploitées par la FALEP sont mises à la disposition d'associations locales.

Sollicités, le ministère de la culture et le CNC apportent une aide de 495 000 F au département et aux villes concernées, dans le cadre du plan d'action en faveur du cinéma annoncé en février dernier et qui prévoit l'octroi des primes aux collectivités locales (d'un montant maximum de 200 000 F à chaque fois) pour faciliter ce type de reprises, notamment en zones rurales. Enfin, une association, Ciné 32, se voit confier gratuitement l'exploitation des salles acquises par le département, à charge pour elle d'aider les autres salles par des accords de programmation. Une vraie révolution.

Aujourd'hui, les responsables du département crient victoire. Et se félicitent des graphiques accrochés aux murs du cinéma Alsace à Auch, qui témoignent tous d'un réveil de la fréquentation : + 31 % en moyenne dans le département, mais + 34 % à Eauze, + 41,8 % à Condom ou encore + 67,7 % à L'Isle-Jourdain. Un résultat remarquable pour une politique « *audacieuse et pleine de lucidité* », selon M. Lang, qui y voit le moyen de « *donner à notre cinéma national les bases économiques qui lui permettent de garder sa liberté* ». Si le Gers fait aujourd'hui figure d'exemple, il n'est en effet plus seul.

Les initiatives locales se multiplient. Ici, des villes, départements ou régions exécutent partiellement les salles de cinéma de la taxe professionnelle ; là, les collectivités territoriales organisent, comme à Marseille, des manifestations de promotion ; d'autres reprennent des salles en difficulté — lorsqu'il n'existe plus aucune concurrence privée — ou participent déjà à l'opération « *Collège au cinéma* » lancée par le ministère pour développer la culture cinématographique des jeunes lycéens. Des initiatives que M. Lang souhaite coordonner en multipliant la signature de conventions culturelles du même type que celle conclue avec le Gers.

Les collectivités locales sont aujourd'hui massivement appelées à la rescousse pour sauver, selon l'expression de M. Lang, « *ces lieux de vie, de rencontres, de convivialité* », que sont les salles de cinéma.

PIERRE-ANGEL GAY

M. Rocard : l'action audiovisuelle vers l'extérieur dépend de M. Decaux

Ayant pris connaissance des déclarations de M. Thierry de Beaucourt dans le *Monde* du 22 juin, le premier ministre rappelle, dans un communiqué, qu'il a confié à M. Alain Decaux, ministre de la francophonie, une mission sur le développement de l'action télévisuelle extérieure. « *Le gouvernement prendra les décisions nécessaires dans ce domaine à la suite du rapport de M. Alain Decaux, à la fin de ce mois* », poursuit le communiqué, qui précise que le gouvernement tiendra ses engagements internationaux en ce qui concerne TVS, dont l'extension a été envisagée lors des sommets francophones.

De son côté, M. de Beaucourt précise que ses déclarations ne « *sauraient anticiper* » sur les conclusions du rapport Decaux. Ce dernier voit donc ses prérogatives confirmées.

Balaton Channel première télévision privée de Hongrie

Événement sur les bords du lac Balaton : dès le 1^{er} juillet, une télévision privée émettra en Hongrie depuis Siófok, une station balnéaire des bords du lac.

Balaton Channel, première du genre dans le pays de l'Est, diffusera en hongrois et en allemand des films, des clips vidéo, des informations touristiques et de courts bulletins d'information. Le grille de programmes comprendra même... une prière en latin. Quant à la publicité, elle sera facturée entre 120 et 180 dollars la minute.

Balaton Channel s'inspire de Radio-Canada, une radio privée s'adressant aux touristes : qui émet, avec succès, depuis trois ans, l'entreprise est lancée par une station de télévision gérée par la municipalité de Siófok, qui s'est associée avec une coopérative de Budapest.

● Suspension de parution de *l'Idiot international*. — N'ayant pu obtenir la main levée de la saisie — française — d'écrits de 1 million de francs — décidée par la justice à la suite d'une assignation des Editions Christian Bourgois (l'éditeur des Versets sataniques), *l'Idiot international*, l'hebdomadaire de M. Jean-Edouard Hallier, a dû suspendre sa parution. M. Hallier, qui estime qu'on « *étrangle ainsi son journal, avant même tout jugement sur le fond* », compte demander de nouveau, lundi 26 juin, la main levée de cette saisie conservatoire.

MAIRIE DE PARIS
Arènes de Lutèce - PARIS Vème
COUP DE COLERE
COUP DE COEUR
Samedi 24 et Dimanche 25 Juin 1989 à 21 h 30
Spectacle interprété par mille enfants et adolescents conçu et réalisé par GES
COMPLET
Séances à 15 F et 20 F
Séances à 30 F et 40 F

SOMMAIRE

■ A la veille du sommet européen de Madrid, l'Espagne compte sur l'entrée totale de la peseta dans le SME pour encadrer son économie (lire page 27). ■ Signe de la percée des banques dans l'assurance, la deuxième société française du

secteur est, en 1988, Predica, la filiale assurance-vie du Crédit agricole (lire ci-dessous). ■ L'intervention de M. Michel Rocard, premier ministre, vendredi 23 juin, relance le débat sur l'avenir des postes et

télécommunications (lire ci-dessous). ■ Affichant des résultats en hausse de 20 %, le groupe pharmaceutique Roussel-Uclaf annonce l'installation d'une usine d'insecticides en Chine (lire ci-contre).

L'avenir des postes et télécommunications

M. Michel Rocard plaide pour une évolution ambitieuse et « sans tabous » des PTT

M. Michel Rocard a pris position, vendredi 23 juin, dans le débat ouvert en décembre, sur la mutation de l'administration française des PTT. Un des dossiers sociaux les plus délicats, qui concerne 500 000 agents, ouvert cinq jours seulement après les élections européennes.

Surprise, vendredi matin, à l'ouverture du dernier des sept débats publics sur « l'avenir du service public de la poste et des télécommunications », qui s'ouvrait à Paris devant un parterre de décideurs économiques : dans un court film qu'il avait enregistré avant son départ pour Stockholm, le premier ministre a tenu « à témoigner par sa présence de l'importance du débat ». « J'ai une grande ambition pour le service public », de la poste et des télécommunications, « et il faut lui donner les moyens de l'accomplir », a expliqué M. Rocard.

Écartant les « faux débats ou les faux procès », il a, néanmoins, affirmé que « aucun sujet ne doit être tabou ». Ce qui signifie, en clair, que même la question du statut doit être ouverte. Mais, le chef du gouvernement a tenu à donner des séquences garanties aux acteurs de cette pièce capitale pour la France : « Il n'est pas question de privatisation du service public », a-t-il assuré d'abord, en direction de la CGT, sans la nommer. Ensuite, les œuvres sociales entourant l'administration des postes et télécommunications seront préservées. Force ouvrière, qui menait campagne sur cette question, devait être apaisée. Enfin, a précisé M. Rocard, il faut faire évoluer les PTT « dans un cadre qui présente les garanties essentielles des personnes ». Dans un secteur en pleine mutation, « nous devons pou-

voir compter sur des opérateurs publics forts », capables de jouer à égalité avec les autres acteurs du secteur, et « rechercher des solutions adaptées qui justifient notre ambition pour les PTT et le caractère industriel et commercial de leurs activités ».

Le premier ministre conclut son propos par une touche solennelle : « rien ne serait pire que l'immobilisme et le refus du dialogue », a-t-il souligné en raison des ruptures qu'ils risquent d'induire entre les services nouveaux — hautement rentables — et les activités traditionnelles, moins profitables. Déséquilibres qui compromettent à terme l'existence de la maison PTT (le Monde Affaires du 28 janvier) menacée, si elle ne sait pas évoluer, de rester connotée aux secondes. « Un échec serait gravissime et chacun en paierait le prix », avertit M. Rocard avant d'encourager chacun à prendre ses responsabilités et d'assurer que « le gouvernement prendra les siennes ».

Un tournant dans le débat

Nul ne s'y trompera. Cette intervention est capitale, à plusieurs titres. Le dossier de l'évolution de la poste et des télécommunications en France est l'un des plus difficiles qui soit. Tous les gouvernements qui ont tenté de l'ouvrir l'ont refermé aussi vite, tant la susceptibilité des syndicats sur les questions soulevées est forte. FO et la CGT en particulier refusent toute modification du statut du personnel, qui relève de la fonction publique. Et on a pu juger une fois de plus en novembre, lors de la grève des conducteurs des « camions jaunes » de la poste, à quel point les arrêts de travail aux PTT pouvaient paralyser la vie économique du pays.

Face à la pression croissante de la concurrence, sensible aussi bien à la poste que dans les télécommunications, et au malaise des 435 000 agents qui peuplent les PTT (le Monde du 28 décembre), le gouvernement a décidé de procéder en douceur en lançant, en décembre, un grand débat public sur « l'avenir du service public de la poste et des télécommunications ». Cet intitulé, à lui tout seul, montrait à quel point il entendait faire preuve de prudence, le débat étant bien cadré autour du « service public », ce qui écartait tout soupçon de privatisation, véritable chiffon rouge aux yeux des syndicats.

Un homme, M. Hubert Prévot, ancien syndicaliste, ancien commissaire général au Plan, proche du premier ministre, était chargé d'organiser le débat public. Cette tâche lui permit, au printemps, de remettre un prérapport soulignant la nécessité d'une mutation en douceur des PTT (le Monde du 12 avril) puis de parcourir l'Hexagone en animant des débats dans les grandes villes de France (le Monde du 30 mai). A l'intérieur, le personnel était invité à discuter dans des multiples réunions, et les syndicats à dialoguer avec le ministre des PTT et M. Prévot à l'occasion de « visions ». On savait que M. Prévot devait rendre à la mi-juillet un rapport définitif, mais les observateurs s'interrogeaient sur les suites qui lui seraient données. Les plus sceptiques seront donc rassurés par les propos du premier ministre, qui affirme haut et fort sa volonté d'aboutir. Sans préjuger de la meilleure forme juridique à donner à l'administration des PTT, M. Rocard montre que sa conviction est faite et qu'il est persuadé qu'un changement est inévitable.

Il n'est que temps : sous la pression du mouvement de déreglementation parti des Etats-Unis en 1984 dans les télécoms (démantèlement d'ATT) et de l'arrivée de nouveaux acteurs puissants et riches (les informaticiens ou les transporteurs privés), toutes les administrations européennes des PTT ont évolué. Le premier juillet prochain, la grande rivale des PTT française, la Bundespost allemande, sera scindée en trois (poste, télécommunications, services financiers). La France sera alors, avec le Luxembourg, la dernière à ne pas avoir évolué du tout ! La mutation des PTT néerlandaises a demandé trois ans et demi, celle de l'Allemagne, quatre ans. M. Rocard a devant lui trois années sans élections en France. Il est symptomatique qu'il ne perde pas de temps pour relever ses manches sur les PTT.

FRANÇOISE VAYSE.

■ La fédération SUD demande le bénéfice du droit syndical. — Constituée après la suspension par la CFDT de plusieurs sections syndicales des PTT, la fédération SUD (socialistes, unitaires et démocrates) a recueilli 5 % des voix au niveau national lors des élections professionnelles de mars dernier et 13 % en Ile-de-France. Dans un communiqué publié le 19 juin, cette nouvelle organisation reproche aux PTT, « par décision politique de M. Quilès et de son cabinet », de l'avoir privé, jusqu'au 1^{er} janvier 1990, des avantages du droit syndical. En conséquence, la fédération SUD a décidé de « prendre son dû » dès maintenant. Elle annonce qu'elle met en place les permanents dont elle a besoin et qu'elle réunira, « sur décision », ses militants et adhérents dans le cadre d'un fonctionnement normal d'une organisation syndicale.

Dans un secteur en plein essor

Les banques couvrent 30 % du marché de l'assurance-vie en 1988

En deux ans, Predica, filiale du Crédit agricole créée en 1986, est devenue le deuxième français de l'assurance-vie derrière l'UAP. Cette performance, pour être spectaculaire, n'est pas moins révélatrice des succès remportés, aux dépens des compagnies traditionnelles, par les banques qui se sont lancées dans l'assurance-vie. Dans ce secteur en plein essor, elles ont conquis 30 % du marché en 1988.

Le marché français de l'assurance-vie est en pleine mutation, marquée par deux aspects : l'essor de l'assurance-vie et la redistribution des parts de marché depuis que les banques sont venues chasser sur le territoire des assureurs. Depuis cinq ans, l'assurance-vie connaît, en France, une croissance soutenue à un rythme annuel supérieur à 20 %. L'année 1988 a pulvérisé tous les records avec une progression de 34 %, pour un montant total d'encaissements de primes estimé à plus de 156 milliards de francs. Cette croissance traduit le changement de comportement des Français, qui, s'ils épargnent moins, sont en revanche de plus en plus soucieux de prévoyance, notamment en matière de préparation à la retraite.

La France ne fait d'ailleurs qu'emboîter le pas à la plupart des autres pays industrialisés, plus en avance qu'elle sur ce terrain. Pour 1986 (derniers chiffres connus), la Fédération française des sociétés d'assurance (FFSA) constatait ainsi que la prime d'assurance-vie par habitant était de 1 661 F en France (pour un montant total de primes encaissées de 92 milliards de francs) quand elle était de 6 288 F au Japon (pour 764 milliards), de 4 050 F aux Etats-Unis (pour 968 milliards), de 3 142 F au Royaume-Uni (pour 175 mil-

liards) et de 2 638 F en Allemagne (pour 162 milliards).

Du coup, l'assurance-vie, qui ne représentait, aux côtés de l'assurance-dommages, que 27 % du marché total de l'assurance en 1983, en a représenté 46,7 % en 1988.

Cette croissance de l'assurance-vie est aussi à mettre au compte de l'arrivée sur ce marché de nouveaux acteurs, les banques, dont les filiales spécialisées dans l'assurance-vie (Predica, pour le Crédit agricole; Cardif, pour la Compagnie bancaire; Natio-vie, pour la BNP; Médicale de France, pour le BNP; Médicale de France, pour la Société générale...) réalisent des performances supérieures aux assureurs classiques. En 1988, quand ceux-ci progressaient de 22 %, les filiales bancaires enregistraient un bond de 80 %. Résultat : les filiales de banques ont vu leur part de marché dans l'assurance-vie passer de 5 % en 1983 à 30 % en 1988, les sociétés traditionnelles reculant de 73 % à 50 %, et les sociétés sans intermédiaire se maintenant autour de 20 %.

La conquête des banques s'explique largement par le transfert qu'elles ont opéré, parmi leurs produits d'épargne, vers les bons de capitalisation pour des raisons fiscales. Au sein de l'assurance-vie,

c'est en effet la branche capitalisation — qui se traduit par un bénéfice net de 241 millions de francs en 1988 (contre 20 % pour la branche vie). C'est sur ce marché, relevant de l'épargne classique plus que de l'assurance au sens strict, où l'interpénétration entre les métiers d'assureur et de banquier est la plus sensible, que les seconds ont taillé des croupières aux premiers. En 1985, les banques détenaient 21,9 % du marché de la capitalisation (contre 9,8 % dans la vie) ; en 1988, leur score atteignait 53 % (contre 22 %). Et si Predica est numéro deux derrière l'UAP sur le marché de l'assurance-vie, elle est, en revanche, numéro un pour la seule branche capitalisation.

Montée de la concurrence

En conséquence, comme tout transfert a ses limites, les performances des banques devraient se tasser en même temps que celles du marché de la capitalisation. On observe, d'ailleurs, un ralentissement de ce marché sur les cinq premiers mois de 1989, avec une progression de l'ordre de 15 %, loin des taux atteints les années précédentes. C'est donc désormais sur la branche vie que les banquiers devront faire porter leurs efforts de conquête. Ils ne manquent pas d'atouts, notamment avec la puissance de leurs réseaux. Le Crédit agricole, première banque des particuliers avec un Français sur trois parmi ses clients, ne se targue-t-il pas de vouloir prendre dans l'assurance-vie — avant même de se projeter dans l'assurance-dommages — sa « part de marché naturelle » de l'ordre de 20 % ? Si, pour 1988, la pénétration de sa filiale Predica ne représente que 11 % du total des primes encaissées (contre 5,6 % en 1987) dans l'assurance-vie, elle a cependant enregistré près de 20 % des affaires nouvelles.

Les dix premiers en France

(en milliards de francs de primes encaissées)	
UAP	20,9
Predica (Crédit agricole)	17,2
Caisse nationale de prévoyance	16
AGF	12,5
AXA-Midi	10,6
GAN	9,6
Victoire	8
Cardif (Compagnie bancaire)	7
Groupama	5,5
Natio-vie (BNP)	4,5
Sur un total de 156 milliards de francs.	

Prévoyant un bénéfice net de 615 millions de francs pour 1989

Roussel-Uclaf va s'implanter en Chine

Le baromètre se maintient au beau fixe chez Roussel-Uclaf (groupe allemand Hoechst). A l'occasion de l'assemblée générale réunie dans la soirée du 22 juin, le docteur Edouard Sakiz, président du directoire de la firme pharmaceutique, affichait un large sourire. Après des années de négociations, en effet, Roussel-Uclaf a réussi à s'implanter en Chine. Malgré les derniers événements, un accord vient d'être signé avec les autorités chinoises pour la construction, à Tianjin (100 kilomètres au nord-est de Pékin) d'une fabrique de Deltaméthrine, puissant insecticide, successeur du DDT.

Opérationnelle en 1991, cette usine aura, dans un premier temps, une capacité de production de 100 tonnes par an (soit l'équivalent de 15 000 tonnes de DDT), qui sera rapidement doublée. Elle sera exploitée en « joint venture » (société commune). Coût de cette implantation : environ 48 millions de francs, dont la moitié prise en charge par Roussel-Uclaf. Comme dans tous les contrats de ce type, l'exportation devra être privilégiée et 45 % de la production sera vendue hors l'empire du Milieu.

Quelques points faibles

Le docteur Edouard Sakiz, président du directoire, est d'autant plus satisfait que, d'ores et déjà, Roussel-Uclaf est devenu en 1988 le premier producteur de Deltaméthrine avec une production record (400 tonnes, soit 60 000 tonnes d'équivalent DDT) et environ 33 % du marché mondial (28 % en 1987). Pour ce produit, la Chine va devenir le premier client de la société devant l'URSS.

Autre sujet de satisfaction pour le grand patron de Roussel-Uclaf : après un premier trimestre brillant, l'exercice 1989 promet d'être excellent. Selon les projections faites, le chiffre d'affaires consolidé pourrait atteindre 12,25 milliards de francs (+ 12,5 %) et le bénéfice net près de 615 millions de francs (+ 20 %).

Roussel-Uclaf continue de recueillir les fruits de son innovation. De 1990 à 1992, de nouvelles céphalosporines (antibiotiques à très large spectre thérapeutique) seront lancées en 1991, ce sera un nouvel antihypertenseur et, en 1992, des lymphokines (traitement du cancer) produites par génie génétique. En 1995, sans doute, le relais sera pris par un nootrope (oxygénéateur cérébral), deux nouveaux antibiotiques et un analgésique central.

Roussel-Uclaf pense aussi au troisième millénaire. Son budget R & D (recherche-développement) passe cette année de 1,25 à 1,33 milliard de francs, dont près de 80 % seront consacrés à la pharmacie. Le groupe a bien passé le creux de la vague,

mais n'en conserve pas moins quelques points faibles. Il reste vulnérable dans le secteur « santé humaine », où, à cause de l'augmentation des coûts et des contraintes, une rigueur accrue sera exigée dans le développement des nouveaux médicaments : en santé animale, après l'interdiction, coûteuse pour lui, des antibiotiques en Europe ; en chimie fine, surexploité et donc soumis à une concurrence sévère ; en nutrition, enfin, avec une taille insuffisante. Pour corriger ces défauts, le docteur Sakiz se dit prêt à racheter des entreprises françaises européennes, soucieuses, en prévision du marché unique, de s'adapter à un « grand ». Roussel-Uclaf en a les moyens avec un trésor de guerre de 2,5 milliards de francs, insuffisant toutefois pour faire une belle acquisition aux Etats-Unis.

L'assemblée des actionnaires a reconduit le docteur Sakiz pour quatre ans dans ses fonctions, ainsi que M. Pierre Joly, vice-président. Supprimé il y a quelques années, le poste de secrétaire général est recréé. M. Jean-François Saglio, cinquante-trois ans, X-mines, actuellement chez Elf, occupera cette fonction à partir du 1^{er} juillet. Roussel-Uclaf a besoin de sang neuf et la génération des « cinquante ans » lui fait défaut. Quant au rôle que l'Etat entend jouer comme actionnaire dans la politique stratégique du groupe, le docteur Sakiz sourit. L'assemblée générale a procédé au renouvellement pour quatre ans du conseil de surveillance du groupe pharmaceutique. Opération sans surprise. Conformément aux accords signés entre l'actionnaire principal, le groupe chimique allemand Hoechst, et les pouvoirs publics français en juin 1987, ce conseil reste composé de douze membres. Six sont proposés par Hoechst, cinq par l'Etat français. Un, enfin, est conjointement présenté par les deux parties.

Ont été réélus les professeurs Jean Dausset, Hansgeorg Garavito, les docteurs Martin Fréhauf et Günter Metz, enfin MM. Jürgen Dornmann, Dominique de La Martinière, Henri Monod et Bernard Esambert. Ont fait leur entrée pour la première fois le professeur Roger Guillemin, MM. Jacques Machizaud, ancien président du directoire de Roussel-Uclaf et présenté par les deux actionnaires, Christian Marbach, directeur général de l'industrie au ministère de l'Industrie en tant que représentant de l'Etat, et Jean Peyrelevade, président de l'UAP. Ils remplacent le professeur Gérard Milhaud et M. Christian d'Aumale, Renaud de La Genière et Serge Kampf. Réuni après sa constitution, ce conseil a élu président M. J. Machizaud et vice-président M. Christian Marbach.

ANDRÉ DESSOT.

Après les déclarations du directeur de la Caisse des dépôts

M. Bérégovoy n'envisage pas de relèvement du plafond du livret A

Alors que la Caisse des dépôts et consignations, par la voix de son directeur général, M. Robert Lion, s'est déclaré favorable à un relèvement du plafond des versements sur le livret A (le Monde du 22 juin), M. Bérégovoy, ministre de l'économie, a déclaré, jeudi 22 juin, qu'il n'envisageait pas actuellement un relèvement du plafond ou l'instauration d'une prime de fidélité pour les souscripteurs du livret défiscalisé.

« Pour l'instant, les ressources de la Caisse des dépôts suffisent au financement du logement social », a estimé le ministre lors d'une séance de question criblée à l'Assemblée nationale. Selon lui, « il faut juger sur une longue distance » et « le substitut à apporter au PER (plan d'épargne retraite) permettra de développer le mouvement d'épargne ». De son côté, le président de

l'Association française des banques (AFB) M. Dominique Chailion a déclaré au quotidien la Tribune de l'Expansion que le relèvement du plafond du livret A (actuellement 80 000 F) « est une recette du passé ».

Interrogé à propos des conséquences sur les recettes fiscales de l'Etat en 1989 d'une croissance économique plus vive que prévu, M. Bérégovoy a affirmé que si les recettes issues de l'impôt sur les sociétés étaient supérieures aux prévisions, les recettes issues de la TVA connaissent en revanche un rythme de croissance inférieur à celui du produit intérieur brut, preuve que la croissance est largement tirée par les exportations, soumise au taux zéro. « Aucun milliard supplémentaire ne se profile », a conclu le ministre de l'Etat.

Nominations de PDG au « Journal officiel »

Le Journal officiel du 22 juin publie quatre décrets de nominations de PDG d'entreprises nationales : MM. Jean-Yves Haberer pour le Crédit lyonnais, René Thomas pour la BNP, Jean-Paul Escande pour la Société marseillaise de crédit et Jean-René Fourtou pour Rhône-Poulenc.

Par ailleurs, un décret porte nomination des administrateurs de l'UAP (Union des assurances de Paris). M. Jean Peyrelevade, actuel président de la compagnie, y figure au titre des personnalités qualifiées.

Sa reconduction à la tête de l'UAP devrait donc être entérinée par le conseil d'administration et un prochain conseil des ministres.

A l'occasion de la visite officielle de M. Mikhaïl Gorbatchev à Paris le 5 juillet l'A.J.E.F.

(Assoc. des journalistes économiques et financiers) et EXA INTERNATIONAL organisent un colloque.

LA PERESTROÏKA ÉCONOMIQUE

Chance ou mirage pour les entreprises ?

Avec la participation exceptionnelle de Valentin Pavlov, ministre des finances, et Vladimir Scerbakov, ministre des prix. Seront présents : Abel Aganbeghyan, Vladimir Bassanec, Gabriel Popov, Bernard Cambournac, Loïk Le Floch-Prigent, Jean Gandois, Samuel Pisar...

Participation : 3 300 F HT - 3 913,80 F TTC.

(Attention nombre de places limité)

Renseignements et inscriptions Tél. : (1) 42-85-72-36 - Télécopie : 42-81-27-51

EXA INTERNATIONAL - Colloque AJEF - 87, rue Saint-Lazare 75009 Paris.

Handwritten signature and stamp at the bottom of the page.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



La Société a le plaisir d'annoncer que le Conseil des Bourses de valeurs a décidé l'admission des actions MMB à la Cote officielle de la Bourse de Paris, et leur négociation sur le marché à Règlement mensuel dès le 23 juin 1989, premier jour du mois boursier de juillet, par simple transfert du second marché où elles étaient jusqu'ici inscrites.

C'est ce même jour que prendra effet, conformément aux décisions de l'Assemblée générale des actionnaires du 6 juin 1989, et compte tenu des modalités arrêtées par le conseil d'administration, la multiplication par 5 du nombre des actions composant le capital de la société, résultant de la division du nominal. A cette date, les avoirs en actions MMB seront donc automatiquement multipliés par 5, chaque titulaire d'une action de 200 F nominal devenant, à la place, titulaire de 5 actions nouvelles de 40 F nominal, de même valeur globale que son action ancienne.

Les échanges sur le marché à Règlement mensuel se feront par quotas de 25 actions, mais il restera, bien sûr, possible de négocier des quantités inférieures selon la procédure « RI » de règlement immédiat.

Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la volonté permanente de la société de favoriser le développement de son actionariat et de rendre plus actif et plus dynamique le marché de son action.

Une note d'information éditée à l'occasion du transfert sur le marché à Règlement mensuel, qui a reçu le visa de la COB n° 89.207 du 30 mai 1989, est tenue à la disposition du public, sans frais, sur simple demande, au 5, rue Beaunoy - 75008 PARIS.



Assurances Générales de France

87, rue de Richelieu
75060 Paris Cedex 02

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DE LA SOCIÉTÉ CENTRALE DES ASSURANCES GÉNÉRALES DE FRANCE

Le collège exerçant les pouvoirs de l'Assemblée générale ordinaire s'est réuni le mercredi 21 juin 1989, sous la présidence de M. Raymond Lant, conseiller d'Etat, président du collège, pour examiner et approuver les comptes de l'exercice 1988.

M. Michel Albert a présenté les résultats caractérisés par :

- un chiffre d'affaires mondial consolidé qui atteint 32,8 milliards de francs en progression de 12,5 % ;

- un résultat net consolidé dont le montant s'élève à 2,1 milliards de francs en progression de 20 %.

Les deux principales sociétés du groupe, AGF Vie et AGF IART, contribuent à hauteur de 1,8 milliard de francs à ce résultat bénéficiaire. Les comptes d'AGF Vie se soldent, en effet, par un excédent de 1,1 milliard en hausse de 27 % par rapport à 1987. La compagnie dominière, AGF IART, enregistre elle aussi un bénéfice en nette augmentation (+ 28 %) qui atteint 0,7 milliard.

Les résultats de ces deux sociétés sont dus principalement aux plus-values sur cessions d'actif, un peu moins importantes cependant que celles réalisées en 1987, et aux reprises sur provisions pour dépréciation de valeurs, les cours de Bourse ayant évolué favorablement au cours de l'exercice, après les craintes qu'avait suscitées la crise boursière de l'automne 1987.

L'année est cependant marquée par un ralentissement assez sensible de l'évolution du chiffre d'affaires :

- les cotisations émises par AGF Vie se montent à 12,5 milliards de francs en augmentation de 6,2 % contre 9,3 % en 1987 ; la progression des années antérieures avait été, en partie, fondée sur des contrats libellés en unités de compte basées sur des SICAV, produits qui ont été durablement affectés par le krach boursier ;

- aux AGF IART, les cotisations émises atteignent 12,8 milliards en progression de 3,8 % contre 14,2 % en 1987 ; il convient de souligner que le chiffre d'affaires réalisé en 1987 était majoré par des souscriptions nouvelles de risques spatiaux. La vitalité de la compagnie dominière se manifeste, notamment, dans la progression du nombre des assurés automobile qui vient de dépasser le million en février dernier.

L'augmentation de 12,5 % du chiffre d'affaires consolidé provient donc des opérations courantes, mais aussi, pour une part importante, d'opérations de croissance externe, en particulier la prise de participation dans le groupe d'assurance belge Assubel, ainsi que de la suppression d'un décalage dans la comptabilisation de certaines opérations de réassurance.

Le groupe AGF poursuit en effet sa politique de développement à l'étranger, principalement vers les pays de la Communauté économique européenne, auxquels des investissements supérieurs à 500 millions de francs ont été consacrés en 1988. Le groupe a ainsi réalisé à l'étranger, au cours de l'exercice écoulé, un chiffre d'affaires d'environ 8,5 milliards de francs, soit le quart de son encadrement consolidé total.

Les AGF se sont donc les moyens de prolonger en 1989 et les années ultérieures cet effort de croissance externe. Des dossiers, actuellement à l'étude, devraient se conclure très prochainement.

L'année 1988 a vu parallèlement la modernisation des structures de participations du Groupe.

Sous la holding de tête, la Société centrale des AGF, un rapprochement par métier des participations a conduit à la création de sous-holdings ayant des vocations différentes :

- AGF SA détient les participations d'assurance en France, principalement AGF Vie et AGF IART, ainsi que deux filiales nouvellement créées, l'une en assurance-vie, Aroalia, l'autre en dommages, la Compagnie d'assurances des particuliers ; ces deux dernières sociétés devaient commencer leur activité en 1989 ;

- AGF INTERNATIONAL regroupe désormais les participations d'assurance à l'étranger ;

- LA COMPAGNIE FINANCIÈRE DU PHÉNIX est devenue la holding du Groupe dans le secteur bancaire et financier et détient notamment la Banque générale du Phénix ainsi qu'une participation de 25 % dans la société de Bourse Codo ;

- MÉTROPOLE SA recueille certaines participations du Groupe dans le domaine industriel et commercial.

AGF RÉASSURANCE reste bien entendu le support des activités de réassurance.

La progression du résultat des sociétés du Groupe a permis à l'assemblée générale de la Société centrale des AGF qui, conformément aux dispositions du code des Assurances, reverse à ses actionnaires les dividendes qu'elle reçoit dans l'exercice même de l'encadrement, de décider une augmentation de 25,2 % du dividende : son montant qui sera mis en paiement le 17 juillet prochain est porté à 15,40 F par action, ce qui, compte tenu de l'avoir fiscal, représente un revenu global de 23,10 F par titre.

L'ACTION AGF					
	1984	1985	1986	1987	1988
Nombre d'actions (a) ..	2,20	2,20	22	22	22
Cours extr. (b) plus haut	97	544	1000	915	644
plus bas	34	89	543	403	402
Capitalisation boursière (c) ..	2002	11968	19294	9130	13200
Bénéfice net par action (b) ..	43,60	62,40	72,80	79,55	95,55
Dividende par action (b) ..	6,14	9	10,70	12,30	15,40

(a) en millions. (b) en francs. Données ajustées pour tenir compte de la division du titre par 10 en 1986.
(c) en millions de francs au 31 décembre.

LES RÉSULTATS CONSOLIDÉS					
	1984	1985	1986	1987	1988
Cotisations émises	18411	21314	25366	29186	32835
Produits financiers	4564	5262	5629	6538	7677
Plus-values réalisées	893	1401	2141	2298	2452
Résultat net	959	1373	1601	1750	2102
Dividende	135	198	235	271	339

en millions de francs

Le rapport annuel de S.G. Warburg Group plc a été envoyé aux actionnaires le 16 juin 1989.

Des exemplaires peuvent être obtenus auprès de :

The Secretary, 1 Finsbury Avenue, Londres EC2M 9PA ou S.G. Warburg France S.A., 65 rue de Courcelles, 75008 Paris.

S.G. WARBURG FRANCE S.A. BUNTING WARBURG INC.

BACOT-ALLAIN-FARRA S.A.

Londres □ New York □ Tokyo □ Auckland □ Boston □ Bristol □ Genève □ Hong Kong

Ile de Man □ Jersey □ Melbourne □ Milan □ Paris □ San Francisco

Singapour □ Sydney □ Toronto □ Zurich

Le Monde sur Minitel

ENSAE

GRANDES ÉCOLES

30.15 LE MONDE

AFFAIRES

Alliance britannique dans les transmissions pour la SAT

La Société anonyme de Télécommunications (SAT), filiale de la SAGEM, a conclu un accord de coopération avec le groupe britannique STC (dont le premier actionnaire est le canadien Northern Telecom). Cette coopération porte notamment sur un partage des frais de développement des systèmes et des équipements de transmission sur câbles en cuivre et à fibres optiques des générations récentes, promises à un grand développement dans les années 90.

Cette alliance britannique avec l'un des seuls groupes restant en lice outre-Manche après l'OPA lancée par GEC et Siemens sur Plessey est sans aucune mesure, pourtant, avec le projet avorté d'accord avec l'américain ATT, il y a deux ans. Il permet néanmoins à l'entreprise, trop petite, et en perte en 1988, de compléter sa panoplie d'alliances parmi lesquelles on peut citer celle avec TRT (filiale de Philips) dans les faisceaux hertziens, il y a dix-huit mois, et celle avec ITT dans l'optique.

● La Sari et Are-Union s'illient à la Défense. — Les groupes Sari (filiale de la Compagnie générale des eaux) et Are-Union (dont les principaux actionnaires sont MM. Worms et Cie et le Crédit lyonnais) vont s'allier financièrement pour des projets portant sur le quartier d'affaires de la Défense. Ce projet comprend une modernisation du centre commercial des Quatre-Temps, vieux de huit ans, la création d'une Cité de l'automobile et une salle de cinéma semblable à la Géode.

Moulinex s'internationalise pour doubler son chiffre d'affaires

« Doubler notre chiffre d'affaires dans le délai le plus court possible : c'est notre objectif prioritaire. » Commentant hier les résultats de son groupe, numéro un français de petit électroménager, Roland Dureau, le directeur général, a été clair : le temps n'est plus aux états d'âme. Les problèmes de succession sont réglés. Fort du redressement opéré au cours des deux dernières années en 1988, le résultat net du groupe s'est élevé à 177 millions de francs contre 19 millions en 1987 pour un chiffre d'affaires de 4 milliards de francs.

« Moulinex survit en tant que marque si elle rejoint le peloton des entreprises à stature mondiale de son secteur », c'est-à-dire le club des Matsushita, Philips et autres Samsung. « Nous optons délibérément pour une politique de croissance par rapport à une politique de rentabilité. » Moulinex va donc poursuivre sa politique de conquête de marchés, notamment grâce à sa vedette, le four à micro-ondes (numéro un en France et en RFA avec 15 % à 20 % du marché) et au lancement de nouveaux produits (avec notamment un grand retour sur le marché des aspirateurs). Cette agresseivité permettrait au groupe de maintenir à 20 % le rythme de croissance de son chiffre d'affaires pour 1989 (il devrait atteindre 5 milliards de francs).

Disposant de réserves de trésorerie significatives (330 millions de francs dégagés en 1988), Moulinex compte intensifier sa politique d'acquisition et d'association avec des partenaires étrangers. Roland Dureau a ainsi annoncé l'implantation d'une usine de minitours en Irlande, en association avec Irish Sugar Company et Glen Dipey, la création de filiales en Égypte et en Italie par reprise des sociétés distribuant localement la marque. Enfin, Moulinex étudierait, avec beaucoup d'attention, le dossier Kenwood, le fabricant britannique d'électroménager filiale de Thorn-EMI qui va faire l'objet d'une cession par adjadication.

Les deux partenaires feront converger leurs politiques de vente et mettront au point une formation des personnels de Sélectour.

En s'associant avec le troisième grand système français de voyages (320 points de vente, 4,2 milliards de francs de chiffre d'affaires), Air France poursuit sa stratégie de rapprochement avec d'autres professionnels du voyage pour pouvoir résister à la concurrence des nouveaux ensembles touristiques Club Med-Neovilles Frontières et Havas-Wagons-Lits formés depuis le début de l'année. Air France s'est déjà associée, le 16 février, avec les voyageurs FRAM et Frantour (groupe SNCF).

France et en RFA avec 15 % à 20 % du marché) et au lancement de nouveaux produits (avec notamment un grand retour sur le marché des aspirateurs). Cette agresseivité permettrait au groupe de maintenir à 20 % le rythme de croissance de son chiffre d'affaires pour 1989 (il devrait atteindre 5 milliards de francs).

Disposant de réserves de trésorerie significatives (330 millions de francs dégagés en 1988), Moulinex compte intensifier sa politique d'acquisition et d'association avec des partenaires étrangers. Roland Dureau a ainsi annoncé l'implantation d'une usine de minitours en Irlande, en association avec Irish Sugar Company et Glen Dipey, la création de filiales en Égypte et en Italie par reprise des sociétés distribuant localement la marque. Enfin, Moulinex étudierait, avec beaucoup d'attention, le dossier Kenwood, le fabricant britannique d'électroménager filiale de Thorn-EMI qui va faire l'objet d'une cession par adjadication.

Les deux partenaires feront converger leurs politiques de vente et mettront au point une formation des personnels de Sélectour.

En s'associant avec le troisième grand système français de voyages (320 points de vente, 4,2 milliards de francs de chiffre d'affaires), Air France poursuit sa stratégie de rapprochement avec d'autres professionnels du voyage pour pouvoir résister à la concurrence des nouveaux ensembles touristiques Club Med-Neovilles Frontières et Havas-Wagons-Lits formés depuis le début de l'année. Air France s'est déjà associée, le 16 février, avec les voyageurs FRAM et Frantour (groupe SNCF).

Les deux partenaires feront converger leurs politiques de vente et mettront au point une formation des personnels de Sélectour.

En s'associant avec le troisième grand système français de voyages (320 points de vente, 4,2 milliards de francs de chiffre d'affaires), Air France poursuit sa stratégie de rapprochement avec d'autres professionnels du voyage pour pouvoir résister à la concurrence des nouveaux ensembles touristiques Club Med-Neovilles Frontières et Havas-Wagons-Lits formés depuis le début de l'année. Air France s'est déjà associée, le 16 février, avec les voyageurs FRAM et Frantour (groupe SNCF).

SOCIAL

La journée d'action CGT a eu peu d'écho

La journée d'action interprofessionnelle que la CGT organisait, le jeudi 22 juin, n'a pas eu l'écho escompté, hormis dans les secteurs qui sont déjà mobilisés : PTT, services du Trésor ou des impôts, et ports.

Pour l'occasion, la centrale syndicale inaugurait une nouvelle méthode, « diversifiée et décentralisée », surtout fondée sur les initiatives que pourraient prendre les salariés et les syndicats, dans les entreprises. Aucun défilé unitaire n'était prévu à Paris où se produisirent quelques manifestations catégorielles.

Dans un communiqué, le bureau confédéral de la CGT affirme que « plusieurs centaines de milliers de salariés des secteurs privés, publics, nationaux, se sont mobilisés (...) sous des formes multiples ». La fédération des PTT parlie de « la plus forte grève depuis deux ans » et chiffre à cinquante mille le nombre de participants. L'Humanité, qui consacre un petit article au compte rendu de cette journée, cite les arrêts de travail des éboueurs et des égoutiers, à Paris, ou évoque le mouvement de grève déclenché à Chambéry par les cheminots.

Le mot d'ordre de la CGT a été diversement suivi en province. Un rassemblement a eu lieu à Marseille, avec les grévistes des impôts et des Trésors, des chantiers navals et des dockers, ainsi qu'à Toulouse et à Bordeaux. Les appels à la grève ont eu peu d'effet en Bretagne, dans le Val-de-Loire, en Alsace et dans le Nord.

Revalorisation des retraites des cadres au 1^{er} juillet

L'Association générale des institutions de retraites des cadres (AGIRC) a enregistré en 1988 un léger déficit de 447 millions de francs, selon les comptes présentés au conseil d'administration jeudi 22 juin. Le produit des cotisations a atteint 34 milliards de francs, en progression de 7,1 %. Cotisations grâce à l'augmentation de 2,8 % du nombre des cotisants, au lieu des 1,5 % prévus. Les dépenses ont progressé de 8,9 %, notamment en raison de la croissance des effectifs de retraités : 6,9 %, bien que cette progression se ralentisse depuis deux ans. Le déficit de 447 millions de francs est largement couvert par le produit du placement des réserves (2,4 milliards de francs), qui a augmenté de 16,4 % en 1988. Ces réserves s'élevaient à 30,4 milliards de francs au 31 décembre dernier.

Cette situation plus favorable qu'on ne prévoyait a permis au conseil d'administration d'augmenter la valeur du point de retraite de 1,3 % au 1^{er} juillet en raison de la hausse des prix, les perspectives de rendements de cotisations de 1989 le permettant. L'an dernier l'AGIRC avait renoncé à revaloriser les retraites en milieu d'année.

● Porte fermée aux Potasseuses d'Alsace. — Des mineurs en grève depuis le 8 juin ont, mardi, jeudi 22 juin au soir, la porte d'entrée de la direction des Mines de potasse d'Alsace (MDPA), près de Mulhouse (Haut-Rhin). Au cours d'une assemblée générale, huit cents mineurs avaient « rajusté en bloc » les propositions faites dans la journée par la direction : pour la reprise du travail, celle-ci avait proposé à l'inter-syndicale CGT-CFDT-CFTC-CGO un entente-pacte de la production par des heures supplémentaires et donné aux grévistes la possibilité de considérer rétroactivement des jours de grève comme jours de congé. Mais elle a toujours refusé de prendre en considération la revendication d'une hausse mensuelle des salaires de 1 200 F. Celle-ci portait, selon la direction, 80 millions de francs par an. Les MDPA ont perdu 170 millions de francs en 1988 pour un chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs.

● Grève des cheminots à Chambéry. — Les cheminots de la région de Chambéry (Ain, Isère, Savoie, Haute-Savoie), en grève le jeudi 22 juin, ont décidé dans la soirée de prolonger leur mouvement jusqu'au vendredi 23 au soir. Les grévistes, soutenus par la CGT, rejoignent par la CFDT et FO, réclament une amélioration des indemnités de logement (de 200 à 800 F selon les grades) et l'arrêt des suppressions d'emplois (dont en 1989 sur six mille huit cents postes), alors que le trafic a augmenté. La grève paralyse le trafic à partir de Chambéry, notamment en direction de l'Italie, les cheminots occupent les voies dans la gare : jusqu'à là, les TGV et les rapides avaient circulé normalement.

Économie

ÉTRANGER

Forte croissance et poussée inflationniste

Thérapie européenne pour l'Espagne

A quelques jours du conseil des Douze à Madrid, l'entrée fracassante de la peseta dans le système monétaire européen (SME) constituait pour le gouvernement Gonzalez un acte de foi. Pour l'Espagne, il s'agit de relever un véritable défi : imposer un carcan à une économie en vive expansion mais soumise à nouveau à de fortes pressions inflationnistes.

MADRID
de notre envoyée spéciale

« Garanti d'une discipline monétaire et économique, l'adhésion de la peseta au SME constitue une assurance de croissance plus forte à moyen terme. » Dans le cadre austère de la Banque d'Espagne, où Mariano Rubio résume en une phrase l'espoir de tout un gouvernement. Un espoir à la mesure de l'inquiétude de certains économistes. Choc salutaire pour les dirigeants madrilènes, cette adhésion surprise n'est-elle pas prématurée ? Les réponses sont aussi contrastées que l'économie et la monnaie espagnole : « fortes en apparence mais extrêmement vulnérables », comme le souligne, perplexe, un financier.

Les progrès réalisés ces dernières années font l'unanimité. Confortés par un consensus social qui, depuis le pacte de la Moncloa, en 1977, leur a permis de rompre le cercle vicieux d'une inflation galopante (27 % à l'époque), les gouvernements qui se sont succédés ont su restaurer, élargir, bref assainir par une cure drastique un pays appelé à adhérer, en 1986, à la Communauté européenne. Le pari d'une modernisation à marche forcée a, un temps, été tenu dans la stabilité. Grâce à l'afflux de capitaux étrangers « le tiers du patrimoine industriel a été renouvelé en trois ans, le nombre de robots multiplié par dix », rappelle, admiratif, un industriel. L'inflation désarmait dans le même temps, atteignant son point le plus bas en mai 1988, 4 % en rythme annuel. Dans son dernier rapport sur l'Espagne, publié le 9 juin, l'OCDE confirmait la portée de ces efforts : une croissance de 14 % entre 1986 et 1988, la création de 1,2 million

d'emplois hors du secteur agricole depuis 1984, des réserves monétaires (45 milliards de dollars en mai dernier) suffisant largement à financer les déficits extérieurs. Ce tableau paraît brillant. Il masque de profondes faiblesses structurelles, les conséquences d'un budget devenu expansionniste, un dérapage de la consommation comme des prix.

La mort des consensus

Le gouvernement s'était fixé un objectif de 3 % pour l'inflation 1989. Elle atteignait 6,9 % sur douze mois en mai dernier en dépit d'un indice mensuel très sage, en hausse de 0,1 % sur avril. Une fois de plus les prévisions de croissance ont été déborderées. Compte tenu d'une demande interne en augmentation de 7 %, toujours en rythme annuel, l'expansion économique atteindra allégrement la barre des 5 % cette année encore.

Comment reprendre le contrôle d'une machine en pleine surchauffe ? On ne peut plus attendre grand-chose d'un consensus social qui se meurt de mort lente, estime, amer, Enrique Calvet, économiste de l'UGT (Union générale des travailleurs). En faisant porter le poids de la désinflation sur les salaires sans s'attaquer aux racines du mal, la spéculation, le fraude fiscale, les surcoûts de l'administration, le gouvernement a perdu sa crédibilité. Resserrer la politique budgétaire ? Chacun reconnaît que les mesures de « refroidissement » annoncées il y a peu par Carlos Solchaga, ministre de l'économie et des finances (le Monde du 16 mai) mettront du temps à porter leurs fruits. Quant à l'arme du crédit, trop longtemps utilisée seule pour lutter contre l'inflation, elle a abouti à des effets pervers.

Poussés à 14 %, les taux directeurs de la Banque d'Espagne n'ont pas assagi les consommateurs. Ils ont par contre rendu artificiellement attirante la peseta. La part des capitaux spéculatifs risquant, à la moindre crise de confiance, de désertir l'Espagne, tournerait autour de 15 milliards de dollars. Le tiers des réserves du pays. Cet élément de

vulnérabilité se double, pour les exportateurs espagnols, d'une perte de compétitivité préoccupante pour un pays qui veut se hisser au niveau de ses concurrents européens.

Vis-à-vis de la France, premier client et deuxième fournisseur, le phénomène est éloquent : l'appréciation de 6,5 % de la peseta entre janvier 1988 et son contre officielle dans le SME, couplée à une inflation près de deux fois plus élevée que dans l'Hexagone, ont renchéri de 11 % les prix des produits espagnols. « Au rythme où ils se creusent, les déficits extérieurs ne pourront pas être éternellement financés. » Il faut agir pour « préserver l'avenir », souligne sans ambages M^{me} María Alcázar : durant les quatre premiers mois de 1989, le déficit commercial a doublé par rapport à la période correspondante de 1988 pour atteindre 7 milliards de dollars. Celui de la balance des comptes courants quadruplait pratiquement dans le même temps pour s'inscrire à 3,99 milliards.

Boulimie de consommation

Les raisons de cette dégradation ne sont pas toutes malaises. La poussée des importations de biens d'équipement, essentiels à la modernisation du pays, a atteint 28 % en

volume durant le premier trimestre. La disparition probable de l'exédent agricole cette année n'inquiète pas outre mesure, le développement de l'industrie et des services restant l'objectif primordial. « Il est normal de voir les Espagnols exporter leur soleil et leurs agrumes pour importer, grâce à leur nouvelle prospérité, notre viande et nos légumes », résume, poète, un Français. Mais le boom des achats de biens de consommation étrangers, en hausse de 38,5 % en volume durant le premier trimestre, constitue un signal d'alarme. Profitant d'un surcroît de revenus (+ 11 % en rythme annuel) grâce à de meilleurs salaires et de plus nombreux emplois, les Espagnols sont pris d'une boulimie qui déborde les capacités de production nationale. La compensation tirée du tourisme ne suffit plus. Les excédents, en ce domaine, plafonnent.

Imposer de l'austérité, ce qu'il demandait de plus en plus difficile de faire accepter de l'intérieur, et plonger dans l'ouverture d'un SME contraignant, est apparu comme la seule issue. L'effet d'annonce a été soigneusement orchestré, vendredi 16 juin. Le choix de la date d'entrée de la peseta, trois jours plus tard, également. Au lendemain d'élections européennes qui ont conforté les socialistes au pouvoir, et peu avant l'ultime conseil des Douze pré-

sidé par l'Espagne, les 26 et 27 juin à Madrid, la tactique s'est révélée habile. Le calendrier monétaire constituait un argument supplémentaire. Avant l'été, période d'afflux traditionnel de touristes et de devises, l'arrimage de la peseta au SME permettait d'éviter une éventuelle chute brutale de la monnaie. Reste à savoir si le gouvernement a eu raison de vouloir forcer le destin.

Le test de l'autisme

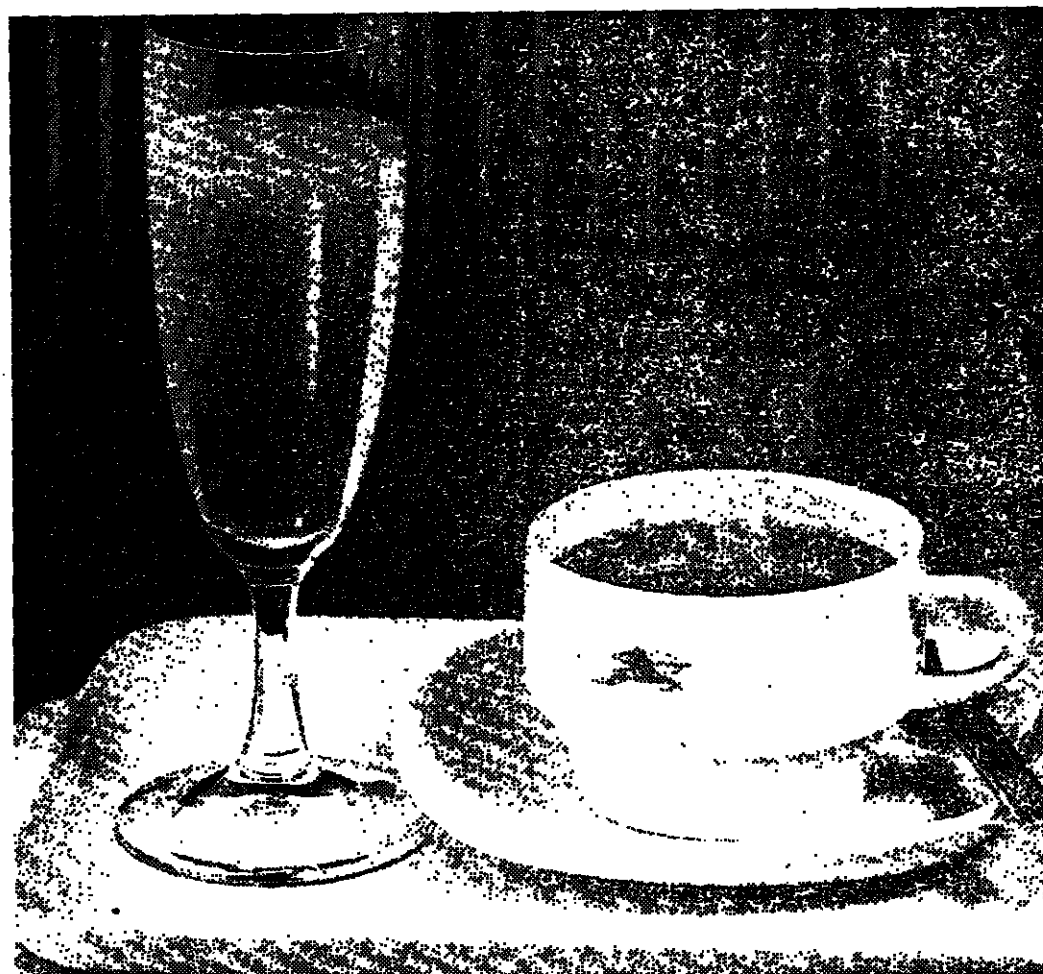
« Vis-à-vis du modèle allemand et du deutschemark, les retards à combler sont considérables », souligne un financier. Plus de trois points d'écart d'inflation, des déficits extérieurs qui se creusent, de lourds impératifs budgétaires pour rénover les infrastructures, constituent autant de handicaps. Conscient de ces obstacles, Madrid attend l'aide financière de ses partenaires aisés du Nord et a demandé à bénéficier, comme l'Italie, de marges de fluctuation élargies à 6 % contre 2,25 % pour les autres monnaies du SME. Une entorse à la règle commune que l'Espagne « entend ne pas faire durer aussi longtemps que les Italiens », qui en profitent depuis dix ans, affirme le gouverneur de l'institut d'émission. Mais il faudra à M. Rubio manœuvrer au plus près

s'il veut que les faits démontrent les craintes de certains économistes.

« Principale, l'entrée de la peseta dans le SME risque d'amener le gouvernement à imposer une récession pour rester dans la discipline communautaire alors que le chômage frappe encore 18 % de la population ou à se réfugier dans les déficits budgétaires », s'alarme l'un d'eux. Le premier test interviendra à l'automne. Alors la peseta ne sera plus protégée par les entrées touristiques de devises, et la confiance en l'Espagne pourrait être ébranlée par une nouvelle vague de mouvements sociaux. « Nous entendons obtenir une orientation plus sociale » de la politique économique, prévient M. Calvet, pour qui l'Europe ne saurait être uniquement monétaire. Après avoir, comme ces derniers jours, tenté d'apaiser la remontée de la peseta, la Banque d'Espagne sera-t-elle amenée à intervenir pour en freiner la baisse ? Seule l'épreuve des faits apportera une réponse. Mais comme le reconnaît volontiers M. Rubio, les interventions des banques centrales sont la simple « manifestation de problèmes économiques ». Ce sont ces problèmes auxquels il faut s'attaquer. Des maux qui, pour l'Espagne, en pleine crise de croissance, sont connus. Ils s'appellent inflation et déficit extérieur.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

Paris-Delhi, sans escale, trois fois par semaine.



Dîner à Paris, petit-déjeuner à Delhi.

La manière la plus raffinée de vous envoyer vers l'Inde est désormais la plus commode. Quittez Paris dans la soirée. Arrivez à Delhi, petit déjeuner pris, à temps pour une bonne journée de travail. Inutile de changer d'avion pour Bombay. Durant le vol, découvrez notre fameux choix de plats gastronomiques français ou indiens. Les passagers de la classe affaires peuvent choisir notre pont supérieur, réservé aux non-fumeurs.

PARIS - FRANCFORT - ROME - AMSTERDAM - GENEVE - LONDRES - DELHI - BOBAY - SINGAPOUR - SYDNEY - KUALA LUMPUR - BANGKOK

LE MEILLEUR DES DEUX MONDES

HONG KONG - TOKYO - OSAKA

PRÉFECTURES DES PYRÉNÉES-ORIENTALES ET DE L'ARIÈGE

En vue de la construction du tunnel du Puymorens, une enquête d'utilité publique sera ouverte du 10 juillet au 25 août 1989. Les dossiers d'enquête seront déposés en mairie de Porta, Porte-Puymorens (66) et L'Hospitalet-près-L'Andorre (09).

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général :
HENRY FERAL.

Le Venezuela demande son adhésion au GATT

Le Venezuela a formellement demandé son adhésion au GATT (1) à l'occasion de la réunion extraordinaire du conseil de celui-ci, qui s'est achevée le jeudi 22 juin à Genève. L'ambassadeur vénézuélien, M. Miguel Rodríguez Mendoza a affirmé que la politique commerciale de son pays serait à l'avenir « plus transparente et moins discrétionnaire ».

Par ailleurs, le Brésil, l'Inde et le Japon ont refusé officiellement, lors de cette réunion, d'engager des discussions commerciales bilatérales avec les États-Unis. Tous trois ont été placés le mois dernier sur la liste de la section super-301 de la nouvelle loi commerciale américaine. Selon ce texte, les pays qui n'auraient pas suffisamment ouvert leurs marchés à la suite de négociations bilatérales avec les États-Unis, seraient victimes de sévères représailles commerciales.

(1) Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

CH/BA - ROYAUME DU MAROC

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA RÉFORME AGRAIRE

OFFICE RÉGIONAL DE MISE EN VALEUR AGRICOLE DU LOUKKOS
- KSAR EL KEHIR - BP 48 - TELEX N° 33 - 806 M

AVIS DE PRÉSÉLECTION INTERNATIONALE

Le directeur de FORMVA de Loukkos recevra jusqu'au 26 juillet 1989 à 10 heures les dossiers de présélection internationale relative aux études des équipements hydro-agricoles du secteur Loukkos-Sud d'une superficie de 9 920 ha.

Ces études sont financées par la Banque Africaine de Développement (BAD). Seuls les bureaux d'études originaires des Pays membres de la BAD sont admis à participer à ce concours.

Les dossiers de présélection sont à retirer de FORMVA de Loukkos sur demande.

L'ouverture des plis, en séance publique, aura lieu le mercredi 26 juillet 1989 à 10 heures, au siège de FORMVA de Loukkos.

Le directeur de l'Office régional de mise en valeur agricole du Loukkos
Signé : ALAMOURI M.

مكتبة الامم المتحدة

Marchés financiers

Accord sur la titrisation entre le Crédit lyonnais et l'américain Bear Stearns

Le Crédit lyonnais et la banque américaine d'investissement et de placements Bear Stearns (6 000 personnes et 38 milliards de dollars de bilan) ont signé un accord pour le développement du marché français de la titrisation des créances, dont la mise en place a été décidée au printemps dernier. Bear Stearns, qui gère une position de 12 milliards de dollars dans la titrisation des prêts immobiliers aux Etats-Unis, prêterait son appui à la banque française dès l'ouverture de ce nouveau marché, que ce soit pour le conseil à l'émission, le placement et la mise en œuvre d'un marché secondaire.

La titrisation consiste à transformer en créance négociable un prêt accordé par un établissement, ce qui permet à ce dernier de se désengager auprès d'investisseurs à la recherche de placements. Très développée aux Etats-Unis, en période d'acclimatation en Grande-Bretagne, elle va faire ses premiers pas en France à l'automne prochain.

L'OPA d'Hanson sur Consolidated Goldfields

L'OPA surprise, lancée sur le groupe minier Consolidated Goldfields (Consolidated) par le conglomérat britannique Hanson (le Monde du 23 juin 1988) pour un montant de 3,1 milliards de livres (32,5 milliards de francs), a été reconnue comme « sérieuse » par le président de Consolidated, M. Rudolph Agnew. Ce dernier, toutefois, a estimé que l'offre d'Hanson « ne reflétait pas du tout la valeur réelle des actifs de Consolidated », réponse normale à une tentative d'OPA lorsque l'on veut obtenir un relèvement de prix.

Aujourd'hui, on estime dans la City que la situation est « mûre » pour une OPA « finale » que l'initiative d'Hanson a de bonnes chances de réussir, notamment sur le plan juridique, et qu'elle est, peut-être, la dernière, ce qui inciterait beaucoup d'actionnaires à en profiter.

Gateway accepte la contre-OPA améliorée de Wasserstein

La chaîne britannique de supermarchés Gateway a formellement accepté jeudi 22 juin la contre-OPA améliorée de « Newgateway », consortium formé par la banque d'affaires américaine Wasserstein Perella et la chaîne de distribution alimentaire américaine A & P. Newgateway avait porté son OPA de 2 milliards de livres à 2,09 milliards, puis à 2,1 milliards, en réaction à l'amélioration de l'offre inamicale d'Isosceles, consortium réunissant des investisseurs institutionnels et d'anciens cadres de Gateway.

Isosceles a indiqué qu'il conserverait les 41,9 % du capital de Gateway qu'il détient, après avoir racheté les 15,1 % détenus par le groupe alimentaire Associated British Foods. — (AFP)

« Une alliance stratégique sur le marché européen » de papier


L'italien Ferruzzi et l'américain James River vont s'allier avec le finlandais Nokia pour créer une filiale commune regroupant l'essentiel des activités papeterières des trois partenaires. Ferruzzi et James River détendent ensemble 50 % du capital de la nouvelle filiale, et Nokia le reste. Par ailleurs, Nokia prendra une participation de 20 % dans les autres activités papeterières de ses deux partenaires. L'accord définitif sera copché à l'automne prochain.

La nouvelle société reprendra l'ensemble des activités de Nokia et 50 % des activités de l'espagnol Sarriso Tisu, détenus conjointement par Ferruzzi et James River. L'objectif poursuivi est la création d'un groupe intégré verticalement pour la production de papier à usage domestique en Europe, avec, dès le départ, un chiffre d'affaires de l'ordre du milliard de dollars.

L'HOMME ET LA TERRE EN PÉRIL

par MARIE FARGUES
écologiste en 1971
à découvrir en 1989
278 pages - 81 FF
BEAUCHESNE
72, rue des Saints-Pères
75007 PARIS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



**PARIBAS CROISSANCE
ET PARIBAS OPPORTUNITÉS**

Les conseils d'administration des Sicav « PARIBAS CROISSANCE » et « PARIBAS OPPORTUNITÉS » se réuniront le mardi 27 juin 1989 pour examiner la possibilité d'une fusion, entre elles, par voie d'absorption de « PARIBAS CROISSANCE ».

Les actionnaires de « PARIBAS CROISSANCE » et de « PARIBAS OPPORTUNITÉS » seront informés de la suite des opérations dès après la tenue de ces conseils.

Compagnie Industrielle

L'Assemblée Générale Ordinaire qui s'est réunie le 21 juin 1989 sous la présidence de Monsieur Francis a approuvé les comptes de l'exercice 1988 et le projet de distribution proposé par le Conseil d'Administration.

Le bénéfice net de l'exercice s'élève à 113.841.190 F contre 100.524.728 F en 1987.

Le bénéfice consolidé s'élève à 1.545.452.000 F dont 690.713.000 F pour la part du Groupe. L'exercice précédent avait dégagé un résultat de 1.355.251.000 F dont 614.215.000 F de part du Groupe.

L'Assemblée a approuvé la distribution d'un dividende unitaire de 44 F par action augmentée d'un avoir fiscal de 22 F, ce qui correspond à une distribution globale de 66 F par action, en augmentation de 15,7 %.

L'Assemblée a renouvelé les mandats d'Administrateurs pour la durée statutaire de Messieurs Bernard Beau, Jack Francis, Philippe Malet et Frédéric Ourbak et nommé Monsieur Gérard Danzelger au Collège des Censeurs.

Le Conseil d'Administration réuni à l'issue de l'Assemblée a appelé à l'unanimité Monsieur Jean-Marc Vernes aux fonctions de Président-Directeur Général et Monsieur Philippe Malet aux fonctions de Vice-Président. Le Président, au nom du Conseil d'Administration a rendu hommage à l'action du Président Francis qui a été nommé à l'unanimité Président d'Honneur de la Compagnie Industrielle.

NEW-YORK, 23 juin ↑

Sensible reprise

Après plusieurs jours de repli, Wall Street s'est sensiblement redressé jeudi. Amorcé presque dès l'ouverture, le mouvement s'est ensuite poursuivi avec des hauts et des bas. A la clôture, l'indice des industriels, un instant monté à 2 482,17 puis redescendu à 2 452,77, s'est établi à 2 482,17, soit à 17,26 points au-dessus de son niveau précédent. Le bilan de la séance a été à l'image de ce résultat. Sur 1 945 valeurs, 812 ont monté, 615 ont baissé et 518 n'ont pas varié.

Bien que les craintes persistantes au sujet des taux d'intérêt et de l'inflation aient limité nombre d'investisseurs à faire preuve de prudence, beaucoup néanmoins ont repris des positions. La forte résistance du marché obligataire au nouveau socle de faiblesse du dollar a été un élément d'encouragement non négligeable. La Bourse a, en outre, profité de l'impulsion donnée par le déclenchement de certains programmes d'achat sur ordinateur. L'activité s'est encore un peu accélérée, avec 176,51 millions de titres échangés, contre 168,80 millions.

VALEURS	Cours de 21 juin	Cours de 22 juin
Alcoa	88 3/4	88 3/4
Amgen	38 3/4	38 3/4
Biochem	48 3/4	48 3/4
Chase Manhattan Bank	37 7/8	37 7/8
Eastman Kodak	47 1/2	48 1/4
Exxon	44 1/2	44
General Electric	33 1/4	33 3/4
General Motors	40 1/8	40 1/2
IBM	108 1/8	108 1/8
ITT	83 3/4	83 3/4
Johnson & Johnson	57 3/8	57 1/4
Schlumberger	38 5/8	38 3/4
Union Carbide	122 1/4	124 3/4
U.S.A.	26 1/4	26 1/4
Westinghouse	82 1/4	82 1/4
Xerox Corp.	81 1/2	83 1/8

LONDRES, 22 juin ↑

Avance à petits pas

Favorisé par la forte activité régnant sur le front des OPA, le London Stock Exchange a poursuivi son avance jeudi, mais à petits pas. A la clôture, l'indice Footsie affichait une progression de 7,8 points à 2 180.

Des rumeurs selon lesquelles les chiffres de la balance des invisibles seraient révisés en baisse ont empêché le mouvement de hausse de se développer.

Néanmoins, la plupart des compartiments, notamment l'alimentation, les assurances, les brasseries, les chimiques et les mécaniques ont enregistré des gains non négligeables.

Le lancement, en début de séance, d'une OPA de 3,1 milliards de livres par le conglomérat Hanson sur le groupe minier Consolidated Goldfields a eu un impact positif sur l'action de ce dernier. Aux fonds d'Etat, la note a été à l'avenant. Avec le raffermissement de l'or, les surfinances ont gagné du terrain.

FAITS ET RÉSULTATS

● Gerland reprend ses activités « collées » à Coca. — Gerland poursuit sa spécialisation. Après avoir été la moitié (25 %) de la participation dans GSW (Glenelg Stone Woodward) à son partenaire américain Stone Woodward avec une option de vente sur les 25 % restants, le groupe lyonnais a maintenant vendu son département chimie (spécialisé dans les collés) à la Coca, une filiale d'Elf-Aquitaine. Ce désinvestissement dégage une plus-value de 26 millions de francs. Ces opérations visent le même but : se concentrer sur les métiers les plus compétitifs, notamment l'activité « route » (1,43 milliard de francs de chiffre d'affaires pour 1988). Dernière manœuvre dans ce sens : la prise de contrôle récente d'Infra, une société parisienne dont Gerland détenait déjà 49 %. Gerland encadre les autres activités dans les sols et revêtements (1,14 milliard de chiffre d'affaires). Il s'apprête à investir à l'étranger dans ce secteur, sans doute en Allemagne fédérale. Les ventes consolidées du groupe ont augmenté de 16 % pour les cinq premiers mois de 1989. Pour l'exercice entier, la direction de Gerland table sur une croissance de 10 % du chiffre d'affaires et des bénéfices à périmètre de consolidation comparable.

● Elf-Aquitaine prolonge son OPA. — Elf-Aquitaine, le groupe pétrolier Elf-Aquitaine a décidé de prolonger son OPA amicale sur ce groupe chimique américain, ce jusqu'au 7 juillet prochain. Le 21 juin dernier, plus de 4,3 millions d'actions Pennwalt ont déjà été apportées à l'offre d'achat d'Elf-Aquitaine. Cette OPA de plus de 1 milliard de dollars avait été lancée en mars dernier (le Monde du 22 mars).

● Bell : liquidation de cinq sociétés de courtage. — La Banque Bechoam ont décidé de liquidation de cinq sociétés de courtage de valeurs mobilières pour non-respect des échéances, qui s'élevaient au total à quelque 83 millions de francs (294,64 millions de francs). Parmi les cinq sociétés figure La Capitaine, propriété du président de la Banque centrale, M. Elmo Camoes, et dirigée par son fils. Le président Camoes avait déjà accepté, lundi 19 juin, la démission présentée par M. Camoes. Ces mises en liquidation sont une des conséquences de la crise survenue aux Bourses de Rio et de Sao-Paulo après l'émission par un spéculateur, Naji Nabas, d'un chèque sans provision d'une valeur de 39 millions de francs (197,65 millions de francs).

● La fusion Bechoam avec Smithkline est définitivement approuvée. — Les actionnaires du groupe pharmaceutique britannique Bechoam ont approuvé à une écrasante majorité le projet de fusion avec le groupe américain Smithkline Bechman. Les détenteurs de 274,9 millions d'actions Bechoam ont voté « pour ». Les autres, représentant environ 1,2 million de titres, ont voté « contre ». Les deux groupes avaient conjointement annoncé, le 12 avril dernier, leur décision de réunir leurs activités afin de créer l'un des plus grands groupes mondiaux de produits pharmaceutiques. Avec un chiffre d'affaires de 3,7 milliards de dollars (235 milliards de francs), Smithkline Bechman occupe le troisième rang mondial derrière les groupes américains Merck et Schering-Plough, et devant les groupes britannique Glaxo et suisse Ciba-Geigy.

PARIS, 23 juin ↑

Raffermissement

La semaine s'est achevée sur une note sous le signe de la hausse. Amorcé dès l'ouverture (0,99 %), le mouvement de reprise s'est toutefois ralenti par la suite à se développer. Vers 11 heures, l'indice instantané ne progressait plus que de 0,7 %. En début d'après-midi, il portait son avance à 0,9 %, avant de s'établir dans l'après-midi à 0,82 % au-dessus de son niveau précédent.

La plupart des grands noms de la cote ont donné l'exemple, à commencer par Peugeot, BSN, Boux, Schneider, Compagnie bancaire, Crédit foncier de France, LVMH, Matra, Bégghin. Quelques-uns, très rares, avaient encore une petite mine : Pernod-Ricard, Carrefour, Crédit national, Avions Dassault. Malgré tout, malgré quelques hésitations, le nouveau mois boursier a bien commencé.

D'une façon générale, les informations en provenance des entreprises sont bonnes, qui n'hésitent pas à réagir. Pour la plupart, les résultats pour l'année 1988 sont en hausse, de manière flatteuse. Sur le front monétaire, c'est l'occasionalité et le démenti de la rumeur qui avait circulé sur une entente secrète entre les Etats-Unis, le FFA et le Japon pour faire baisser le dollar n'a pas eu un arrière-goût de déception.

Les liquidités sont abondantes en cette période de l'année et les investisseurs s'emparent tranquillement à la hausse. Ajoutons à cela le report de Wall Street, plutôt encourageant. Les professionnels sont, pour la plupart, assez confiants. L'un d'entre eux se disait persuadé que l'indice CAC franchirait la barre des 500 points d'ici à la fin de septembre. Ce qui ne veut pas dire, nous a-t-il déclaré, que la reprise d'été a commencé. Pour l'instant, le sentiment d'accord de modération sur la hausse des tarifs de courtage le 1^{er} juillet prochain semble avoir un peu rassuré les petits porteurs. La plupart, à estimer, ont peut-être déjà procédé à la réduction de leurs lignes de titres.

TOKYO, 23 juin ↑

Raffermissement

La tendance s'est raffermie, vendredi, à la Bourse de Tokyo. Le marché a encouragé les investisseurs à reprendre des positions. « C'est une histoire toute simple », déclarait M. Kazuma Kitai, courtier chez County Natwest Securities Japan, pour qui les acheteurs étaient aux commandes. Les investisseurs institutionnels, notamment les compagnies d'assurance, sont cependant restés à l'écart du marché, attendant la confirmation, si tant est qu'il y ait une, de la baisse du dollar. Les titres de la construction navale, notamment Mitsubishi Heavy, l'activité est restée modérée avec, comme la veille, à peine 700 millions de titres échangés.

VALEURS	Cours de 22 juin	Cours de 23 juin
Alfa	810	810
Industrie	1 880	1 880
Canon	1 880	2 000
Fujitsu	1 880	2 000
Honda Motor	1 880	1 880
Hitachi Electric	2 420	2 420
Mitsubishi Heavy	2 420	2 420
Sony Corp.	7 760	7 800
Toyota Motor	2 720	2 740

PARIS:

Second marché (sélections)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel & Amstel	425	425	La gelée du miel	380	380
Amstel	225	225	Local investissement	255	255
B.A.C.	350	350	Local	150	150
B. Dancourt & Amstel	801	801	Motoring, Météo	235	235
B.I.C.M.	520	520	Motoring	175	175
Bolton	800	800	Motoring (dual)	23 50	23 50
Bolton Technology	245	245	Motoring (dual)	205	205
Bolton (Lyon)	245	245	Motoring (dual)	1185	1185
Chânes du Lyon	2180	2180	Motoring (dual)	195	195
Café	944	944	Motoring (dual)	401	401
Café	944	944	Motoring (dual)	550	550
CAL (de R. E.C.I.)	150	150	Motoring (dual)	52	52
CALTE	1070	1070	Motoring (dual)	540	540
C.A.M.E.	374	374	Motoring (dual)	580	580
C.E.P. Elect.	280	280	Motoring (dual)	225 80	225 80
C.E.S.I.D.	2070	2070	Motoring (dual)	1225	1225
C.E.S.P.	625	625	Motoring (dual)	220	220
C.E.S.P. (dual)	625	625	Motoring (dual)	540	540
C.E.S.P. (dual)	251	251	Motoring (dual)	395	395
C.E.S.P. (dual)	1100	1100	Motoring (dual)	112	112
C.E.S.P. (dual)	480	480	Motoring (dual)	562	562
C.E.S.P. (dual)	140 20	140 20	Motoring (dual)	562	562
C.E.S.P. (dual)	1221	1221	Motoring (dual)	290	290
C.E.S.P. (dual)	625	625	Motoring (dual)	580	580
C.E.S.P. (dual)	190 80	190 80	Motoring (dual)	225 50	225 50
C.E.S.P. (dual)	103	103	Motoring (dual)	415	415
C.E.S.P. (dual)	18 55	18 55	Motoring (dual)	200	200
C.E.S.P. (dual)	227	227	Motoring (dual)	510	510
C.E.S.P. (dual)	433	433	Motoring (dual)	214	214
C.E.S.P. (dual)	275 10	275 10	Motoring (dual)		
C.E.S.P. (dual)	788	788	Motoring (dual)		
C.E.S.P. (dual)	280	280	Motoring (dual)		
C.E.S.P. (dual)	280	280	Motoring (dual)		
C.E.S.P. (dual)	150	150	Motoring (dual)		
C.E.S.P. (dual)	300	300	Motoring (dual)		
C.E.S.P. (dual)	950	950	Motoring (dual)		
C.E.S.P. (dual)	281	281	Motoring (dual)		

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

Marché des options négociables le 22 juin 1989

VALEURS	PRIX cotés	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		juin	sept.	juin	sept.
Accor	688	56,50	68	—	7
CEE	488	44,80	47	—	3,50
Elf-Aquitaine	488	43	42	—	16,50
Emmenthal SA-PLC	180	15	19	—	2,50
Lafarge-Capelle	1 550	135	168	—	15
Michelin	180	—	39	—	2
NEI	1 300	21	—	18	36
Pfizer	480	21	39,40	6,40	6
Peugeot	1 550	98	—	6,60	24
Saint-Gobain	680	21	42	—	9
Société générale	520	1,20	14	—	—
Thomson-CSF	220	27,50	31	6,60	—

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 22 juin 1989			
Nombre de contrats : 38 480.			
COURS	ÉCHÉANCES		
	Jun 89	Sept. 89	Déc. 89
Dernier	107,16	107,86	107,54
Précédent	107,06	107,80	107,50
Options sur notionnel			
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE
	Sept. 89	Déc. 89	Sept. 89 Déc. 89
107	1,44	1,64	8,50 1,13

INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 6,81 F =	PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)
Le dollar ne s'est pas raffermi depuis sa baisse des derniers jours. Il s'échangeait, à Paris, à 6,6150 F le 23 juin, contre 6,6380 F la veille à la cotation officielle. A Tokyo, la Banque du Japon n'est pas intervenue, permettant un léger raffermissement du billet vert face au yen.	21 juin 22 juin
FRANCFORT 22 juin 23 juin	Valeurs françaises .. 114,5
Dollar (en DM) .. 1948 1950/485	Valeurs étrangères .. 114
TOKYO 22 juin 23 juin	(INSEE, base 100: 31-12-81)
Dollar (en yen) .. 141,48 140,35	Indice général CAC .. 481,2
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	(INSEE, base 100: 31-12-87)
Paris (23 juin) .. 591/85	Indice CAC 40 .. 1 737,59 1 739,04
New-York (22 juin) .. 598/85	(OMIE, base 100: 31-12-81)
	Indice OMF 50 .. 496,49 495,98
	NEW-YORK (Indices Dow Jones)
	Industrielles .. 2 464,81 2 462,17
	LONDRES (Indices et Financial Times)
	Industrielles .. 1 080,9 1 080,5
	Mines d'or .. 184,7 185,2
	Fonds d'Etat .. 94,66 94,51
	TOKYO
	22 juin 23 juin
	Nikkei Dow Jones .. 33 324/97 33 330/71
	Indice général .. 2 431,54 2 432,23

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MARC		DEUX MARC		SEIZ MARC	
	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -	+ ou -
S.E.U.	6,6225	6,6375	- 37	- 22	- 79	- 45
S.E.U.	6,6210	6,6360	- 122	- 125	- 233	- 281
Yen (100) ..	173,32	173,41	+ 136	+ 164	+ 282	+ 314
DM	3,3912	3,3958	+ 57	+ 74	+ 117	+ 142
Flora	3,6189	3,6145	+ 42	+ 54	+ 88	+ 107
FB (100) ..	16,2819	16,2728	+ 28	+ 124	+ 86	+ 227
RS	3,9271	3,9324	+ 57	+ 80	+ 121	+ 153
L (1 000) ..	4,6717	4,6765	- 144	- 117	- 274	- 238
L (1 000) ..	16,2981	16,3125	- 438	- 373	- 859	- 821

TAUX DES EUROMONNAIES

S.E.U.	9 7/16	9 11/16	9 7/16	9 9/16	9 3/8	9 1/2	9 5/16	9 7/16
DM	6 3/4	6 3/4	6 3/4	6 11/16	6 13/16	7 1/16	6 13/16	6 15/16
Flora	6 3/4	7 1/4	6 3/8	7 1/16	6 3/8	7 1/16	6 3/8	7 3/16
RS	6 3/4	7 1/2	6 7/8	7 1/8	6 7/8	7 1/8	6 3/4	7 1/8
L (1 000) ..	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
L (1 000) ..	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
F. Imp.	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9	8 7/8	9	9 1/16	9 3/16

Marchés financiers

BOURSE DU 23 JUIN

[illegible]

22/6

Comptant

VALEURS		% du nom.	% du coupon	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		préc.	cours	
Obligations						Étrangères								
Emp. 0,80 % 77	128 05	0 747				Machinez Ref.	108			Virgin	1332			
8,00 % 70/80	101 70	9 280				Magnat Light	136			West	136 30			
10,00 % 70/80	104 90	8 640				Magnat S.A.	72			Wheaton S.A.	100			
13,25 % 70/80	103 98	0 728				Magnat S.A.	39			Bras. du Maroc				
15,00 % 82/90	103 98	7 145				Magnat S.A.	147							
16 % juin 82	102 28	0 094				Magnat S.A.	147							
14,00 % 85/83	109 60					Magnat S.A.	147							
13,00 % 85/83	110 45					Magnat S.A.	147							
12,00 % 85/83	109 20	8 705				Magnat S.A.	147							
12,00 % oct. 84	109 20	8 824				Magnat S.A.	147							
11,50 % oct. 85	114 02	3 677				Magnat S.A.	147							
10,25 % oct. 85	107 25	2 886				Magnat S.A.	147							
OUT 12,75 % 83	108 05	0 740				Magnat S.A.	147							
OUT 8,00 % 1987	107 90	5 208				Magnat S.A.	147							
OUT 8,00 % 1988	105 32	3 886				Magnat S.A.	147							
Ch. France 3 %						Magnat S.A.	147							
CRB Brème jan. 82	101 65	4 248				Magnat S.A.	147							
CRB Pêche	102 40	4 248				Magnat S.A.	147							
CRB Suez	101 65	4 248				Magnat S.A.	147							
FTT 11,20 % 85	109 23	5 759				Magnat S.A.	147							
GF 10,30 % 86	105 15	3 911				Magnat S.A.	147							
CRF 11,50 % 85	106 05	0 957				Magnat S.A.	147							
CRF 8 % 85	105 15	1 700				Magnat S.A.	147							
CRH 10,50 % oct. 85	110 01	4 703				Magnat S.A.	147							
C.A.C.A.T.P.		111				Magnat S.A.	147							
C.A.G.E. 0,50 % 85/89						Magnat S.A.	147							
Immo. Ass. C.M. com.	2820	287				Magnat S.A.	147							
Indefiniss. 6 % 67/7		8 460				Magnat S.A.	147							
VALEURS						Cours préc.		Dernier cours		VALEURS			préc.	cours
Actions						Hors-cote								
Agache (Ind. Fr.)	1613					Agache (Ind. Fr.)	1613							
A.E.F. (Ex. Indust.)	854					A.E.F. (Ex. Indust.)	854							
Appl. Hydral.	832					Appl. Hydral.	832							
Arany	245					Arany	245							
Assur. Public	1329					Assur. Public	1329							
Ind. C. Monaco	319					Ind. C. Monaco	319							
Banque Hydraul. Exc.	289					Banque Hydraul. Exc.	289							
Banque (C.A.)	582					Banque (C.A.)	582							
Banque (C.A.)	582					Banque (C.A.)	582							
B.N.P. (Industrie)	394					B.N.P. (Industrie)	394							
B.N.P. (Industrie)	4720					B.N.P. (Industrie)	4720							
B.T.P. (Industrie)	95 10					B.T.P. (Industrie)	95 10							
Calif.	850					Calif.	850							
Cambridge	170					Cambridge	170							
C.A.M.E.	1057					C.A.M.E.	1057							
Cabotage-Lombard	37 80					Cabotage-Lombard	37 80							
Cass. Pêche	467					Cass. Pêche	467							
C.E.F. (Ind.)	2145					C.E.F. (Ind.)	2145							
Cass. (Ind.)	174 30					Cass. (Ind.)	174 30							
Cass. (Ind.)	140					Cass. (Ind.)	140							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							
Cass. (Ind.)	226 20					Cass. (Ind.)	226 20							

SICAV (selection)[illegible]

Cote des changes

MARCHÉ OFFICIEL	COURS	COURS	COURS DES VILLES	
	parité.	231/2	Asiat.	Brésil
Cable-Louis (5 1/2)	6 538	5 616	6 430	6 888
ECU	1 022	1 051		348
Allemagne (100 DM)	20 330	339 380	328	16 650
Belgique (100 FF)	16 116	18 220	15	18 660
Brésil (100 R)	301 280	301 380		91 500
Can. (100 \$)	87 230	87 230	63	80 000
Canada (100 \$)	83 250	93 050	90	11 111
Corée (100 ₩)	10 350	10 322	10 650	4 000
Doll. Singapour (10 S)	4 942	5 308	3 750	4 000
Grèce (100 drachmes)	3 672	4 681	4 400	4 000
Indon. (100 Rp)	383 250	383 560	381	107 600
Israël (100 N)	100 100	100 100	97 600	106 500
Italie (100 L)	46 330	60 225	46 750	48 000
Japon (100 ¥)	5 325	5 321	5 000	5 000
Autriche (100 sch.)	4 063	4 060	3 900	4 000
Portugal (100 esc.)	5 672	5 651	5 350	5 000
Canada (50 can.)	4 707	4 738	4 670	4 700
Japon (100 yen)				

Marché libre de l'or	

MONNAIES ET DEVISES		cours par.		23/8		Day Diagram	
Or fin (Bâle en barres)	76000		76000				846
Or fin (Bâle en lingots)	76000		76000				210
Pièce française (20 F)	455		452				257
Pièce française (10 F)	379		375				240
Pièce suisse (20 F)	487		454				1000
Pièce suisse (20 F)	576		570				380
Souverain	2780		2784				184
Pièce de 10 dollars	1470		1460				200
Pièce de 10 dollars	2880		2865				55 30
Pièce de 10 dollars	1470		1460				800
Pièce de 10 dollars	2880		2865				115
Pièce de 10 dollars	476		477				610
Or Londres	.....		.....				120
Or Zurich	.....		.....				120
Or Hongkong	.....		.....				120
Argent Londres	.....		.....				120

e : coupon détaché

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c: coupon détaché - o: offert - d: droit détaché - a: demande - p: prix

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	INFOS SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 Angola : accord de cessez-le-feu entre Luanda et l'UNITA. 4 Avant le conseil européen de Madrid. 5 La fin de la visite de M. Rieferski à Moscou. 6 Confusion en Grèce. 7 Pékin s'enfonce dans l'isolement.	8-9 Le projet de loi sur le financement des partis. 9 Le comité central du PCF. 10-11 Les débats au sein de l'opposition. 11 « Journal d'un amateur », par Philippe Boucher.	12 Au tribunal de Pontoise : un berger allemand, arme par destination. — La sécheresse. — Echecs. 13 Un entretien avec M. Yves Sillard, délégué général pour l'armement. 14 Sports : l'avenir incertain du Racing Club de Paris.	19 Théâtre : Bartleby, de Melville, et Pour sauver Mahville, de Giono. 20 Mort d'Henri Sauguet. — Lou Reed à l'Olympia. — Communication : une convention culturelle pour sauver les salles de cinéma du Gers.	25 Les banques ont conquis 30 % du marché de l'assurance-vie. 26 Air France et Sélécourt créent une filiale commune. 27 Thérapie européenne pour l'Espagne. 28-29 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 24 Campus 23 Carnet 23 Jeux 18 Loto 23 Météorologie : en grève. Philatélie 22 Radio-Télévision 23 Spectacles 21	Les corrigés du bac 3615 taping LMSAC Les grandes écoles 3615 taping LEMONDE

Durcissement de l'intifada ?

Un coopérant américain a été enlevé à Gaza

JÉRUSALEM
de notre correspondant

L'opération est sans précédent dans les territoires occupés : pour la première fois depuis 1967, un ressortissant occidental, un espèce de coopérant américain, a été enlevé dans la bande de Gaza, apparemment par un groupe réclamant la libération de prisonniers palestiniens.

M. Chris George, trente-sept ans, directeur de l'association humanitaire privée Save the Children Fund, a été enlevé jeudi 22 juin à midi alors qu'il se trouvait au bureau de l'organisation en plein cœur de la ville de Gaza, dans une des principales artères, la rue Omar-el-Moukhtar. Selon la radio de l'armée israélienne et d'autres informations concordantes, un ou des Palestiniens se sont présentés au bureau et ont demandé à Chris George de bien vouloir les suivre pour une affaire concernant l'organisation. Certains témoins cités par la radio ont assuré avoir ensuite vu le jeune homme entraîné de force dans une voiture.

De source officielle israélienne, on confirmait que l'Américain avait disparu depuis jeudi, que plusieurs témoins avaient fait part de son enlèvement et que l'armée menait d'intenses recherches dans toute la bande de Gaza (à l'extrême sud d'Israël, le long de la Méditerranée).

Plusieurs informations de presse font état d'une lettre qu'aurait reçue le même jour à Gaza les représentants du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et qui porterait la signature de Chris George. D'après la radio de l'armée israélienne, les auteurs de la lettre affir-

meraient détenir le coopérant américain et réclameraient pour sa libération l'élargissement de plusieurs Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, notamment des membres du Fatah (principale composante de l'OLP), du Front de libération de la Palestine et du mouvement islamiste Hamas - et, en particulier, le chef spirituel de cette dernière organisation, le cheikh Ahmad Yassin emprisonné depuis le 20 mai dernier. Cette précision ferait penser à la responsabilité d'un groupe intégriste musulman mais un porte-parole militaire, cité par la radio israélienne, a évoqué l'action d'un groupe de Palestiniens « liés à l'OLP ».

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Arens, s'est entretenu dans la matinée de vendredi avec l'ambassadeur des États-Unis en Israël, M. William Brown. Il y a déjà eu des Israéliens pris en otages à la suite d'opérations terroristes en Israël, et un soldat israélien, Ilan Saadon, est porté disparu depuis le 3 mai dernier. Mais c'est la première fois qu'un enlèvement d'un ressortissant étranger a lieu dans les territoires occupés. Ce type d'action, qui n'a jamais été préconisé dans les communiqués de la Direction unifiée du soulèvement palestinien, pourrait marquer un net durcissement de l'intifada.

Chris George, qui a longtemps travaillé au Proche-Orient et parle arabe, avait la responsabilité des bureaux du Save the Children Fund à la fois pour la bande de Gaza - où il se rendait au moins une fois par semaine - et pour la Cisjordanie, où il habitait. Son organisation est très connue et bien considérée dans la bande de Gaza où travaillent en permanence une vingtaine de ressortissants occidentaux.

ALAIN FRACHON.
« Vigoureuse condamnation » de l'OLP. — L'Organisation de libération de la Palestine a condamné, vendredi 23 juin, l'enlèvement, la veille, d'un Américain à Gaza, et demandé un « commandement unifié du soulèvement » ainsi qu'à toutes les organisations palestiniennes « d'agir en faveur de sa libération ».

Pour développer de nouveaux produits à l'échelle internationale

L'Institut Mérieux et Pasteur Vaccins vont fusionner leurs activités

Les dirigeants de l'Institut Pasteur et de l'Institut Mérieux ont annoncé, vendredi 23 juin, à Paris, leur intention de créer une nouvelle société baptisée Pasteur-Mérieux Sérums et Vaccins. Le regroupement des activités de l'Institut Mérieux et de Pasteur Vaccins prolonge et complète un rapprochement amorcé en 1984. Il devrait notamment renforcer la position française sur le marché mondial des vaccins et des produits issus des biotechnologies.

La société Pasteur Vaccins (dans laquelle l'Institut Mérieux était actionnaire majoritaire à 51 %) n'avait pas la taille nécessaire pour assurer la recherche et le développement de produits nouveaux à l'échelle internationale. La nouvelle société dont la création a été annoncée vendredi comprendra une division vaccins, située à Marnes-la-Coquette, et une division immunologie, et des activités basées à Lyon. L'Institut Pasteur ne disposera plus, comme dans le Pasteur Vaccins, de la minorité de blocage. Il prendra, en revanche, une participation au capital de l'Institut Mérieux international (holding du groupe Mérieux) et se verra offrir un siège d'administrateur au sein du conseil d'administration de Mérieux.

L'accès privilégié de la nouvelle société aux résultats et aux découvertes des équipes pastoriennes a été prévu jusqu'au 31 décembre 1998. Pour sa part, l'Institut Pasteur (qui recevra une redevance indexée sur le chiffre d'affaires de la nouvelle

société) a pris une série de garanties concernant l'indépendance de ses chercheurs et le contrôle de l'usage qui pourra être fait du nom de Pasteur.

« La commercialisation des produits Pasteur-Mérieux Sérums et Vaccins se fera sur une base mondiale », a déclaré M. Alain Mérieux. Les deux entités Pasteur Vaccins et l'Institut Mérieux subsisteront toutefois en France afin de respecter la spécificité de leurs lignes de produits et de maintenir la qualité du service apporté au corps médical français.

Comme cela avait déjà été le cas en 1984, cette alliance franco-française permet d'associer le prestige international du nom de Pasteur au dynamisme et à la réussite industrielle du groupe Mérieux. Les nouvelles perspectives offertes, en matière de vaccins notamment, par les biotechnologies et l'énorme marché que constituerait la mise au point d'un vaccin ou d'une thérapeutique immunologique contre le sida lui donnent une importance toute particulière.

J.-Y. N.

Sur le vif

De la crèche à l'Elysée

C'est pas pour le voter, mais elles sont complètement ravagées, les pucierettes, les aubaines, les éducatrices de la région parisienne avec leur grave des crâches multiples et leurs revendications à la noblesse. C'est quoi ? C'est rien ! Rien que des nanes à qui on confie nos bébés pendant qu'on va bosser. Leur boulot à elles, c'est de nous ramener, de longer, de tétayer, de chouchouter, de soigner, il y a toujours un de ces mouveurs qui a un rot de travers.

Ce boulot, il s'apprend, il s'édifie un bac + 2. Il les oblige à se mettre en quatre chaque fois que les autres sont en congé de maladie ou de maternité. Il rapporte royalement 6 500 belles par mois. Et elles ont le culot de se plaindre, de manifester. Elles font des histoires, des histoires de gros sous. C'est d'un mauvais goût ! On ne parle pas d'argent devant les enfants. Et prêtes, prêtes, avec ça. Elles veulent être mieux considérées, plus nombreuses... N'importe quoi !

Mais le plus grotesque, c'est pas ça ! Vous ne devinez jamais qu'elles ont eu l'audace de tirer par la manche pour essayer d'attirer son attention,

ces ministres ! Non Jacquot ! En ce moment ! En plein brande-bes de combat. Alors qu'il est complètement obnubilé par la course à l'Elysée. Elles se rendent pas compte ! Il ne reste jamais que cinq ans et onze mois avant le départ, et ils sont tous là à pif, à lui souffler dans le cou, à vouloir lui piquer sa place, Giscard, Léo et Noir.

Il a commencé par les envoyer péter : Vous vous êtes trompées d'adresse. Les crâches multiples, c'est pas ici, c'est au ministère de l'Intérieur. Elles y vont, elles se cassent le nez. Elles reviennent, elles lui cassent les pieds. Comme « il » avait qu'elles à s'occuper, elles et nous, les Parisiens, les parents, les grands-parents, les voisins, les collègues obligés de remplacer ceux qui remplacent ceux qui prétendent être remplacés quand elles ne peuvent pas travailler. Que les sœurs se croient les bras et le navire est en route. Mais ça, la ville, sa ville, il s'en fout, m'aurait le mien. Il n'a d'eau que pour la voir, sa tour, à m'écouter l'ex-premier ministre, oh ! pardon, à m'écouter le futur président.

CLAUDE SARRAUTE.

Le bilan mitigé de la convention sur les enfants de couples franco-algériens

Quatorze mères françaises d'enfants retenus par leur père en Algérie ont décidé de se rendre, samedi 24 juin, à Alger pour faire part de leur désespoir d'être encore privées de leurs enfants pendant l'été 1989 et pour réclamer « aux responsables politiques un geste humanitaire pour pallier les difficultés et les lenteurs administratives et judiciaires de la convention passée entre la France et l'Algérie ». Certaines d'entre elles ont

déjà reçu leurs enfants en visites transfrontières en France en 1987 et les ont rendus ; d'autres ont volontairement renoncé à leur droit de garde pour bénéficier d'un droit de visite transfrontière pendant les vacances ; d'autres, enfin, ont reçu de la commission mixte franco-algérienne un avis favorable sur le retour des enfants auprès d'elles, mais elles attendent toujours soit un règlement judiciaire, soit l'exécution des décisions.

Voilà un an que le protocole d'accord de la convention franco-algérienne a été signé. A cette occasion, les mères d'enfants déplacés (réunies par le Collectif de solidarité aux mères des enfants enlevés), des juristes et des députés français ont fait chacun de leur côté un bilan. Leurs conclusions ne sont pas identiques. Si les mères demandent libre cours à leur déception, M. Jean-Luc Longueux, député PS, qui a été chargé par la commission des affaires étrangères de suivre l'application des traités et des accords internationaux, pose un regard résolument optimiste sur le texte et son application.

Cette convention comprend deux volets : l'un concerne le règlement des conflits à venir, l'autre la liquidation des dossiers en cours. C'est à juste titre que M^{me} Georgina Dufour, chargée de mission auprès du président de la République, peut se féliciter du caractère dissuasif de cette convention dont elle a été la principale instigatrice : seuls deux enfants ont été illégalement déplacés ou retenus ces douze derniers mois, alors que la moyenne annuelle des nouveaux dossiers atteignait auparavant la trentaine. De plus, cet accord a le mérite incontestable de sortir de l'impasse dans laquelle les parents lésés se trouvaient en affirmant le principe du droit de visite (et celui de la libre circulation des enfants de pays à pays) comme contrepartie du droit de garde.

Malheureusement, l'application de la convention laisse à désirer. Comme le souligne le collectif des mères, le contentieux officiel touche 183 enfants. Or seuls 37 cas ont été définitivement réglés (droits de visite enfin respectés ou retours effectifs d'enfants auprès du parent gardien). 80 % des dossiers attendent donc encore un règlement, s'enlèvent dans des procédures ou font l'objet de retards difficilement compréhensibles pour les mères.

C'est à une commission mixte paritaire franco-algérienne qu'a été confiée la tâche d'examiner des dossiers anciens. Mais celle-ci ne peut que donner son avis. Munis de cet avis, la mère ou le père demandeurs doivent s'adresser à un tribunal qui, seul, possède un pouvoir de décision. Si l'on peut dire que la commission remplit bien sa mission puisque, créée en août 1988, elle aura étudié tous les dossiers lors de sa dissolution en août 1989, il n'en est pas de même pour les tribunaux.

Le numéro du « Monde » daté 23 juin 1989 a été tiré à 514 194 exemplaires.

Le collectif note des lenteurs dans la désignation des experts commis d'office au nom de l'ordre judiciaire et d'un manque d'information de ces derniers, ce qui mène à des erreurs, notamment dans la présentation des requêtes. Bon nombre de décisions sont différées de mois en mois parce que le père refuse de se rendre à la convocation du tribunal et que celui-ci refuse de statuer en son absence. Les mères relèvent des cas où le jugement du tribunal a été prononcé en parfaite contradiction avec l'avis de la commission. Enfin, des exequats (avis des jugements antérieurs au déplacement de l'enfant) attendent depuis plusieurs mois leur exécution, c'est-à-dire la restitution des enfants.

M. Jacques Sturiale, un des responsables du bureau d'entraide juridique internationale au ministère de la Justice à Paris, explique une partie des dysfonctionnements par le rodage inévitable des procédures, nouvelles tant pour la France que pour l'Algérie. A cela s'ajoutent les lacunes du texte, qui entraînent une trop large interprétation de la convention.

Amertume des mères

Alors début de l'année, une commission d'experts franco-algériens a été formée pour analyser les points d'accrochage et faire des suggestions. Elle a proposé de préciser dans un texte la catégorie de juge qui doit être appelée à statuer en la matière (le président du tribunal de grande instance pour la France ; le juge du statut personnel pour l'Algérie), en soulignant qu'il s'agit d'un référé (procédure extrêmement rapide). Elle a rappelé que le contrôle du magistrat doit porter uniquement sur la compétence de la juridiction ayant fixé les modalités de droit de visite transfrontière et le caractère exécutoire de la décision d'origine. Enfin, elle a suggéré de bien préciser la nature des pièces qui doivent être fournies car, actuellement, chaque juge a ses propres exigences, ce qui, bien entendu, joue dans les retards de procédure.

Bien que, au plus haut niveau politique, la France comme l'Algérie aient donné leur satisfaction aux experts, il semble improbable que de telles mesures soient prises dans l'immédiat. Certaines toucheraient le domaine législatif, et l'Algérie ne souhaite pas, pour des raisons politiques, aborder actuellement ce sujet devant le Parlement. En ce moment, donc, l'application de la convention dépend en grande partie de la bonne volonté des magistrats.

Les mères qui se sont jusqu'à présent montrées loyales en rendant leurs enfants à l'issue des visites, organisées de façon informelle (bien qu'elles en soient légalement la gardiennes), ou interrompant les grèves de la faim en signe de confiance aux « politiques » négociant la convention puis plus tard le règlement des dossiers, ne cachent pas leur amertume. Une quinzaine d'entre elles vont se rendre en Algérie à la fin de la semaine. Leurs craintes pour l'avenir sont d'autant plus vives que la commission paritaire ne sera pas reconstituée en août. De même, la mission pour la convention franco-algérienne mise en place par le premier ministre devrait se dissoudre dans un mois et demi. Or il faut bien reconnaître que la commission, présidée par M^{me} Dufour, a bien souvent permis de débloquer des situations et servi d'arbitrage. Également soucieux de l'avenir, M. Longueux préconise dans son rapport de prolonger de six mois la mission interministérielle et de renforcer le bureau d'entraide juridique internationale. Bien moins sévère que les mères et les juristes, le député qualifié de « globalement bon » cette convention. L'accord, fruit d'un compromis entre deux cultures, a permis de débloquer une situation « passionnelle et douloureuse ». Le député considère le chemin parcouru quand d'autres soulignent celui à parcourir. Les mères ont beaucoup de difficultés à revenir dans certaines circonstances atténuées les impératifs politiques. Le temps passe, et leurs enfants continuent à grandir sans elles.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

J.-Y. Cousteau reçu sous la Coupole

La réception du commandant Jacques-Yves Cousteau à l'Académie française a donné lieu à une séance animée, jeudi 22 juin, sous la Coupole, où pourtant la solennité est de règle. Les discours du célèbre océanographe, qui prononçait l'éloge de son prédécesseur, le professeur Jean Deloy, et de notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech, qui l'accueillait, ont été très largement applaudis, ce qui est inhabituel à l'Académie. Comme à l'accoutumée, ces discours seront publiés dans le Monde début 25-26 juin.

ENTREILLE

soldes d'été
QUALITÉS IRREPROCHABLES
PRIX EXCEPTIONNELS
62 rue St André des Arts 6^e
Tél : 43 29 44 10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

Raffinée...

Fine, fraîche et particulièrement pure, VOLVIC accompagne les meilleurs plats de Paris.

À L'AUBERGE PERRAUDIN Paris 2^e

VOLVIC

A C D E F G H



NUMERO HORS-SERIE

CE MOIS-CI DANS

SCIENCE & SAVENIR

SCIENCE

ET

BEAUTE

LES QUATRE AGES DE LA PEAU

LE BON USAGE DU SOLEIL

ALLERGIES : LES NOUVEAUX TRAITEMENTS

COMBATTRE LE VIEILLISSEMENT

EX.CO.SUP

MÉDECINE - PHARMACIE

De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation

CLASSES PRÉPARATOIRES

Révision - Encadrement - Révisions
12, rue Hauteville - 75006 PARIS - Tél. : 46.34.06.33